

ARGOS **أرجوس**
Numéro 2 - Nov 2015



الأرخبيل العربي

L'ARCHIPEL ARABE



Argos a adopté la licence Creative Commons (CC-by-nc-nd-4.0) afin de permettre aux utilisateurs de reproduire sur support papier ou électronique tout ou partie de la revue, en dehors des images et des vidéos pour lesquelles il peut être précisé d'éventuelles restrictions de droits.

La licence Creative Commons choisie (CC-by-nc-nd) implique que l'utilisateur respecte les conditions suivantes :

- paternité / attribution : l'utilisateur doit attribuer les extraits de la revue Argos à son auteur et citer Argos;
- pas d'utilisation commerciale : l'utilisateur n'a pas le droit d'utiliser le contenu d'Argos à des fins commerciales ;
- pas de modification : l'utilisateur n'est pas autorisé à modifier les contenus d'Argos.

Concept

Farah Hached

Équipe d'édition

Farah Hached

Samah Krichah

Salma Chaari

Marouane Zbidi

Contributeurs

(par ordre alphabétique)

Selima Abbou Bey	Farah Hached
John Bell	Syrine Ismaïli
Rafika Bendermel	Samah Krichah
Tahar Benjelloun	Carlos Martins Ceglia
Olivier-Jamil Clément	Mohamed Arbi Nsiri
Adnen El Ghali	René Rieger
Chiraz Gafsa	Youssef Seddik
Ilaria Geo	Daniel Soil
Nizar Ghanem	Amine Thabet

Couverture

Image tirée de l'oeuvre *Ya Beirut ya set ed-duniah*, de Zena Assi

Zena Assi est une artiste libanaise, vivant entre Beyrouth et Londres. Son travail consiste en installations, animations, sculptures, et généralement peintures sur toile .

<http://www.zenaassi.com/>



Le Labo' Démocratique est une association tunisienne à caractère scientifique qui se réclame des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme et qui a pour but de contribuer, en toute indépendance, à l'instauration et à l'enracinement d'une démocratie innovante et vivante, à travers:

- la recherche, l'analyse et le débat
- la mise en œuvre d'actions expérimentales ciblées
- des propositions aux pouvoirs publics, à la société civile et à l'opinion publique

www.labodemocratique.org

<https://www.facebook.com/labodemocratique>

labo.democratique@gmail.com

ARGOS

أراد مخبر الديمقراطية إطلاق إسم «أرجوس» على مجلته نسبة لعملاق الميثولوجيا اليونانية كرمز لليقظة و سرعة الفهم. جسد «أرجوس» أو كما يعرف ب«أرجوس بانوبتاس» (أي من يرى كل شيء) كان مكسوا بمائة عين. عندما ينام، لا يغلق إلا خمسون منها بينما تبقى الخمسون الأخرى مفتوحة. عندما قتل، نقل «هيرا» أعين «أرجوس» على ريش طاووسه. مجلة أرجوس هي مجلة متعددة الاختصاصات و متعددة الوسائط تصدر كل أربعة أشهر. يتطرق كل عدد إلى موضوع عيّن و يحاول إستكشافه بكل تعقيداته. الهدف هو مساءلة المفاهيم و الأفكار المسبقة. بعد صدور العدد الأول حصريًا باللغة الفرنسيّة، تحولت «أرجوس» إبتداء من عددها الثاني إلى مجلة بثلاث لغات. ستجدون فيها مقالات باللغتين المتبقيتين بالإضافة إلى ترجمة بعض الحوارات كاملة. إذا أردتم الحصول على ترجمة كاملة لمقال من المقالات، يمكنكم الإتصال بنا. تم تصميم العدد الثاني من «أرجوس» بطريقة تطوعيّة تماما مثلما هو الشأن بالنسبة للعدد الأول. إلا أن مخبر الديمقراطية بصدد البحث عن تمويل لضمان تواصل المجلة كفضاء للنقاش و التحليل. فإذا أردتم المساهمة في وجود «أرجوس» يمكنكم الإتصال بمخبر الديمقراطية.

الآراء المعبر عنها في «أرجوس» لا تلزم إلا أصحابها و لا تعبر بأي شكل من الأشكال عن موقف «مخبر الديمقراطية»

Le Labo' Démocratique a choisi de nommer sa revue Argos du nom du géant de la mythologie grecque. Symbole de lucidité et de vigilance, Argos dit Argos Panoptès (c'est-à-dire «qui voit tout») avait le corps recouvert de cent yeux. Quand il dormait, uniquement cinquante d'entre eux se fermaient ; les cinquante autres restaient ouverts. Après qu'il ait été tué, Héra transféra ses yeux sur les plumes de son paon.

Argos est une revue multidisciplinaire quadrimestrielle multimédia. Chaque numéro traite d'un thème spécifique, en essayant de l'explorer dans sa complexité. Il s'agit d'interroger les concepts et les idées reçues.

Après un premier numéro entièrement francophone, Argos devient trilingue à partir de ce deuxième numéro. Vous y trouverez des articles en langues arabe, française et anglaise. Nous avons traduit le début des articles dans les deux autres langues. Certains interviews ont été intégralement traduits. Si vous souhaitez obtenir une traduction complète d'un article, contactez nous.

Ce deuxième numéro d'Argos, comme le premier, a été conçu de façon bénévole. Le Labo' Démocratique est en recherche de fonds pour faire vivre la revue Argos, numéro après numéro, en tant que lieu de débat et d'analyse. Si vous voulez contribuer à Argos, n'hésitez pas à contacter le Labo' Démocratique.

Les opinions exprimées dans Argos n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient refléter la position du Labo' Démocratique.

Labo' Démocratique (Democratic Lab') decided to entitle its review Argos, name of the Greek mythology giant. Symbol of clear-sightedness and vigilance, Argos - called Argos Panoptès (meaning «who sees everything») - had a body covered by a hundred eyes. When sleeping, only fifty were closed ; the other fifty were remaining open. After he was killed, Hera transferred his eyes on her peacock's feather.

Argos is a multidisciplinary multimedia review published every four months. Each issue deals with a specific topic, trying to explore it in its complexity, by questioning concepts and preconceived ideas.

After a first issue completely francophone, Argos become trilingual from this second issue. You will find articles in Arabic, French and English. We translated the beginning of the articles in the two other languages. Some interviews were entirely translated. If you wish to have an entire translation of an article, please contact us.

This second issue of Argos, as the first one, was made on a volunteer basis. Labo' Démocratique is seeking funds in order to keep the review alive, issue after issue, as a place of debate and analysis. If you wish to contribute to Argos, do not hesitate to contact Labo' Démocratique.

The opinions expressed in Argos are those of the authors and do not necessarily represent those of Labo' Démocratique

SOMMAIRE

فهرس

EDITORIAL - كلمة الإفتتاح

L'archipel arabe, un écosystème arabe en gestation, par Farah Hached

P2

MISE AU POINT - إيضاح

Faits et chiffres – وقائع و أرقام

P8

حوار مصور – العالم العربي: التحديات و الآفاق

P17

Chronologie de l'archipel arabe

P18

مقابلة – عبد الواحد المكني

P26

Interview - Abdelwahed Mokni

P27

مقابلة فيديو – نور الدين حشاد

P31

Interview (transcription écrite) - Noureddine Hached

P32

POINTS DE VUE - وجهات نظر

Généalogie de l'identité arabe, par Youssef Seddik

P38

Arabité chrétienne ou chrétienté arabe, par Mohamed Arbi Nsiri

P43

Droits de l'Homme dans le monde arabe: Réflexions sur la spécificité culturelle islamique, par Amine Thabet

P46

Audio - Les droits humains depuis les Révolutions arabes: Réflexions sur l'actualité, par Ghofran Ounissi

P51

L'image dans le monde arabe à travers les cartes postales, par Olivier-Jamil Clément et Selima Abbou

P52

Patrimoines arabes en péril, cette mémoire qu'on efface, par Adnen El Ghali

P60

Diaspora arabe: le cas des maghébins de France, par Rafika Bendermel

P64

The role of the diaspora in supporting the transitions in the Arab world: The Tunisian case, by Mohamed

Malouche

العالم العربي: أنظمة استبدادية ونخب لا مصلحة لها في التكامل الاقتصادي بقلم نزار غانم

Scorched Earth: the geopolitical landscape of the Middle East, by John Bell

Interview - Daniel Brumberg

The Iran nuclear deal and its consequences for the MENA region, by René Rieger

Les relations entre le Brésil et le Moyen-Orient, par Carlos Martins Ceglia

Global Palestine. Organizing solidarity in the early 21st century, by Ilaria Giglioli

Témoignage - Un voyage solidaire en Palestine, par Daniel Soil

MOT DE LA FIN - كلمة الختام

Besoin de justice et de dignité, par Tahar Benjelloun

P102

CULTURE - ثقافة

P104

DERNIÈRES ACTIVITÉS DU LABO' - آخر نشاطات المخبر

P112

EDITORIAL

كلمة الإفتتاح

L'archipel arabe: un écosystème politique en gestation par Farah Hached, présidente du Labo' Démocratique

Le 13 novembre 2015, éclate à Paris une fusillade mortelle, un véritable carnage, faisant plus de 120 morts. La veille, une voiture piégée explose à Beyrouth faisant près d'une cinquantaine de morts. En Tunisie, l'horreur dépasse un nouveau seuil avec la décapitation de Mabrouk Soltani, un jeune adolescent de 16 ans, quelques heures avant la fusillade de Paris. Les assassins ont envoyé sa tête décapitée à sa famille.

Je ne peux écrire cet éditorial sur «L'archipel arabe» sans rappeler ces récents événements, exprimer ma douleur, présenter mes condoléances et dire toute ma solidarité aux proches des victimes, victimes issues de pays, cultures, religions et parcours différents, victimes qui auraient pu être vous ou moi. Je me dois de le faire en tant qu'être humain mais aussi en tant qu'Arabe et musulmane.

Je me dois de mentionner ces événements tant ils sont liés à une crise profonde du monde arabe en tant qu'espace politique. Cette crise est complexe. Elle dure depuis le début du XXe siècle et résulte à la fois de facteurs internes et externes.

Mais qu'est-ce que le monde arabe ?

Arabité, arabisme, monde arabe, nation arabe, empire arabo-musulman, âge d'or des Arabes, autant de termes utilisés, y compris parfois par les Arabes eux-mêmes, pour décrire l'ensemble géographique, historique, politique, culturel et linguistique dans lequel ils vivent.

Nous avons décidé d'appeler cet ensemble l'«archipel arabe». Archipel car il s'agit d'un ensemble unitaire ayant une continuité géographique autour du désert tout en étant fragmenté en plusieurs sous-régions et en une multitude d'oasis, qui ont constitué parfois, dans l'histoire ancienne, voire même plus récente, de véritables royaumes ou cités-Etats autonomes ou quasi-autonomes.

Cet archipel est un écosystème résultant d'une géographie spécifique mais aussi d'une histoire commune, dont le plus significatif et le plus connu des héritages est cette langue magnifique qu'est la langue arabe.

Cette histoire complexe a forgé l'archipel arabe et l'«être arabe» en le libérant des pesanteurs ethniques ou religieuses.

L'élément ethnique n'est plus pertinent depuis plusieurs siècles. et être arabe ne signifie pas avoir un «ADN» arabe.

En premier lieu, d'un point de vue purement génétique, l'archipel arabe a connu une mixité extraordinaire. Par exemple, l'arrivée des tribus nomades Beni Hilal au Maghreb s'est déroulée en plusieurs vagues migratoires. Des centaines de milliers de personnes, des familles entières, avec femmes et enfants, porteuses de titres de propriété accordés par l'Empereur fatimide, se sont installées dans le Maghreb. Après environ un siècle de migrations et de conflits entre les autochtones et les nouveaux arrivants, après des alliances et des mariages, après la sédentarisation de nombreuses tribus nomades, arabes et berbères, la génétique maghrébine s'est transformée. Les mélanges génétiques dans l'archipel arabe se sont encore plus accentués sous les Ottomans avec la piraterie, le commerce des esclaves et la politique du *Devchirmé*, créant des flux humains importants d'Europe et du Caucase vers toutes les provinces de l'Empire. Sans mentionner les mélanges génétiques avec l'Asie - perse, indienne et même mongole.

En second lieu, d'un point de vue politique, les différents empires, royaumes et provinces arabes ont souvent été gouvernés par des personnes ethniquement non-arabes et qui, pourtant, ont perpétué la culture arabo-musulmane (culture qui pendant longtemps ne craignait pas de se nourrir d'autres cultures - romaine, grecque, perse, turque, indienne, etc -

afin d'évoluer et de rester à la pointe des civilisations). Ce fut le cas des Hafssides, dynastie berbère qui a régné trois siècles et demi sur l'Ifriqiya (l'actuelle Tunisie, la Tripolitaine ainsi qu'une partie de l'Algérie). De même pour l'Empire ayyoubide, fondé par Salahud-dine le Kurde, et incluant l'Egypte, Bilad Al-Sham (Palestine, Syrie, Jordanie, Liban), le Nord de l'Irak, le Hijjaz et le Yémen.

Ainsi, l'élément ethnique n'est plus depuis longtemps essentiel à la définition de l'arabité en tant qu'identité culturelle et encore moins à la définition d'un espace politique arabe.

L'archipel arabe est le creuset des trois religions abrahamiques et de centaines de leurs variantes. Si l'arabité en tant qu'identité culturelle a des liens inextricables avec l'Islam, ces liens ne sont pas nécessairement de nature religieuse. Il s'agit davantage d'un mode de «penser le monde». Les religions autres que la religion musulmane font partie de la communauté de destin qu'est l'archipel arabe; elles ont tout autant participé à sa construction ainsi qu'à l'élaboration d'une pensée autour d'une nation arabe au-dessus des ethnies et des religions. Ce fut le cas de George Adda en Tunisie ou de Michel Aflak en Syrie, parmi tant d'autres.

Parallèlement aux indépendances et dans un mouvement général d'émancipation de ce qu'on appelait à l'époque le Tiers-Monde, est né le grand rêve de la «Nation arabe», espace politique intégré, laïc, multiethnique, progressiste, refusant



les diktats de l'Ouest autant que de l'Est. Mais, rapidement, la réalité de la Guerre froide et de ses guerres par procuration (*proxy wars*), la réalité des jeux de pouvoir entre gouvernants arabes, celle des échecs militaires face à Israël, du sous-développement politique, économique et social, des Etats de non droit et des défis laissés par la colonisation (problèmes de frontières, analphabétisme, élites déconnectées, dépendance économique à l'égard des anciennes métropoles, etc) ont fait exploser le rêve en mille morceaux. Pire encore, le rêve s'est transformé en cauchemar avec l'apparition de l'Islam politique, de plus en plus radical, qui est une triple négation de l'archipel arabe: négation de la diversité religieuse de l'archipel, négation des frontières de l'archipel, négation de la communauté de destin que représente l'archipel. La *Umma* islamique, en tant qu'alpha et oméga, hors de l'espace-temps, universelle, s'est invitée dans l'espace politique arabe contemporain, cassant (ou ralentissant?) l'affirmation politique de l'archipel arabe comme communauté de destin, avec sa diversité fruit d'une histoire complexe, et ses frontières délimitant un territoire donné, c'est à dire les critères - les graines - nécessaires à l'émergence d'une Nation.

Mais l'Islam politique n'est pas à l'origine de l'explosion du rêve. C'est la faillite de la construction d'un espace politique arabe, protecteur de ses populations, qui est à l'origine du succès de l'Islam politique. En réalité, une sorte de dynamique s'est installée. L'Islam politique, par ailleurs instrumentalisé par les gouvernements de l'Ouest pour lutter contre l'Union soviétique, par Israël pour marginaliser les mouvements de résistance et et par les régimes arabes autoritaires pour contrer l'opposition de gauche, est devenu un facteur accélérateur de la faillite d'un espace politique arabe.

S'agit-il d'un échec définitif? Peut-on aujourd'hui affirmer que la vision (et non pas le rêve!) d'un projet d'espace politique arabe intégré, fort de ses ressources et de ses jeunes populations, protecteur des droits individuels et collectifs de ses habitants, est mort et enterré? Doit-on prononcer une oraison funèbre?

Ne s'agit-il pas plutôt de soubresauts historiques naturels à toute gestation douloureuse? La frise du destin des Nations et des ensembles politiques est rarement linéaire. L'embryon de ce projet n'est-il pas encore entrain de s'agiter et de lutter? A-t-il avorté définitivement, va-t-il avorter ou va-t-on un jour assister à l'accouchement? Les Révolutions arabes ne sont-elles pas un signe avant coureur de cet accouchement, comme le coup de pied de l'enfant dans le ventre de sa mère?

L'archipel arabe est un archipel de communautés humaines, incluant de larges diasporas, en cours d'apprentissage du vivre-ensemble, dans le conflit et le sang, comme l'ont été et le seront encore, dans un mouve-

ment cyclique, les grands ensembles humains de part le monde. Comme tout ensemble humain, l'archipel arabe est plein de contradictions, sources de conflits réels et potentiels. Mais il existe, aujourd'hui comme hier, un besoin pressant de transformer l'archipel arabe en un espace politique capable de protéger les populations qui ont un lien d'appartenance avec cet archipel. Le monde entier en a besoin.

Cette vision est dans l'intérêt de tous, y compris de ceux qui, par le passé, ont lutté, dans le cadre de politiques de courte vue, à faire exploser le rêve arabe.

L'archipel arabe vit encore un mouvement d'émancipation. Ses jeunes ont besoin de se réappropriier l'histoire de cette émancipation, avec ses héros et ses sacrifices. Ils ont besoin de références politiques positives. Ces héros étaient souvent les ennemis de l'Occident colonisateur d'hier. Leurs images, leurs histoires, les valeurs d'émancipation, de progressisme, de justice sociale qu'ils ont défendu sont aujourd'hui la meilleure des armes contre le radicalisme religieux.

Le patrimoine culturel, notamment architectural, de l'archipel arabe est en décomposition. Il subit les guerres et l'incurie des Etats, alors même qu'il est un instrument essentiel dans l'éducation politique des jeunes générations.

L'archipel arabe ne vit ni une crise d'identité ni une crise religieuse. Il vit une crise politique. Il n'y a aucun déterminisme. Nous ne sommes pas condamnés à voir l'archipel arabe de plus en plus fragmenté et baignant dans une mer de sang. Comme nos ancêtres avant nous, nous avons le devoir d'essayer de trouver des solutions pour que la communauté de destin qu'est l'archipel arabe soit un havre de paix et de droit.

Le nationalisme arabe d'antan n'est plus adapté. Mais l'idée d'un espace arabe intégré n'est pas dépassée. Bien au contraire. Cependant, elle ne doit plus être un rêve romantique, lié à un décor suranné des années 1970 avec les chants d'Oum Kalthoum en musique de fond.

Le nationalisme arabe était un rêve. Aujourd'hui nous devons créer une vision. Une vision politique et stratégique réaliste, prenant en compte les différents paramètres de façon pragmatique. Les obstacles sont nombreux, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'archipel arabe. Mais notre destin est entre nos mains. A nous de décider si nous souhaitons rester fragmentés, fragiles, à nous débattre dans le sous-développement et la corruption, ballottés au gré des intrêts des uns et des autres. A nos élites politiques et intellectuels de décider si nous allons rester spectateurs d'une Histoire qui se fait sans nous ou de devenir des acteurs de l'Histoire et prendre nos responsabilités pour protéger nos populations et nos communautés humaines.

The Arab archipelago: a political ecosystem in gestation, by Farah Hached

On the 13th of November 2015, took place in Paris a deadly shooting, a real carnage, leaving more than 120 dead. The day before, a car bomb exploded in Beirut killing nearly fifty persons. In Tunisia, the horror exceeded a new threshold with the beheading of Mabrouk Soltani, a young boy of 16 age old, a few hours before the shooting in Paris. The killers sent his decapitated head to his family.

I cannot write this editorial on the «Arab archipelago» without reminding the recent events, expressing my pain, presenting my condolences and telling all my solidarity with the relatives of the victims, victims who come from different countries, cultures, religions and backgrounds, victims who could have been you or me. I have to do it as a human being but also as an Arab and Muslim.

I must mention these events as they are linked to a deep crisis of the Arab world as a political space. This crisis is complex. It has been lasting since the beginning of the twentieth century and is the result of both internal and external factors.

But what is the Arab world?

Arabness, Arabism, Arab world, Arab nation, the Arab-Muslim empire, the golden age of the Arabs, as many terms used, even by the Arabs themselves, to describe the geographical, historical, political, cultural and linguistic environment in which they live.

We decided to call this environment the «Arab archipelago». Archipelago because it is a unitary whole with a geographical continuity around the desert while being fragmented into several sub-regions and into numerous oasis, which sometimes were, in ancient history and even more recently, real kingdoms or autonomous or quasi-autonomous city-states.

This archipelago is an ecosystem resulting from a specific geography but also a common history, which the most significant and best-known legacies is the so beautiful Arabic language.

This complex history has forged the Arab archipelago and «to be Arab» by freeing Arabs from ethnic or religious burdens.

The ethnic element is no longer relevant for many centuries, and being Arab does not mean having an Arab «DNA».

First, from a purely genetic point of view, the Arab archipelago has experienced tremendous diversity (...)

الأرخبيل العربي : نظام بيئي سياسي في فترة الحمل، بقلم فرح حشاد

في 13 نوفمبر 2015، دوت طلقات مميتة في باريس، كانت مذبحه حقيقيه ذهب ضحيتها 120 قتيلا. قبل يوم واحد، انفجرت سيارة مفخخة في بيروت خلفت ما يقارب الخمسين قتيلا. في تونس، تجاوزت حالة الرعب عتبة جديدة إذ تم قطع رأس مبروك السلطاني، المراهق البالغ من العمر ست عشرة سنة قبل ساعات من هجمات باريس. و أرسل القتلة رأسه إلى عائلته.

لا أستطيع كتابة افتتاحية «الأرخبيل العربي» دون التذكير بالأحداث الأخيرة، التعبير عن ألمي، وتقديم تعازي وتضامني مع أقارب الضحايا من كل البلدان، الثقافات، الأديان والمسارات المختلفة. هؤلاء الضحايا التي كان من الممكن أن تكونوا أو أكون منهم. علي القيام بذلك بصفتي إنسان ولكن كذلك كعربية ومسلمة.

علي أن أذكر هذه الأحداث بما أنها مرتبطة بأزمة عميقة للعالم العربي كفضاء سياسي. هذه الأزمة هي شديدة التعقيد وتتواصل منذ بداية القرن العشرين لأسباب داخلية وخارجية.

فما هو العالم العربي؟

العروبة، القومية العربية، الأمة العربية، الإمبراطورية العربية الإسلامية، العصر الذهبي العربي، كلها عبارات مستعملة، حتى من قبل العرب أنفسهم، للتعبير عن المجموعة الجغرافية والتاريخية والسياسية والثقافية واللغوية التي يعيشون فيها.

قررنا أن نطلق على هذه المجموعة اسم «الأرخبيل العربي». «أرخبيل» لأن الأمر يتعلق بمجموعة واحدة متواصلة جغرافيا حول الصحراء وفي نفس الوقت منقسمة إلى عدة مناطق متفرعة وعدة واحات التي شكّلت في بعض المراحل من التاريخ القديم وحتى التاريخ الأقل قديما ممالك أو مدن-دول مستقلة أو شبه مستقلة.

هذا الأرخبيل هو نظام بيئي ناتج عن جغرافيا معينة ولكن أيضا عن تاريخ مشترك يميزهما إرث جد معتبر وجد معروف الا وهو اللغة العربية الرائعة.

نحت هذا التاريخ المعقد «الأرخبيل العربي» بتحريره من وطأة الإثنيات والاديان. ولم يعد العامل الإثني مهما منذ قرون إذ أن يكون الفرد عربيا لم يعد يعني أن له «حمضا نوويا» عربيا.

في المقام الأول ومن وجهة نظر جينية، شهد «الأرخبيل العربي» اختلاطا خارقا للعادة (...)

MISE

AU POINT

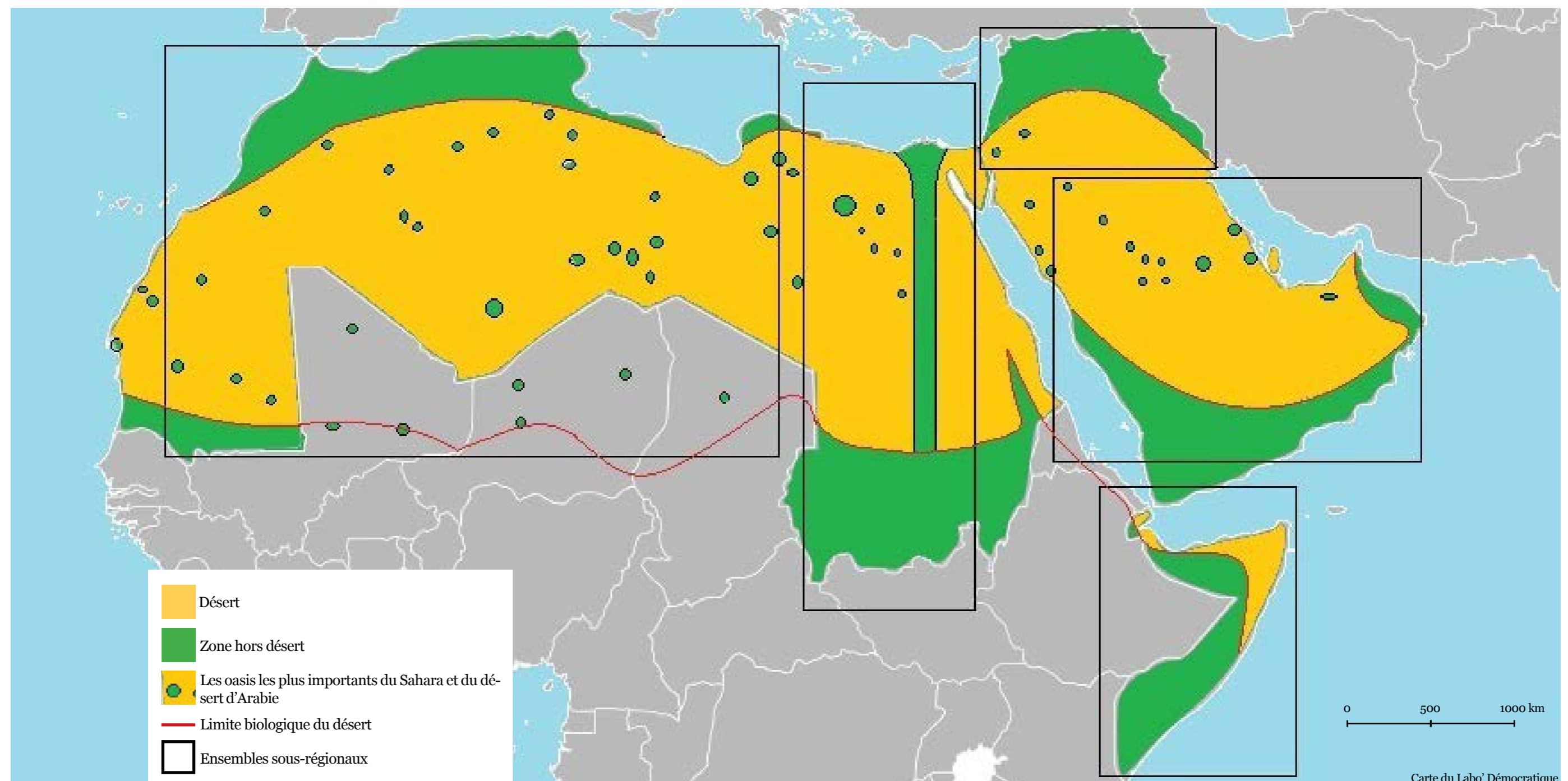
إيضاح

FAITS ET CHIFFRES

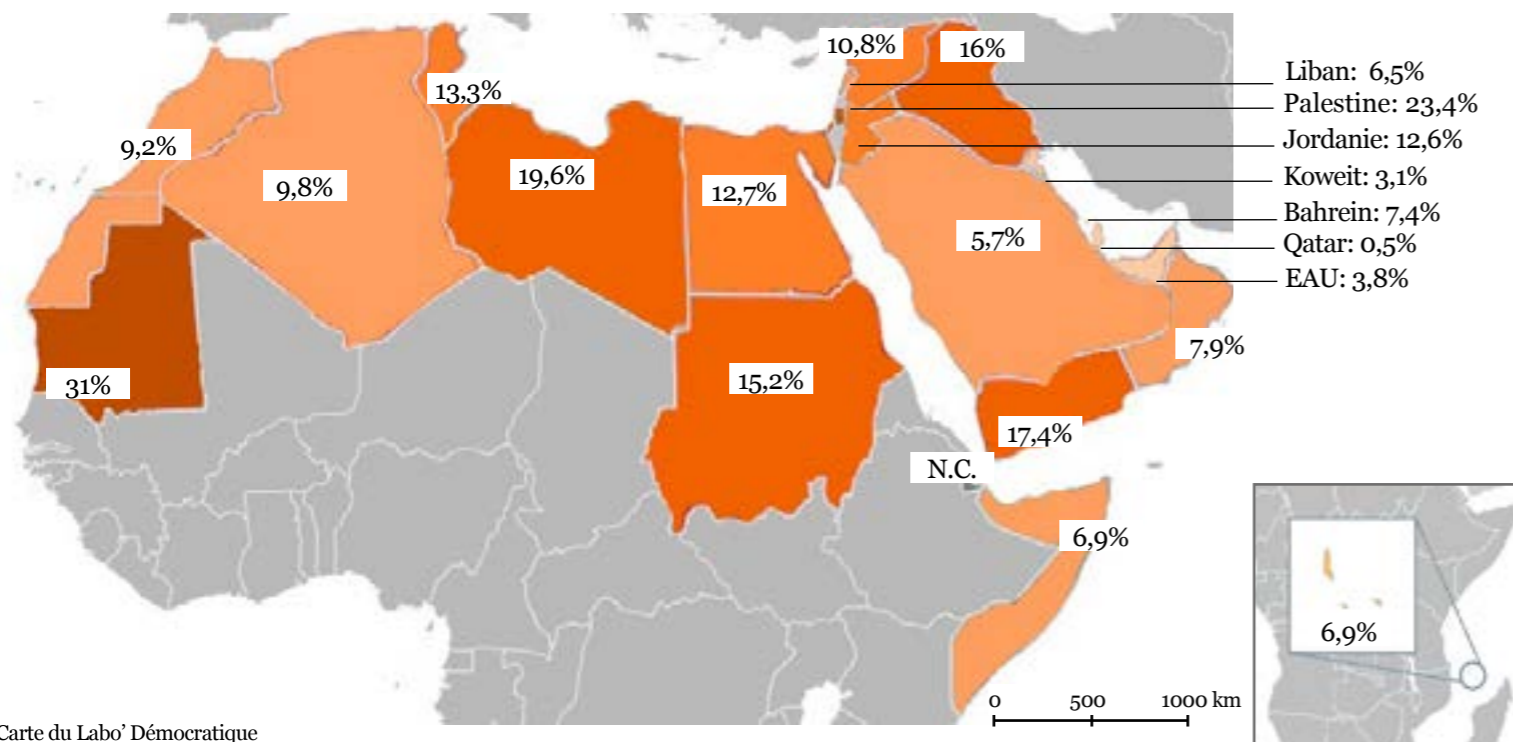
وقائع و أرقام

L'archipel arabe: un écosystème autour d'une mer intérieure

La géographie place le désert au centre du monde arabe. Ce désert est une véritable mer intérieure, qui fait du monde arabe un archipel composé de cinq pôles et d'une multitude d'oasis formant autant d'îlots. Le monde arabe forme un ensemble géographique à la fois unitaire et fragmenté.



Taux de chômage 2011-2015 dans les Etats membres de la Ligue des Etats arabes (source: Banque mondiale)



Carte du Labo' Démocratique

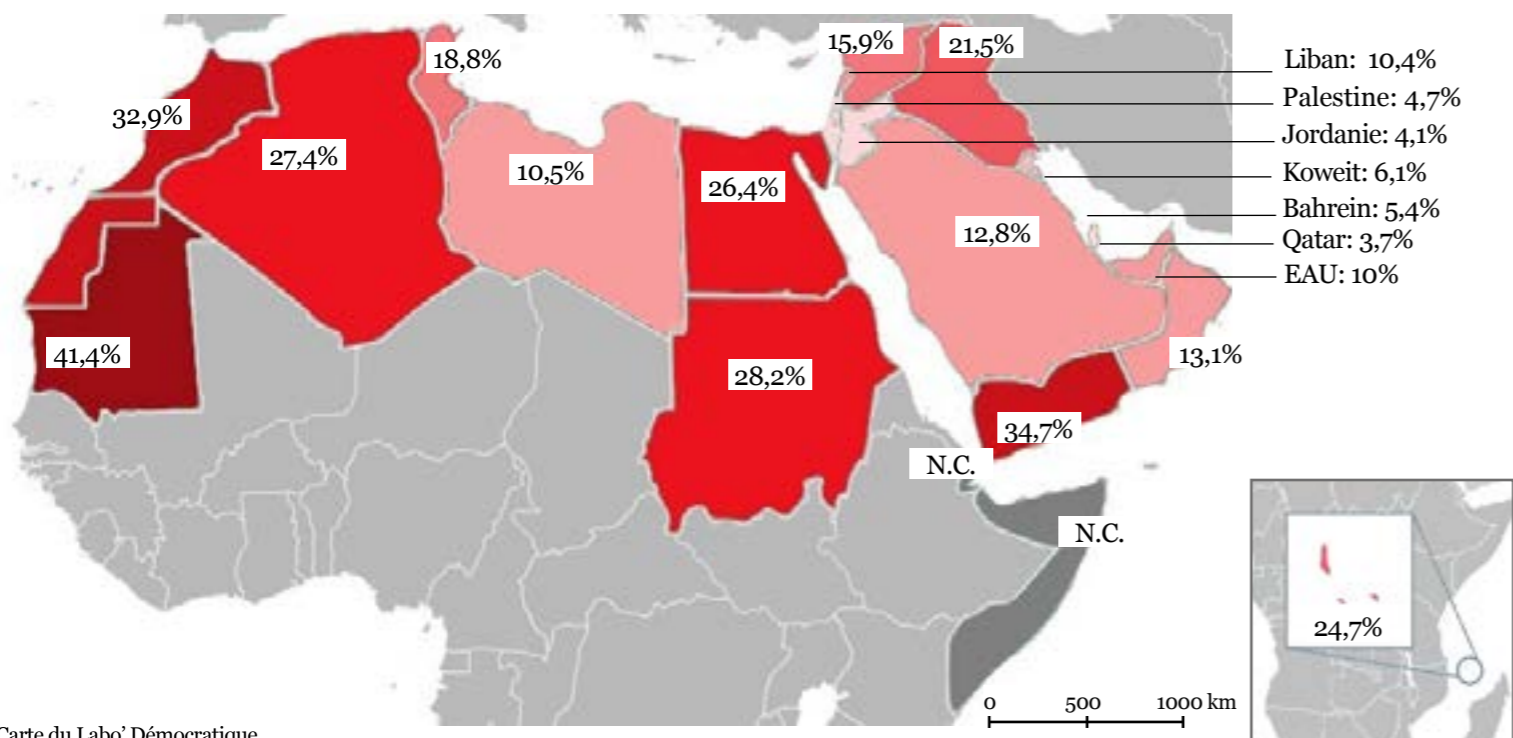
A titre de comparaison, voici des taux de chômage hors de la région:

- **Japon:** 4%
- **Allemagne:** 5,3%
- **Chili:** 6%
- **Argentine:** 7,5%
- **Sénégal:** 10,3%
- **Pologne:** 10,4%
- **France:** 10,4%
- **Afrique du Sud:** 24,9%
- **Espagne:** 26,6%
- **Bosnie-Herzégovine:** 28%

فيديو - مشروع خمسون توحيد وادماج الاسواق العربية: لماذا؟



Taux d'alphabétisation dans les Etats membres de la Ligue des Etats arabes pour les personnes âgées de plus de 15 ans



Carte du Labo' Démocratique

La carte de l'analphabétisme se base sur les données les plus récentes du PNUD sauf pour le taux concernant la Tunisie, qui reprend le taux résultant du dernier recensement tunisien de 2014.

A titre de comparaison, voici des taux d'analphabétisme hors de la région:

- **Pologne:** 0,3%
- **Slovénie:** 0,3%
- **Chili:** 1,4%
- **Argentine:** 2,1%
- **Singapour:** 4,1%
- **Philippine:** 4,6%
- **Afrique du Sud:** 7%
- **Pakistan:** 45,1%
- **Sénégal:** 50,3%

Notons par ailleurs que la **Suisse** a un taux d'analphabétisme de 1%. C'est dans les années 1890 que le taux d'analphabétisme est descendu sous la barre des 10% (source: Hans-Ulrich GRANDER, Dictionnaire historique de la Suisse).

Human Development Data for the Arab States (UNDP) Données sur le développement humain des Etats arabes (PNUD)

Demography	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Population, female (thousands)	84332.7	111136.1	138622.8	153871	157323.4	160926.1	164625.6	168346.8	172034.3	175667.2
Population, male (thousands)	86519.1	114954.3	143208.7	160665.5	164664.6	168815.4	173028.5	177185.6	181202.3	185038.5
Population, total both sexes (thousands)	170851.8	226090.3	281831.5	314536.5	321988	329741.5	337654.2	345532.4	353236.6	360705.6
Population, urban (% of population)	44.4	49.7	52.7	54.3	54.7	55.1	55.5	55.9	56.3	56.7
Economy	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Arms imports (constant 1990 US\$) (thousands)	12100000	6320000	2670000	4270000	4230000	3280000	3710000	3940000	3880000	--
Food imports (% of merchandise imports)	17	17.7	15.9	13	13.5	12.5	12	--	--	--
GDP (constant 2000 US\$) (thousands)	428000000	494000000	723000000	894000000	948000000	995000000	1050000000	1080000000	1120000000	--
GDP growth (annual %)	9.1	7.7	4.8	5.4	6	4.9	6	2.3	3.5	--
GDP per capita growth (annual %)	5.6	4.2	2.6	3.1	3.5	2.5	3.5	-0.1	1.3	--
General government final consumption expenditure (% of GDP)	16.4	22.1	19.2	16.4	15.9	15.5	14.2	17.6	--	--
Imports of goods and services (% of GDP)	36.3	37.1	27.6	36.2	35.1	40.2	41.4	42	--	--
Net ODA received (% of GNI)	1.8	2.4	0.7	2.4	1.2	1.1	1	0.8	--	--
Net ODA received per capita (current US\$)	47.8	49.3	16.9	91.7	53.2	55.7	62.7	40.8	--	--
Total debt service (% of GNI)	--	--	--	--	--	--	--	--	2.3	--
Education	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Adult literacy rate, both sexes (% aged 15 and above)	67.5	--	70	74.3	69.6	92.3	66.9	73.4	--	--
Combined gross enrolment in education (both sexes) (%)	34.2	37.2	49.5	60.3	56.2	57.9	79.2	77.9	--	--
Expected Years of Schooling (of children) (years)	7.7	8.6	9.7	10.2	10.2	10.2	10.3	10.3	10.2	10.2
Internet users	--	0	3010000	25900000	35600000	48100000	58200000	68800000	80800000	--
Internet users (per 100 people)	--	0	1.2	8.1	10.9	14.4	17	22.4	26.5	--
Mean years of schooling (of adults over 25) (years)	1.9	3.2	4.5	5.2	5.4	5.5	5.7	5.8	5.9	5.9
Population with at least secondary education (ratio of female to male rates)	0.3	0.5	0.6	0.6	--	--	--	--	0.7	--
Public expenditure on education (% of GDP)	--	8.5	5	4.5	4.5	4.4	4.9	--	--	--
Public spending on education, total (% of government expenditure)	10.2	--	--	--	19.8	--	--	--	--	--
School enrolment, primary (% gross)	77.3	86.4	88.3	93.2	95.6	94.4	96.1	97.7	--	--
School enrolment, secondary (% gross)	36.5	52	54.3	--	--	--	--	73.6	--	--
School enrolment, tertiary (% gross)	9.2	10.9	--	--	--	--	--	--	--	--
Gender	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Adolescent fertility rate (births per 1,000 women ages 15-19)	--	--	47.6	44	43.6	43.3	42.5	41.9	--	--
GI: Gender Inequality Index, value	--	--	--	0.6	--	--	--	--	--	--
Labor participation rate, female (% of female population ages 15+)	23.8	23.8	25.1	25.7	25.9	26.1	26.3	26.4	--	--
Shares in parliament (female-male ratio)	--	--	0	0.1	--	--	0.1	0.1	--	0.1
Health	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Births attended by skilled health staff (% of total)	--	51.1	75.7	--	--	--	--	71.7	--	--
Expenditure on health, public (% of GDP) (%)	--	--	--	2.2	2.4	2.3	--	2.3	--	--
Health expenditure per capita, PPP (constant 2005 international \$)	--	--	211	263	291	308	328	415	--	--

Health expenditure, public (% of GDP)	--	--	2.4	2.3	2.4	2.4	2.3	2.0	--	--
Hospital beds (per 1,000 people)	--	1.8	--	--	1.5	1.5	--	--	--	--
Immunization, DPT (% of children ages 12-23 months)	30.8	80.8	82.7	84.6	83.8	84.7	85.9	86.3	87.5	--
Immunization, measles (% of children ages 12-23 months)	--	76.9	81.6	82.1	81.6	83.3	83.3	85.5	86.9	--
Life expectancy at birth, total (years)	56.8	63.2	67.4	68.9	69.1	69.4	69.6	69.9	--	--
Maternal mortality ratio (deaths of women per 100,000 live births)	--	303	220	200	--	--	191	--	--	--
Mortality rate, adult, female (per 1,000 female adults)	253	213	145	129	127	124	122	119	--	--
Mortality rate, adult, male (per 1,000 male adults)	302	253	192	177	175	173	171	169	--	--
Mortality rate, infant (per 1,000 live births)	88	60.7	46.5	41.4	40.5	39.5	38.8	38	37.2	--
Mortality rate, under-5 (per 1,000)	128	84.9	64.1	57.1	55.8	54.5	53.5	52.4	51.4	--
Physicians (per 1,000 people)	--	0.7	--	--	--	--	--	1.4	--	--
Under-five mortality rate (per 1,000 live births)	131	81	62	54	--	51	50	49	--	--
Human Development	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Education index (expected and mean years of schooling)	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Health index (life expectancy)	0.6	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8
Human Development Index (HDI)	0.4	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Income index (GNI per capita)	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6
Income	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Adjusted net savings (% of GNI)	--	6	4.2	4.4	5	5.8	2.3	2.4	--	--
Agriculture, value added (% of GDP)	8.6	12	9.4	7.8	7.6	7.2	6.7	8.2	--	--
GNI per capita, PPP (current international \$)	3330	4150	5670	7310	7860	8260	8630	8760	--	--
Inequality	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Inequality-adjusted education index	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.3
Inequality-adjusted HDI	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.5
Inequality-adjusted income index	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.5
Inequality-adjusted life expectancy index	--	--	--	--	--	--	--	--	--	0.7
Loss due to inequality in education (%)	--	--	--	--	--	--	--	--	40.6	40.8
Loss due to inequality in income (%)	--	--	--	--	--	--	--	--	17.8	17.8
Loss due to inequality in life expectancy (%)	--	--	--	--	--	--	--	--	21.3	18
Poverty	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Prevalence of undernourishment (% of population)	--	--	10.5	--	--	--	9.7	--	--	--
Sustainability	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Annual freshwater withdrawals, agriculture (% of total freshwater withdrawal)	--	50.6	85.9	83.3	88	86.5	85.9	85.3	--	--
Annual freshwater withdrawals, domestic (% of total freshwater withdrawal)	--	5.3	6.8	12.8	9	10.4	9.2	8	--	--
Annual freshwater withdrawals, industry (% of total freshwater withdrawal)	--	4.1	7.3	3.9	3	3.1	4.9	6.7	--	--
Annual freshwater withdrawals, total (% of internal resources)	--	--	--	--	--	181	132.5	84	--	--
Carbon Dioxide Emissions per capita (tonnes)	--	11.4	14.9	16.5	15.8	4.6	4.6	--	--	--
Carbon dioxide per capita emission (growth 1970-2006) (%)	--	--	--	--	--	5.5	2.3	--	--	--
CO2 emissions (metric tons per capita)	2.9	3	3.7	4.1	4.2	4.3	4.4	--	--	--
Renewable internal freshwater resources per capita (cubic meters)	--	--	--	--	--	418	408	398	--	--

Source: <http://www.arab-hdr.org/>

Positionnement stratégique des Etats arabes concernant les Blocs Est et Ouest pendant la Guerre froide

Avant 1970

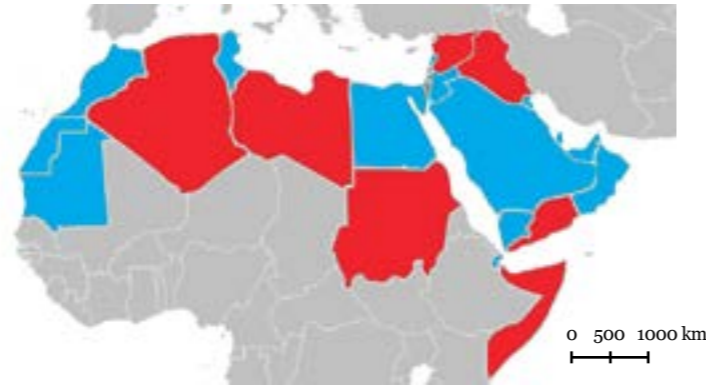


■ Positionnement plutôt en faveur du Bloc de l'Est ■ Positionnement plutôt en faveur du Bloc de l'Ouest

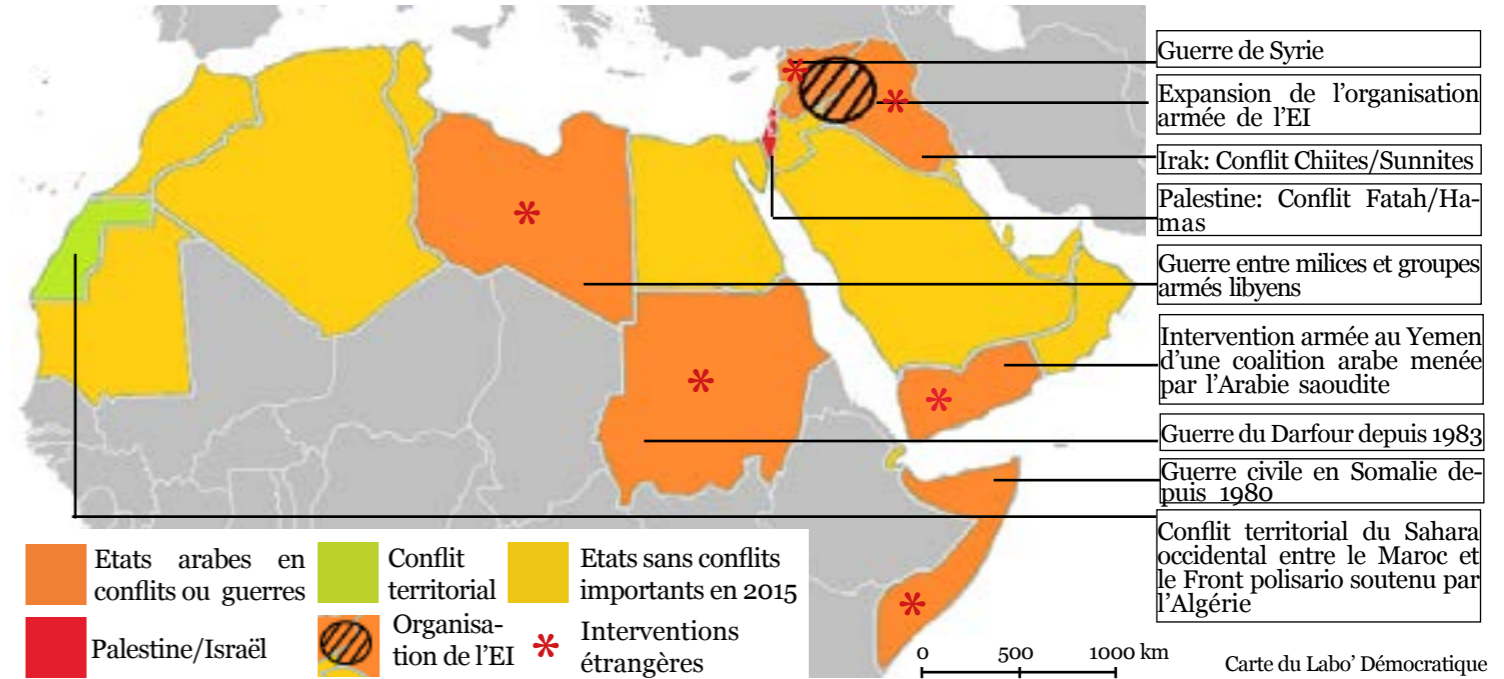
En 1970, avec l'arrivée d'Anouar Al-Sadate au pouvoir, l'Egypte change de positionnement stratégique

Carte du Labo' Démocratique

Après 1970



Conflits et guerres internes en 2015

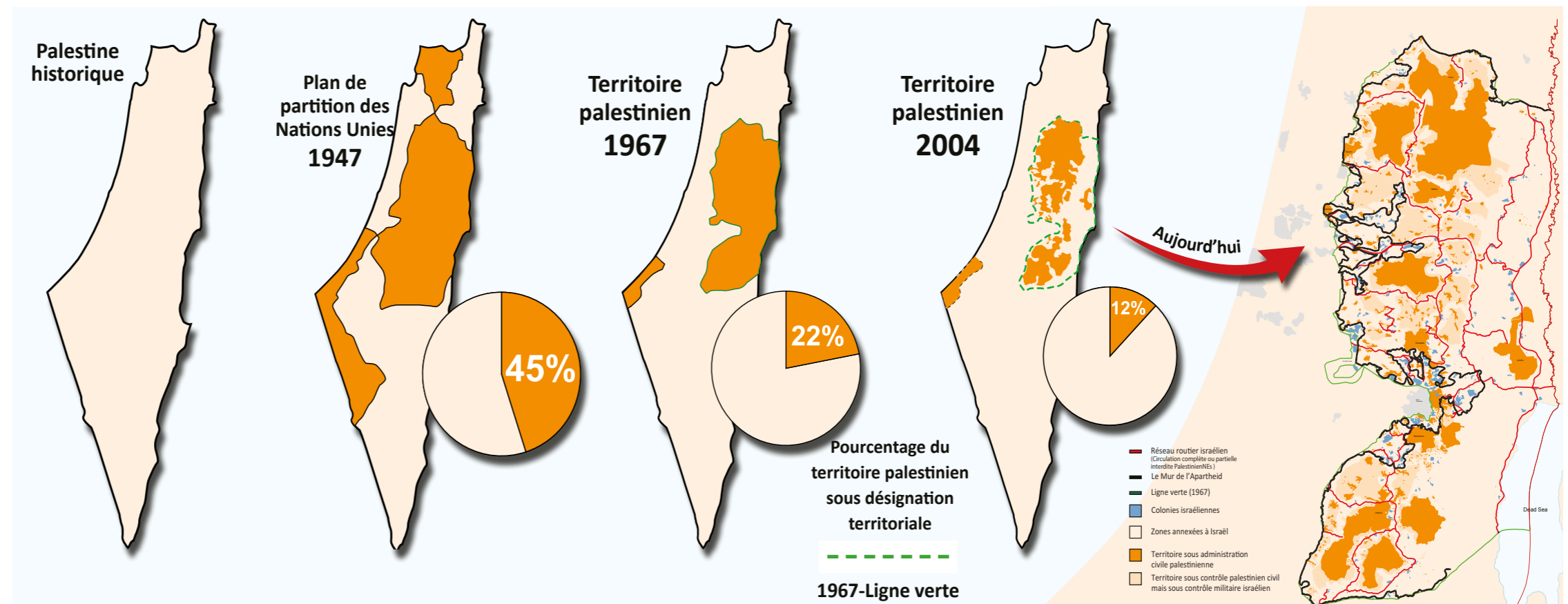


Carte du Labo' Démocratique

Guerres israélo-arabes et interventions armées israéliennes

1948-49	1ère guerre israélo-arabe
1956	Guerre de Suez
1967	Guerre des Six jours
1973	Guerre de Kippour
1982	Intervention israélienne au Liban
1987	1ère Intifadha
2000	2ème Intifadha
2006	Intervention israélienne au Liban
2008-09	Intervention israélienne à Gaza
2014	Intervention israélienne à Gaza

Colonisation de la Palestine



Source: BDS Quebec - <http://bdsquebec.ca/>

حوار مصور «العالم تحت المنظار» العالم العربي: التحديات و الآفاق



Débat vidéo «Le monde sous microscope» - Monde arabe: défis et perspectives

Le Labo' Démocratique a lancé une série vidéo autour des questions internationales. Le premier débat vidéo a porté sur le thème «Monde arabe: défis et perspectives».

Intervenants: Fatma Karray, Youssef Cherif, Nizar Ghanem, Jade Salhab, Youssef Seddik

Modération: Samah Krichah

Problématiques:

1. Existe-t-il un monde arabe?
2. Les Révolutions du Printemps arabe sont-elles le commencement d'une nouvelle architecture politique régionale?
3. Quels sont les plus grands défis géopolitiques auxquels fait face le monde arabe aujourd'hui?

أطلق مخبر الديمقراطية سلسلة فيديو حول المسائل الدولية. و تطرّق أول حوار إلى موضوع «العالم العربي: التحديات و الآفاق»

المتدخلون

- فاطمة كزّاي بن عبد الله، رئيسة تحرير جريدة الشروق
- يوسف الشريف، باحث و محلل في العلاقات الدولية
- نزار غانم، باحث في مسائل السياسات الإقتصادية و الإجتماعية و مدير مشروع خمسون
- جاد سلهب، مستشار بالبنك الدولي
- يوسف الصديق، باحث في أنثروبولوجيا القرآن

سيرة الحوار

سماح كريشاح

الإشكاليات

• هل يوجد عالم عربي؟
ماذا يعني أن تكون عربيا هذه الأيام؟ هل العروبة هوية سياسية أم هوية ثقافية؟ هل العالم العربي لا يزال حلما ذا معنى سياسي و ثقافي للشباب العربي؟ كيف يمكن لمفهوم العروبة أن يكون ممكنا سياسيا؟ هل يمكن أن يكون الإدماج الإقتصادي حلا كمرحلة أولى؟ هل أن الفكر الإسلامي دافع و مؤجج أم عقبة و تهديد لمشروع بناء العالم العربي؟

• هل ثورات الربيع العربي هي بداية خلق لمشهد عربي جديد؟
هل أن الربيع العربي مدّ ثوري واحد بحكم الجوار و التقارب الثقافي و الهوياتي أم ثورات مختلفة في سياقات مختلفة و خاصة بكل بلد؟ كيف يفسّر صعود الإسلاميين بعد الثورة التي لم يشاركوا فيها و من بعدها إقصاءهم أو فشلهم؟ هل الموجة الإسلامية تتوجّه نحو الانحسار أم العكس؟ ماهي أكبر إنتصارات «الربيع العربي»؟ ماذا تبقى اليوم و بعد أربع سنوات من النفس الثوري؟ كيف يمكن للطاقة التي ظهرت إبان ثورات الربيع العربي أن تغير الفضاء السياسي و الإجتماعي العربي؟ مالذي ينقص عملية التغيير العربية لتأتي بأكلها؟

• ماهي أكبر التحديات الجيوسياسية التي يواجهها العالم العربي اليوم؟
كيف أثرت فترات الاحتلال العربي على المشهد الجيوسياسي من بعد إستقلال الدّول؟ كيف تتم المشاركات الاجنبية بين الولايات المتحدة، المملكة المتحدة و فرنسا و كيف يتقاسمون بينهم الادوار؟ كيف يمكن أن يؤثر الإتفاق النووي بين إيران و الولايات المتحدة في المنطقة؟ هل يمثل الصراع الإسرائيلي الفلسطيني مصدر كل الأزمات التي عاشها العالم العربي في القرن العشرين؟ هل لا يزال حل الدولتين ذا معنى اليوم؟ هل ما يسمى بتنظيم داعش اليوم و صعود التطرف الديني من قبل جماعات متشددة اخرى داخل و بجوار العالم العربي يدعو إلى إقامة دولة او دول إسلامية ينذر بدخولنا عصر جيوسياسي جديد؟ ما هو مصير سوريا و العراق؟

Ligue des Etats arabes

22 mars 1945: Fondation de la Ligue des Etats arabes par l’Egypte, l’Arabie Saoudite, la Syrie, l’Irak, le Liban, la Transjordanie (actuelle Jordanie) et le Yemen du Nord.

1953: Adhésion de la Libye

1956: Adhésion du Soudan

1958: Adhésion du Maroc et de la Tunisie

1961: Adhésion du Koweït

1962: Adhésion de l’Algérie

1971: Adhésion de Bahreïn, des Émirats arabes unis, d’Oman et du Qatar

1973: Adhésion de la Mauritanie

1974: Adhésion de la Somalie

1976: Adhésion de la Palestine

1977: Adhésion de Djibouti

1993: Adhésion des Comores

CHRONOLOGIE DE L’ARCHIPEL ARABE

Afin de construire une frise chronologie de l’archipel arabe, nous avons fait des choix en termes de temps et d’espace.

S’agissant du temps, nous avons choisi la longue durée. Il s’agit de dérouler l’histoire de 250 av. JC jusqu’à nos jours.

Pourquoi? Car, lorsqu’on souhaite comprendre la complexité d’une région, il est important de prendre le recul nécessaire et voir les grandes tendances, les grands cycles de son histoire, et relativiser ainsi l’actualité en la situant dans une continuité historique.

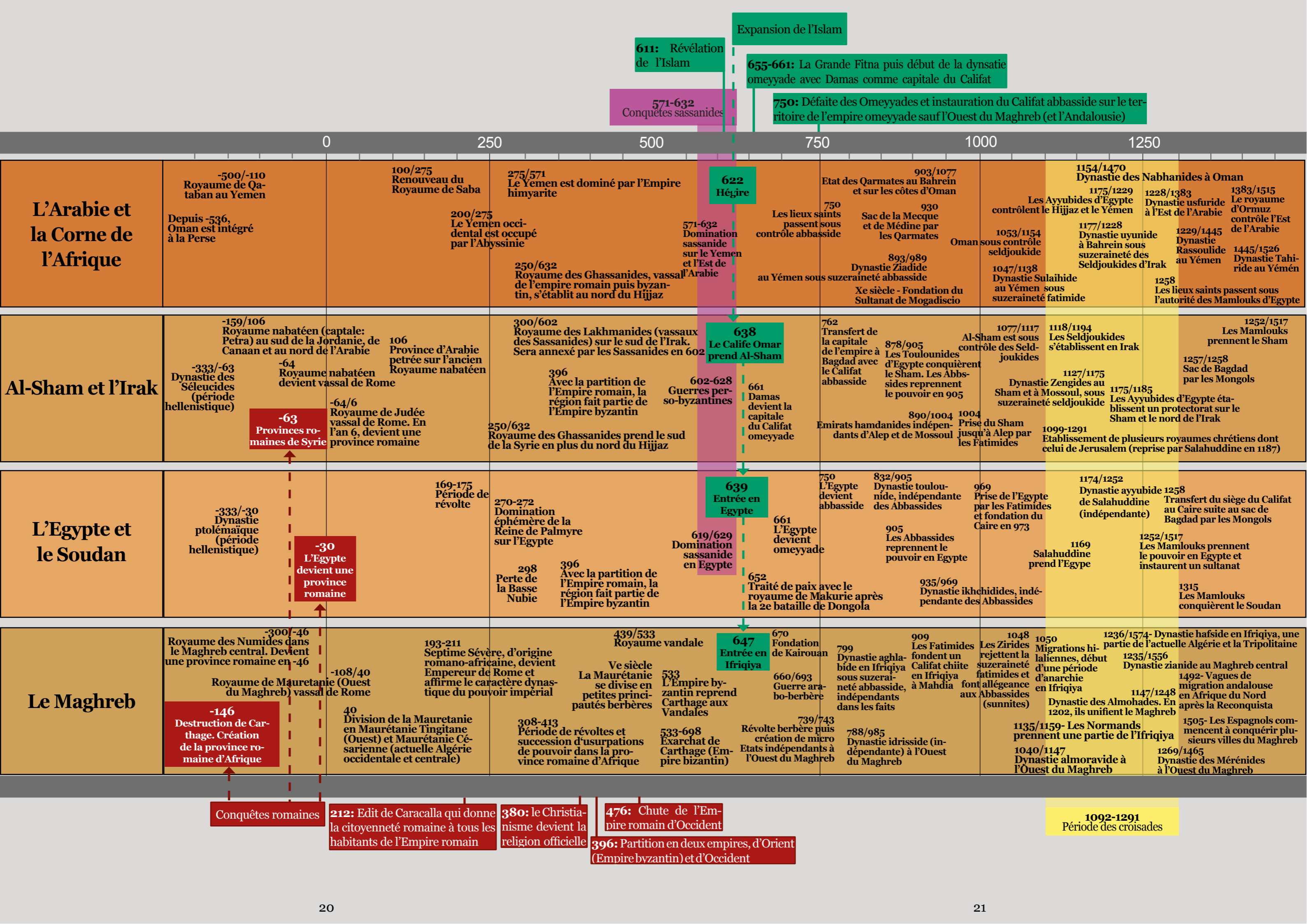
Concernant l’élément espace, nous avons pris l’option de considérer l’histoire de l’archipel arabe au-delà de l’arabité elle-même (au sens ethnique, culturel ou linguistique). Il s’agit en effet de l’histoire des territoires des Etats arabes actuels, à savoir les Etats qui ont proclamé leur appartenance politique au monde arabe en adhérant à la Ligue arabe. Nous n’avons pas inclus l’histoire des îles Comores étant donné que, d’une part, leur adhésion à la Ligue arabe est relativement récente et, d’autre part, leur situation géo-

graphique est très éloignée de l’ensemble de l’archipel arabe.

La frise chronologique présentée est construite en quatre sous-frises; chacune concerne une sous-région de l’archipel arabe:

- L’Arabie et la Corne de l’Afrique
- Al-Sham (ou Levant) et l’Irak
- L’Egypte et le Soudan
- Le Maghreb

Condenser plus de deux millénaires d’histoire en trois pages a été un véritable défi, le plus délicat étant de choisir les événements ou les périodes les plus fondateurs, les plus critiques, ceux qui ont un impact sur la longue durée. Faire des choix n’est pas aisé. Parfois, faire des choix est même injuste. Cependant, nous avons essayé de relever ce défi en essayant de présenter une histoire globale de l’archipel arabe et nous espérons que le lecteur pourra, grâce à ce travail, mieux comprendre les grandes tendances et les rapports de force qui traversent la région.



Expansion de l'Islam

611: Révélation de l'Islam

655-661: La Grande Fitna puis début de la dynastie omeyyade avec Damas comme capitale du Califat

571-632 Conquêtes sassanides

750: Défaite des Omeyyades et instauration du Califat abbasside sur le territoire de l'empire omeyyade sauf l'Ouest du Maghreb (et l'Andalousie)

0 250 500 750 1000 1250

L'Arabie et la Corne de l'Afrique

-500/-110 Royaume de Qataban au Yemen
Depuis -536, Oman est intégré à la Perse

100/275 Renouveau du Royaume de Saba

200/275 Le Yemen occidental est occupé par l'Abyssinie

275/571 Le Yemen est dominé par l'Empire himyarite

250/632 Royaume des Ghassanides, vassal de l'empire romain puis byzantin, s'établit au nord du Hijaz

571-632 Domination sassanide sur le Yemen et l'Est de l'Arabie

622 Hégire

750 Les lieux saints passent sous contrôle abbasside

903/1077 Etat des Qarmates au Bahrein et sur les côtes d'Oman

930 Sac de la Mecque et de Médine par les Qarmates

893/989 Dynastie Ziadide au Yemen sous suzeraineté abbasside

Xe siècle - Fondation du Sultanat de Mogadiscio

1154/1470 Dynastie des Ayyubides d'Egypte contrôlent le Hijaz et le Yemen

1175/1229 Dynastie uyunide à Bahrein sous suzeraineté des Seldjoukides d'Irak

1228/1383 Dynastie usfuride à l'Est de l'Arabie

1229/1445 Dynastie Rassoulide au Yemen

1383/1515 Le royaume d'Ormuz contrôle l'Est de l'Arabie

1445/1526 Dynastie Tahiriye au Yemen

1258 Les lieux saints passent sous l'autorité des Mamlouks d'Egypte

Al-Sham et l'Irak

-159/106 Royaume nabatéen (capitale: Petra) au sud de la Jordanie, de Canaan et au nord de l'Arabie

106 Province d'Arabie petrée sur l'ancien Royaume nabatéen

-333/-63 Dynastie des Séleucides (période hellénistique)

-64 Royaume nabatéen devient vassal de Rome

-64/6 Royaume de Judée vassal de Rome. En l'an 6, devient une province romaine

-63 Provinces romaines de Syrie

300/602 Royaume des Lakhmanides (vassaux des Sassanides) sur le sud de l'Irak. Sera annexé par les Sassanides en 602

396 Avec la partition de l'Empire romain, la région fait partie de l'Empire byzantin

602-628 Guerres perso-byzantines

661 Damas devient la capitale du Califat omeyyade

250/632 Royaume des Ghassanides prend le sud de la Syrie en plus du nord du Hijaz

638 Le Calife Omar prend Al-Sham

762 Transfert de la capitale de l'empire à Bagdad avec le Califat abbasside

878/905 Les Toulounides d'Egypte conquièrent le Sham. Les Abbassides reprennent le pouvoir en 905

1077/1117 Al-Sham est sous contrôle des Seldjoukides

1118/1194 Les Seldjoukides s'établissent en Irak

1127/1175 Dynastie Zengides au Sham et à Mossoul, sous suzeraineté seldjoukide

1175/1185 Les Ayyubides d'Egypte établissent un protectorat sur le Sham et le nord de l'Irak

1099-1291 Etablissement de plusieurs royaumes chrétiens dont celui de Jerusalem (reprise par Salahudine en 1187)

1252/1517 Les Mamlouks prennent le Sham

1257/1258 Sac de Bagdad par les Mongols

L'Egypte et le Soudan

-333/-30 Dynastie ptolémaïque (période hellénistique)

-30 L'Egypte devient une province romaine

169-175 Période de révolte

270-272 Domination éphémère de la Reine de Palmyre sur l'Egypte

298 Perte de la Basse Nubie

396 Avec la partition de l'Empire romain, la région fait partie de l'Empire byzantin

619/629 Domination sassanide en Egypte

639 Entrée en Egypte

661 L'Egypte devient omeyyade

652 Traité de paix avec le royaume de Makurie après la 2e bataille de Dongola

750 L'Egypte devient abbasside

832/905 Dynastie toulounide, indépendante des Abbassides

905 Les Abbassides reprennent le pouvoir en Egypte

935/969 Dynastie ikhchidides, indépendante des Abbassides

969 Prise de l'Egypte par les Fatimides et fondation du Caire en 973

1174/1252 Dynastie ayyubide de Salahudine (indépendante)

1169 Salahudine prend l'Egypte

1258 Transfert du siège du Califat au Caire suite au sac de Bagdad par les Mongols

1252/1517 Les Mamlouks prennent le pouvoir en Egypte et instaurent un sultanat

1315 Les Mamlouks conquièrent le Soudan

Le Maghreb

-300/-46 Royaume des Numides dans le Maghreb central. Devient une province romaine en -46

-146 Destruction de Carthage. Création de la province romaine d'Afrique

-108/40 Royaume de Maurétanie (Ouest du Maghreb) vassal de Rome

40 Division de la Maurétanie en Maurétanie Tingitane (Ouest) et Maurétanie Césarienne (actuelle Algérie occidentale et centrale)

193-211 Septime Sévère, d'origine romano-africaine, devient Empereur de Rome et affirme le caractère dynastique du pouvoir impérial

Ve siècle La Maurétanie se divise en petites principautés berbères

308-413 Période de révoltes et succession d'usurpations de pouvoir dans la province romaine d'Afrique

439/533 Royaume vandale

533 L'Empire byzantin reprend Carthage aux Vandales

533-698 Exarchat de Carthage (Empire byzantin)

647 Entrée en Ifriqiya

670 Fondation de Kairouan

660/693 Guerre arabo-berbère

739/743 Révolte berbère puis création de micro Etats indépendants à l'Ouest du Maghreb

779 Dynastie aghlabide en Ifriqiya sous suzeraineté abbasside, indépendants dans les faits

788/985 Dynastie idrisside (indépendante) à l'Ouest du Maghreb

909 Les Fatimides fondent un Califat chiite en Ifriqiya à Mahdia

1048 Les Zirides rejettent la suzeraineté fatimides et font allégeance aux Abbassides (sunnites)

1050 Migrations hilaliennes, début d'une période d'anarchie en Ifriqiya

1135/1159 Les Normands prennent une partie de l'Ifriqiya

1040/1147 Dynastie almoravide à l'Ouest du Maghreb

1147/1248 Dynastie des Almohades. En 1202, ils unifient le Maghreb

1236/1574 Dynastie hafside en Ifriqiya, une partie de l'actuelle Algérie et la Tripolitaine

1235/1556 Dynastie zianide au Maghreb central

1492 Vagues de migration andalouse en Afrique du Nord après la Reconquista

1505 Les Espagnols commencent à conquérir plusieurs villes du Maghreb

1269/1465 Dynastie des Mérénides à l'Ouest du Maghreb

Conquêtes romaines

212: Edit de Caracalla qui donne la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire romain

380: le Christianisme devient la religion officielle

476: Chute de l'Empire romain d'Occident

396: Partition en deux empires, d'Orient (Empire byzantin) et d'Occident

1092-1291 Période des croisades

Expansion de l'Empire ottoman (sauf à l'Ouest du Maghreb)

1826: Début de la Renaissance arabe (Nahda intellectuelle et politique)

1839-1876
Période des Tanzimat et de plusieurs réformes en Egypte et en Tunisie

1839
Egalité des musulmans et des non musulmans dans l'Empire ottoman

1500 1750 2000

<p>L'Arabie et la Corne de l'Afrique</p>	<p>1517 Prise du Hijjaz</p> <p>1538/1918- Yémén sous domination ottomane</p> <p>1521/1602- Bahreïn sous domination portugaise</p> <p>1517/1538- Qatar sous domination portugaise</p> <p>1507-1650- Oman sous domination portugaise</p>	<p>1715- Fondation du Koweït</p> <p>1602/1783- Bahreïn sous domination perse</p> <p>1602/1783- Bahreïn sous la dynastie Al-Khalifa (sunnite)</p> <p>1538- Début de la domination ottomane de Qatar</p> <p>1650/1891- Deux dynasties se succèdent à Oman qui s'étend jusqu'à la Corne de l'Afrique</p>	<p>1902- Conquête de l'Arabie par les Saouds et fondation de l'Arabie saoudite en 1933</p> <p>1886/1967- Protectorat britannique sur le Yémen du Sud (le Nord indépendant des Ottomans depuis 1918)</p> <p>1856/1961- Protectorat britannique sur le Koweït</p> <p>1820/1971- Protectorats britanniques sur les émirats de l'Est</p> <p>1891/1971- Protectorat britannique sur Oman</p> <p>1884/1977- Protectorat français sur Djibouti</p> <p>1908/1960- Protectorat italien sur la Somalie</p>	<p>2011/2015- Intervention de l'Arabie saoudite au Bahreïn et au Yémen</p> <p>1990- Unification des 2 Yémén puis guerre civile depuis 1994 et intervention américaines via des drones depuis 2002</p> <p>1993- Guerre du Golfe après intervention de l'Irak au Koweït</p> <p>1980/années 2000- Etablissement de bases militaires américaines et parfois françaises ou britanniques dans tous les émirats (EAU, Oman, Qatar, Bahreïn, Koweït), en Arabie saoudite et à Djibouti</p> <p>Depuis 1977- Djibouti: régimes autoritaires</p> <p>Depuis 1991- Somalie: guerre civile et morcellement</p>
<p>Al-Sham et l'Irak</p>	<p>1517 Prise du Sham</p> <p>1503/1533- Irak sous domination des Perses Séfévides</p> <p>1533/1747- Irak sous domination ottomane</p>	<p>1747/1831- Régime mamlouk. En 1834, Les Ottomans reprennent l'Irak</p> <p>1917/1918- Grande révolte arabe contre l'Empire ottoman</p> <p>1920/1944- Protectorat français sur le Liban</p> <p>1920/1958- Mandat puis domination britannique en Irak</p> <p>1923/1948- Palestine, incluant la transjordanie) sous mandat britannique</p>	<p>1920/1946- Syrie sous mandat français</p> <p>1975/1990- Guerre civile libanaise</p> <p>1980/1988- Guerre Iran-Irak</p> <p>Depuis 1948- Création de l'Etat d'Israël (non reconnu par les Etats arabes), colonisation de la Palestine et plusieurs guerres entre Israël et les Etats voisins</p> <p>1947- Création de la Transjordanie (Jordanie depuis 1949)</p>	<p>Depuis 2011- Guerre de Syrie</p> <p>Depuis 2014- Création de l'organisation de l'Etat islamique en Syrie et Irak</p> <p>Depuis 1993- Guerres puis domination de l'Irak par les Etats-Unis</p> <p>Depuis 1948- Création de l'Etat d'Israël (non reconnu par les Etats arabes), colonisation de la Palestine et plusieurs guerres entre Israël et les Etats voisins</p> <p>1947- Création de la Transjordanie (Jordanie depuis 1949)</p>
<p>L'Egypte et le Soudan</p>	<p>1517 Prise de l'Egypte</p> <p>Plusieurs royaumes locaux au Soudan</p>	<p>Guerre civile entre Mamlouks, mercenaires albanais et l'armée ottomane</p> <p>1803/1807- La dynastie alaouite (fondateur Mohamed Ali) gouverne l'Egypte sous les Ottomans puis sous la domination britannique</p> <p>1820/1822- Conquête du Soudan par l'Egypte alaouite</p> <p>1896/1956- Domination anglaise sur le Soudan</p> <p>1951- Le roi Farouk prend le titre de roi d'Egypte et du Soudan</p>	<p>1882/1952- Domination anglaise sur l'Egypte</p> <p>1974- Accords de Camps David entre l'Egypte et Israël</p> <p>Depuis 1958- Succession de coups d'Etat au Soudan</p>	<p>1952/1953- Révolution égyptienne et proclamation de la République. Mise en place d'un régime militaire, début d'une politique de nationalisation et engagement dans les guerres israélo-arabes.</p> <p>Depuis 1981- L'Egypte devient un allié des Etats-Unis qui lui verse une importante aide annuelle</p> <p>Depuis 1993- Guerre civile au Darfour</p> <p>2011- Indépendance du Soudan du Sud</p>
<p>Le Maghreb</p>	<p>1520 Alger</p> <p>1535- Conquête de l'Ifrikiya par les Ottomans qui devient une province ottomane en 1574. En 1612: Dynastie mouradite, vassale des Ottomans</p> <p>1551- Etablissement de la «Régence de Tripoli»</p> <p>1554/1659- Dynastie saadienne (arabe) à l'Ouest du Maghreb, en conflit avec les Ottomans, mais adopte le même mode de gouvernance</p>	<p>1711- La Régence d'Alger acquiert une indépendance de fait</p> <p>1705/1957- Régence de Tunis sous la dynastie husseinite (suzzeraineté ottomane mais indépendance de fait)</p> <p>1711/1835- Dynastie Karmalite libyenne sous suzeraineté ottomane (indépendante de fait)</p> <p>1664- Après une période de fragmentation, Dynastie alaouites sur l'Ouest du Maghreb</p> <p>Milieu XVIIIe siècle- Guerres entre les Etats du Maghreb</p>	<p>1831/1962- «Algerie française»</p> <p>1881/1956- Protectorat français sur la Tunisie</p> <p>1911/1947- Colonisation de la Libye par l'Italie</p> <p>1912/1956- Maroc (dynastie alaouite) sous protectorat français</p>	<p>1962- Régime socialiste en Algérie</p> <p>1991/2002 - Guerre civile algérienne qui se termine après l'adoption d'une loi de Concorde civile en 1999</p> <p>1957-2011- Proclamation de la République tunisienne et mise en place régimes autoritaires</p> <p>1969/2011- Jamahiriya arabe libyenne</p> <p>1956- Après l'indépendance, monarchie absolue au Maroc</p> <p>Depuis 2011- Transition démocratique tunisienne</p> <p>Depuis 2011- Guerre civile libyenne</p> <p>Depuis 2011- Vers une monarchie constitutionnelle marocaine</p>

1831-1971
Vagues de domination/colonisation européenne sauf en Arabie saoudite et au Yémen du Nord

22 mars 1945
Ligue des Etats arabes

Milieu du XXe siècle
Proclamation des indépendances

كيف نعرّف «العروبة»؟ ما هو الفرق بينها وبين القومية العربية؟

تعريف العروبة غير سهل، بدهاءة تعني كل من ينتمي للـ«عربية» لغة و حضارة و تاريخا... نقول عربي و عرب. هناك فرق بين العروبة و بين القومية العربية.

العروبة شعور و إحساس وجداني أحيانا يكون بالفطرة و أحيانا يضاف له الوعي أما القومية العربية فهي نظرية كاملة و بناء سياسي و خلفية إيديولوجية قامت اثر عملية بعث فكري و تبلور لإيديولوجيا تطوّرت بنسق حثيث منذ منتصف القرن التاسع عشر و انتقلت من مرحلة الإرهاصات إلى التجذّر و التوسع شعبيا ثم إلى الحكم في مصر (الناصرية) و العراق وسوريا (حركة البعث). منذ نهاية خمسينات القرن العشرين أو لنقل منذ تأميم قناة السويس و العدوان الثلاثي، ارتقت القومية العربية من إيديولوجيا تعبوية إلى سياسة حكم و ظلت الى حد سقوط نظام صدام حسين و الأزمة الأخيرة في سوريا إيديولوجيا فعالة للاستقطاب السياسي .

ماهي أصول الإيديولوجيا القومية العربية؟ بما تأثرت أولا؟ ماهي مختلف التوجّهات القومية العربية؟

جذور القومية العربية قديمة جدا فقد ارتبطت بعصر التنوير الذي جاء به العرب خاصة مع الإسلام تلك الجذور العميقة أو لنقل أساس الحلم المحقّق- اليقظة العربية كما أسماها المؤرخ جورج أنطونيوس و ساندته في التصنيف ألبرت حراني و ساطع الحصري - بدأت مع منتصف القرن التاسع عشر كانت عبارة عن عملية إحياء للتراث العربي في الأدب و اللغة و الشعر و كان لمسيحيي الشرق أدوار هامة في حركة الانبعاث هذا و يكفي أن نذكر هنا بطرس البستاني و ناصيف اليازجي و ابراهيم البستاني. كان هناك جناح اسلامي عروبي من رموزه في الشام و حلب، عبد الرحمان الكواكبي، و في العراق أبو الثناء الألوسي. سرعان ما انتقلت الحركة من العمل الأدبي و الخيري و الجمعياتي الى عمل سياسي يطالب بتقليص السيطرة التركية و المساواة و اللامركزية في إطار الدولة العثمانية. إن المنعرج السياسي للقومية العربية كان مرتبطا بأزمة الخلافة العثمانية أو ما يعرف بـ«تركة الرجل المريض» و بالتالي كان بديهيا أن تنبثق الحركة القومية العربية في منطقة الهلال الخصيب أي العراق و سوريا و فلسطين و لبنان. و من هناك برز روادها. حتى في مصر، ظهر الفكر القومي العربي متأخرا بالنسبة

للشام و العراق و ظل الصراع قويا بين دعاة عروبة مصر و دعاة «فرعونيتها».

و خلال الحرب العالمية الأولى أصبح الفكر القومي يعمل على الانفصال و الإستقلال من السيطرة العثمانية و في فترة ما بين الحربين و تزامنا مع الاحتلال الأجنبي أصبحت الأيديولوجيا القومية إيديولوجيا وطنية استقلالية تحررية لكنها ارتبطت كثيرا بالصراع ضد الصهيونية و دولة إسرائيل منذ الانتداب البريطاني إلى اليوم.

أما الفكر القومي فله عدة تفرعات. هناك أولا منظرين لازالوا عبارة عن مرجعيات؛ و من هؤلاء الكواكبي و ساطع الحصري بل وحتى محمد عبده، ثم ظهر جيل جديد ما بعد الحرب العالمية الثانية ارتبط بميشال عفلق (النظرية البعثية) ثم عصمت سيف الدولة منذ السبعينات و أحمد عمارة الذين يقرنون العروبة بالإسلام...الخ.

تبلورت التيارات القومية عموما في خطين كبيرين؛ التيار الناصري بمختلف تعبيراته والذي انتسب إليه حتى معمر القذافي في ليبيا و جعفر النميري في السودان بل حتى أحمد بن بلة في الجزائر و غيرهم و التيار البعثي الذي انقسم إلى «بعث عراقي» و «بعث سوري».

هل لازالت القومية العربية موجودة في 2015؟ هل تختلف عما كانت عليه أولا؟

تعيش القومية العربية اليوم كإيديولوجيا حالة من التراجع و الخفوت و الأسباب عديدة: أولها سقوط الأنظمة السياسية الحاملة للعقيدة القومية العربية الواحد تلو الآخر؛ مصر منذ كامب دايفد في سنة سبع و سبعين و العراق في ألفين و ثلاثة و سوريا بداية من سنة ألفين و إحدى عشر. لا ننسى ان هذه الأنظمة الثلاثة كانت راعية للفكر القومي و للسياسية القومية و في فلكها كانت تدور الجزائر و اليمن الجنوبي و ليبيا. أما الفترة الذهبية للفكر القومي كانت بالسيطرة على حركة التحرير الفلسطيني (فتح و الشعبية و الديمقراطية ...) و السيطرة على جامعة الدول العربية و خاصة استغلال ورقة النفط في حرب ثلاث و سبعين. بعد ذلك، أخذت القومية في التراجع سياسيا و إيديولوجيا.

و أصدق تعبير هو ضعف التيار القومي في الفصائل الفلسطينية و سيطرة المرجعيات الدينية (حماس، أنصار بيت المقدس، الجهاد الإسلامي).

و اليوم هناك مأزق سياسي و إيديولوجي للقومية العربية. انظر الى ما اسمي بالربيع العربي؛ مطلبته اجتماعية و غطاؤه يا إما الديمقراطية أو الإسلام السياسي و لكن العروبة و القومية لا تظهران كثيرا.

بالعكس خلال هذه الثورات سقطت أو تضررت ثلاث أنظمة محسوبة على القومية (ليبيا و اليمن و سوريا).

هل توجد صلة بين العروبة و الإسلام؟

هناك ترابط بين «العروبة» و الإسلام هناك وشانج وثيقة على فرض ان أغلب العرب هم مسلمين و لكن ليس كل المسلمين عرب. على سبيل المثال، مسلمو ايران و الصين و الباكستان و ماليزيا أو ما يعرف بالإسلام الآسيوي. لا علاقة له بالعروبة. هناك فرق شيعية في العراق لا تعترف بالعروبة و تنتسب للصفرية. أما الأمر فمعتد في بلاد المغرب. هناك شبه انصهار بين العروبة و الاسلام و الأمر يختلف في المشرق حيث الملل و النحل و خاصة الطوائف المسيحية الشرقية العربية. ومع ذلك يقر منظرو القومية العربية حتى من المسيحيين (ميشال عفلق مثلا) بأهمية الإسلام و تاريخه المجيد في صهر القومية العربية و في وحدة مصير الأمة.

هل ينظر للقومية العربية بنفس الطريقة في العالم العربي؟

القومية العربية ليست ذات مضمون واحد؛ في المغرب ظهر الفكر القومي متأخرا وحتى حركات التحرر من اجل الاستقلال. كانت توظف العروبة في الإطار الثقافي و ليس السياسي. و إلى اليوم فإن الفكر القومي العربي محدود الفاعلية سياسيا و إيديولوجيا رغم ان الحركات الطلابية و الشبابية نهلت في الستينات و السبعينات من هذا الفكر فإن فاعلية الفكر القومي في بلاد المشرق أكثر و الأمر بديهي.

هل يمكن أن نتحدّث عن العالم العربي ككيان سياسي؟ هل يوجد عالم عربي أم عالم يتحدّث العربية فقط؟

لا يوجد «وطن عربي»، هذا ربما حلم أو أفق رومنسي. ما الذي يجمع بين عرب حوران و عرب السودان و عرب شمال المغرب؟ لاشيء إلا اللغة أو التاريخ الإسلامي العربي القديم. أما على مستوى الطباع و الثقافات و الأعراف و البنى الذهنية و السلوكية فهناك فروقات شاسعة. النظم الفكرية و التعليمية و القافية هي أيضا مختلفة بين عرب الحجاز و الخليج من ناحية و عرب الشام و العراق من ناحية و الأمر ذاته ينطبق على المصريين و المغاربة. فالى اليوم، ينعت المصريون سكان الغرب

«بشمال أفريقيا» .

ليس هناك عالم عربي ! هذا تصنيف غير موجود. عالم عربي لا توحده عملة و لا دولة، يتنقل سكانه بالتأشيرة و يجتازون الحدود الى حدود أضيّق. كم من مرة يلتقي عرب من تونس و من المغرب و من المشرق و يتكلمون بالفرنسية أو الانجليزية أو في أحسن الحالات بالمصرية ارتباطا مع خمس عقود من السيطرة الناعمة لمصر عبر المسلسلات و الأفلام. فنجد أن عادل إمام أشهر من مؤسسي «مجامع اللغة العربية» في دمشق و بغداد و القاهرة. مؤسسة اللغة نفسها في أزمة خاصة مع تطور التقنيات الاتصالية. أنا أقول بوجود بلاد عربية هذا هو الأنسب. هي بلاد بها فيالق من عباد كل يعيش «عروبتة» على طريقته و المشروع السياسي و الإيديولوجي «العروبي» في مأزق. لذلك ليس هناك وطن عربي ولا عالمعربي. يوجد فقط، بلاد عربية

هل يمكن أن نشهد في المستقبل إحياء أو رؤية جديدة للقومية العربية؟

النهضة العربية من جديد أمر ليس في منظور قريب. الحروب و الفقر و التخلف و تراجع الدفق النفطي أو سوء استعماله يسهم في تعطيل الإحياء العربي في القرن الواحد و العشرين. لكن المنافس الأكبر هو الإسلام السياسي بشقه الإخواني و السلفي التكفيري إذ ينهل من خزان «العروبة» و يصب في مصبات أخرى أحيانا خارج ديار العرب.

« و اليوم هناك... »
مأزق سياسي و
إيديولوجي للقومية
«... العربية»

مقابلة

عبد الواحد المكني

أستاذ التاريخ المعاصر و الأنتروبولوجيا التاريخية و نائب
رئيس جامعة صفاقس (تونس)



« ... Aujourd'hui, le
nationalisme arabe se trouve
dans un piège politique et
idéologique ... »

Interview (Traduction)

Abdelwahed Mokni

Professeur d'histoire contemporaine et d'anthropologie historique, Vice-président de
l'université de Sfax (Tunisie)

**Comment définir *al-uruba* (arabité)?
Quelle différence avec le nationalisme
arabe?**

Il n'est pas facile de définir *al-uruba*. Il paraît évident que cela fait référence à tout ce qui appartient à *al-arabiya* (le fait d'être arabe) : langue, civilisation et histoire... On dit être Arabe et être Arabes.

Il existe une différence entre l'arabité et le nationalisme arabe.

L'arabité est une émotion, un sentiment existentiel, parfois innés, parfois conscients. Par contre, le nationalisme arabe est une théorie globale, une construction politique, et une référence idéologique qui a commencé à la suite d'une création intellectuelle et un clarification idéologique intense depuis la moitié du 19ème siècle. Le nationalisme arabe est passé du stade de précurseur à l'enracinement et au déploiement populaire, ensuite au niveau du pouvoir

en Egypte (le Nassérisme) ainsi qu'en Irak et en Syrie (mouvement baathiste).

Depuis la fin des années 1950, ou disons depuis la nationalisation du canal du Suez et la crise de Suez, le nationalisme arabe a évolué d'une idéologie de mobilisation populaire à une politique de pouvoir. La politique nationaliste arabe est restée jusqu'à la chute de Saddam Hussein et la dernière crise syrienne, une idéologie efficace pour la polarisation politique.

Quelles sont les origines de l'idéologie panarabe? Quelles sont ses influences primaires? Quels sont les différents courants panarabes?

Les racines du nationalisme arabe sont très anciennes, elles sont liées à une ère de lumières que les arabes avaient initiées, surtout avec l'apparition de l'Islam qui a constitué les racines les plus profondes ou le rêve catalyseur. L'éveil

arabe comme l'a nommé l'historien Georges Antonios soutenu dans cette classification par Albert Harani et Satea Al Hasri, a commencé au milieu du XIXe siècle. Il était une tentative d'éveil du patrimoine littéraire, linguistique et poétique arabe. Les chrétiens d'Orient ont joué un rôle important dans ce mouvement de résurrection. Il suffit de citer Botros Al Bostani, Nassif Yaziji, Ibrahim Al Bostani, etc. Il y avait également une aile arabo-musulmane dont les icônes étaient à Damas et à Alep, avec Abdurahman Al Kawakibi, et en Irak avec Abu Al Thanaa Al Alussi. Rapidement, le mouvement est passé d'une action littéraire, caritative et associative à une action politique revendiquant la diminution de l'hégémonie ottomane et le droit à l'égalité et à une décentralisation au sein de l'Empire ottoman. Cela démontre que le virage politique du nationalisme arabe était lié à la crise du Califat ottoman, également connu comme « l'homme malade ». En conséquence, il était évident que le mouvement nationaliste arabe naissait au Croissant fertile, c'est-à-dire la région couverte par l'Irak, la Syrie, la Palestine et le Liban, où sont apparus les premiers leaders du nationalisme arabe. En Egypte, la pensée nationaliste est apparue tardivement en comparaison avec le Levant et l'Irak, la bataille ayant été longtemps très rude entre les partisans du nationalisme arabe égyptien et les partisans de son appartenance « pharaonique ».

Durant la Première Guerre mondiale, le nationalisme arabe a commencé à œuvrer pour la séparation et l'indépendance de l'Empire ottoman. Pendant l'Entre-deux-guerres, et alors que la colonisation [occidentale] se confirmait, l'idéologie nationaliste est devenue une idéologie patriotique, indépendantiste, libératrice, ayant des liens forts avec la lutte antisioniste et la question de l'Etat d'Israël.

La pensée nationaliste arabe a plusieurs ramifications.

D'abord, il existe des théoriciens encore considérés comme des références tels qu'Al Kawakibi, Satea Al Hasri et même Mohamed Abdou. Ensuite, après la Deuxième Guerre mondiale, apparaît une 2ème génération de

penseurs qui lient l'arabité à l'Islam, tels que Michel Aflaq (le théoricien du Baathisme), Esmat Saif Al Dawlah à partir des années 1970 et Ahmed Imara.

Les courants nationalistes se sont développés suivant deux grandes orientations : le courant nassériste avec ses différentes manifestations et auquel se sont joints Mouamar Al Kaddafi en Libye, Jaafar Al Numeiri au Soudan, et même Ahmed Ben Bella en Algérie, et le courant baathiste qui s'est divisé en « Baathisme Irakien » et « Baathisme Syrien ».

L'idéologie panarabe continue-t-elle à exister en 2015? Est-elle différente de ce qu'elle était à l'origine?

Le nationalisme arabe en tant qu'idéologie aujourd'hui vit un recul et une récession pour plusieurs raisons.

La première raison tient à la chute, l'un après l'autre, des régimes politiques porteurs de l'idéologie nationaliste arabe, avec les accords de Camp David en 1977, la guerre d'Irak en 2003 et la guerre en Syrie depuis 2011. Il ne faut pas oublier que ces trois régimes entretenaient la pensée et la politique nationalistes ; dans leur orbite tournaient l'Algérie, le Yémen du Sud et la Libye.

La pensée nationaliste arabe a connu son âge d'or quand elle s'est saisie du mouvement de libération des Palestiniens ainsi qu'à travers l'hégémonie qu'elle a exercée sur la Ligue des Etats arabes, surtout en utilisant la carte du pétrole pendant la guerre de 1973. Le nationalisme arabe a commencé à connaître une récession politique et idéologique surtout au sein des mouvements palestiniens où la place a été conquise par les idéologies religieuses (Hamass, Ansar Bait Al Maqdis Al Islami, etc).

Aujourd'hui, le nationalisme arabe se trouve dans un piège politique et idéologique. Regardons ce qu'on appelle le « Printemps arabe ». Sa revendication est sociale sous couvert de la démocratie ou de l'Islam politique. Mais l'arabité et le nationalisme arabe ne sont que peu ou pas apparus durant ces « révolutions ». Au contraire même, trois régimes considérés nationalistes arabes ont été endommagés (la Libye, le Yémen et la Syrie).

Y a-t-il un lien entre arabité et islam?

Il existe un lien entre arabité et islam. Il existe des rapports étroits étant donné que la majorité des arabes sont des musulmans. Mais tous les musulmans ne sont pas arabes. Les musulmans d'Iran, de la Chine, du Pakistan, ou de Malaisie constituent ce qu'on appelle l'Islam asiatique qui n'a pas de lien avec l'arabité. Il existe des sectes chiites en Irak qui ne reconnaissent pas l'arabité et se revendiquent comme soufrites. La situation est compliquée au Maghreb, il existe une quasi-fusion entre l'arabité et l'Islam. Au Maghreb, où les ethnies, les sectes et surtout les confessions chrétiennes orientales arabes sont nombreuses, il y a consensus de la part des théoriciens du nationalisme arabe même parmi les chrétiens (Michel Aflaq par exemple) qui admettent l'importance de l'Islam et son histoire glorieuse dans l'union nationaliste arabe et dans l'unicité du destin de la *Umma* (communauté).

Le nationalisme arabe est-il perçu de la même manière dans le monde arabe?

Le nationalisme arabe n'est pas perçu partout de la même manière. Au Maghreb, la pensée nationaliste est apparue tardivement et même les mouvements d'indépendance usaient de l'arabité dans un cadre culturel et non politique. Jusqu'à aujourd'hui, la pensée nationaliste reste assez limitée en termes d'efficacité politique et idéologique malgré son influence sur les mouvements jeunes des années soixante et soixante-dix. Dans les pays du Maghreb, l'efficacité de la pensée nationaliste est évidemment plus importante.

Peut-on parler d'un monde arabe comme entité politique? Y a-t-il un monde arabe ou uniquement un monde arabophone?

Il n'existe pas de « monde arabe », c'est peut-être un rêve ou un horizon romantique. Qu'est-ce qui lie les arabes du Houran, ceux

du Soudan ou les arabes de l'Afrique du Nord? Rien à part la langue et l'histoire ancienne de l'Islam arabe. Sur le plan du caractère, de la culture, des mœurs, et de la structure mentale et comportementale, il existe des différences considérables. Les systèmes intellectuel, éducatif et culturel sont aussi différents entre les arabes du Hidjaz et du Golfe d'un côté, et les arabes du Levant et de l'Irak de l'autre. De même pour les Egyptiens et les Maghrébins. Jusqu'à nos jours, les Egyptiens appellent les Maghrébins « Nord-africains ».

Il n'existe pas de monde arabe, c'est une classification inexistante. Comment un monde arabe peut-il exister s'il n'a pas une monnaie unique, ni ne constitue un Etat unique, alors que ses habitants ont besoin de visa pour se déplacer à l'intérieur de ses frontières.

L'institution de la langue elle-même est en crise avec le développement des nouvelles technologies de communication. Je crois pour ma part à l'existence d'un pays/espace arabe - c'est plus adéquat - qui contient des catégories de personnes qui vivent chacune son « arabité » à sa façon. Mais le projet politique et idéologique arabe se trouve bloqué. Par conséquent, ce n'est ni une patrie arabe ni un monde arabe. C'est juste un pays/espace arabe.

Pensez vous qu'on puisse assister dans le futur à une renaissance ou nouvelle vision du panarabisme?

La renaissance arabe (en-nahdha al arabiya), de nouveau, n'est pas pour demain. Les guerres, la pauvreté, le sous-développement et le recul du flux de pétrole ou sa mauvaise gestion contribuent au blocage de la résurrection arabe au XXIème siècle.

Mais le plus grand concurrent au progrès de cette résurrection reste l'Islam politique, que ce soit celui des frères musulmans ou celui des salafistes takfiristes qui utilisent la « citerne » de l'arabité et déverse dans d'autres « citernes »... en dehors de l'espace arabe.

مقابلة فيديو

أربعة أسئلة لنور الدين حشاد

مؤرخ و نائب الأمين العام لجامعة الدول العربية سابقا

ENGLISH TRANSLATION (EXTRACTS)

Interview - Abdelwahed Mokni, professor of contemporary history and Deputy Dean of the university of Sfax (Tunisia)

How do you define *al-uruba* (arabness)? What is the difference with Arab nationalism?

It is not easy to define *al-uruba*. It seems obvious that it refers to all that belongs to *al-arabiya* (being Arab): language, civilisation and history...We say being Arab and being Arabs.

There is a difference between arabness and arab nationalism.

Arabness is an emotion, an existential feeling (...)

What are the origins of the Pan-arab ideology? What are its primary influences? what are the different Pan-arab currents?

The roots of Arab nationalism are very old; they are linked to era of enlightenment initiated by Arabs, Les racines du nationalisme arabe sont très anciennes, elles sont liées à une ère de lumières que les arabes avaient initiés, especially with the emergence of Islam, which constituted the deepest roots or (...)

Does the Pan-Arab ideology continue to exist in 2015? Is it different from what it was, initially?

The Arab nationalism, as an ideology today, experience a decline and recession for many reasons.

The first reason is the fall, one after the other, of the political regimes, bearer of the Arab nationalist ideology (...)

Is there a link between arabness and Islam?

There is a link between arabness and Islam. There are strong relationships given that the majority of the Arabs are muslim. But all of the muslims are not Arabs (...)

Is the Arab nationalism perceived in the same way throughout the Arab world?

The Arab nationalism is not perceived everywhere in the same way. In the Maghreb, the nationalist school of thought emerged at a later stage (...)

Shall we talk about an Arab world as a political entity? Is there an Arab world or only an Arab-speaking world?

There is no «Arab world», it is perhaps a dream or a romantic horizon. What is linking the Arabs of Hauran, those from Sudan or Arabs of North Africa? Nothing but the language and the ancient history of the Arabic Islam. When it comes to personality, culture, way of life, mental and behavioural structure (...)

Do you think we could see in the future a rebirth or a new vision of Panarabism?

The Arab rebirth (*en-nahdha al-arabiya*), again, is not for tomorrow. Wars, poverty, under-development and the decrease of oil flow or its bad management contribute to block the Arab resurrection in the 21st century.

But the most important competitor, preventing the progress of such resurrection, is political islam, whether it relates to the Muslim brotherhood or the salafists takfirist, who use the «tank» of arabness (...)

السؤال 1: ماهي «العروبة»؟ هل هي هوية ثقافية أو سياسية؟



السؤال 2: هل يوجد العالم العربي ككيان سياسي؟



السؤال 3: ما الفائدة من جامعة الدول العربية؟



السؤال 4: هل من الممكن ان نشهد يوما ما وجود فضاء سياسي عربي متكامل على شاكلة الإتحاد الاوروبي أو الولايات المتحدة الأمريكية؟



Interview vidéo (transcription en français)

Quatre questions à Noureddine Hached

Historien et ancien Vice-Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes

Qu'est-ce que « *al-uruba* » (l'arabité) ? Est-elle une identité culturelle ou politique ? Est ce que « *Al Uruba* » constitue une identité culturelle ou politique ?

« *al-uruba* » est un tout. On ne peut pas parler d'arabité sans évoquer le monde arabe.

Le monde arabe est tout d'abord une géographie, c'est-à-dire un lieu connu comme étant « Le lieu des arabes ».

Ensuite, le monde arabe est une Histoire, pour la communauté qui a choisi (ou qui n'a pas choisi) d'être sur cette terre, qui a vécu et évolué depuis des milliers d'années pour devenir « les arabes ».

Cette communauté a également évolué sur la base d'une identité et d'une culture jusqu'à devenir une civilisation au sens large du terme parce qu'elle englobe une langue, un mode de vie et des réponses à la vie et tout ce qui lui est relatif depuis des millénaires.

Cependant, ce monde arabe s'est consolidé de plus belle en acquérant une dimension plus importante avec l'apparition de l'Islam et la révélation du message divin de l'Islam à travers un prophète d'origine arabe de cette région.

Ensuite, il s'est davantage affirmé en intégrant en son sein des arabes de confession chrétienne, ce qui allait avoir des répercussions plus tard.

Le monde arabe est donc une réalité, une identité, une culture, une référence et une appartenance.

Mais, l'Histoire a imposé à cette communauté des rapports tantôt de forces tantôt de faiblesse, en particulier au XIX^{ème} avec la colonisation.

A partir de ce moment, la notion d'arabité a

évolué pour prendre le sens d'un nationalisme en état de défense et de combat contre d'autres nationalismes venus d'ailleurs, au delà des mers, tels que le nationalisme turc – bien que portant l'Islam en tant que référence –, le nationalisme français, anglais, italien avec le dessein de diriger l'humanité dans le cadre des empires de cette époque.

Ainsi, est née la définition politique du nationalisme arabe. Les fondateurs du nationalisme arabe sont des arabes de confession chrétienne tels que Michel Aflak, et bien d'autres originaires des pays du Levant et de la région irakienne en particulier.

Ce nationalisme a ensuite évolué pour acquérir une dimension solidement ancrée et a fédéré autour de lui des arabes du Golfe au Maghreb (Afrique du Nord), surtout que la Palestine et les arabes ont dû faire face à l'épreuve du nationalisme juif sous la forme du sionisme.

Depuis la nuit des temps, les juifs – au sens confessionnel du terme – ont vécu en paix avec les musulmans et les chrétiens.

Toutefois, quand une minorité de juifs ont opté à cause de leur oppression en Europe, notamment en Espagne, pour une dimension nationaliste prenant la forme du sionisme et que leur choix s'est porté sur une partie de la terre arabe (la Palestine), il s'est opéré (dans le monde arabe) une fusion finale entre l'identité, la culture, la civilisation et le projet politique.

Il fallait bâtir ainsi un projet politique afin de répondre à cette nouvelle situation qui dure depuis plus d'un siècle, plus précisément depuis le début du XX^{ème} siècle.

Ainsi, depuis la fin du XIX^{ème} et le début du

XX^{ème} siècle, le monde arabe est en situation de lutte pour l'affirmation de son existence, de son espace et de sa position politique.

Le monde arabe existe-t-il en tant qu'entité politique ?

Comme on l'observe pour toute entité à travers l'histoire de l'humanité, des groupes de populations – petits ou grands – prennent conscience d'eux mêmes, de leur existence.

Leur développement, diminution ou disparition sont tributaires de leur propre capacité à surmonter les menaces à leur survie. C'est en puisant en eux-mêmes la force suffisante pour subsister face à ces menaces que ces groupes deviennent une entité. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il existe dans la conscience de tout individu d'origine arabe, ce « quelque chose » qui aspire à évoluer vers une entité politique arabe et se positionner dans ce monde globalisé.

Les éléments nécessaires pour la construction d'une telle entité existent déjà comme nous l'avons dit précédemment, à savoir, la géographie, l'histoire, la langue, l'identité, la civilisation ainsi que le projet visant à lutter contre le colonialisme, et en particulier contre le sionisme et le néo-conservatisme de nos jours.

D'ailleurs, les sionistes et les néo-conservateurs usent de tous les moyens depuis trente ans pour éliminer tout ce qui ce rapport au mot « Arabe ».

Pour cette raison, la définition utilisée par l'ONU et les autres organisations internationales pour ce qui est de la région allant de Oman à Nouakchott, y compris la Somalie et les Comores, est le « Machreq » et le « Maghreb » ou « le Moyen Orient et l'Afrique du Nord ». Dans la mesure où elle se limite à un aspect purement géographique, il s'agit d'une définition simpliste qui rejette l'aspect identitaire et nie donc l'entité elle-même. La bataille est loin d'être terminée ; nous nous situons dans une entité politique existante certes, mais qui reste à parachever en tant que telle.

Quelle est l'utilité d'une Ligue des Etats arabes ?

Bien entendu, il serait long d'expliquer com-

ment la Ligue des Etats arabes a été créée ; les questions liées aux origines de cette création sont connues de nos jours et traitées à travers de multiples recherches, études et documents écrits. A-t-elle été créée par les Arabes eux-mêmes ? ou au Caire par les Anglais dans le contexte d'une époque coloniale marquée par la lutte entre les deux Empires français et britanniques pour asseoir leur hégémonie sur cette région ?

Mais ce qui est important aujourd'hui, c'est que la Ligue des Etats arabes a été fondée et existe. Depuis le début de sa fondation – et une littérature abondante existe à ce sujet –, le débat qui a eu lieu était le suivant : est-ce une Ligue des « Etats » arabes ? Ou une Ligue des « Peuples » arabes ?

Au niveau de la Tunisie, et je m'en réjouis non seulement en tant que Tunisien, mais aussi en tant que fils, Farhat Hached a appelé à la création d'une ligue des « peuples » arabes et non pas d'une ligue des « Etats » arabes.

Ceci dit, la Ligue des Etats arabes a été créée après la Seconde Guerre mondiale qui a vu également naître l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales similaires.

Cependant, à titre de rappel, bien que la naissance de la Ligue des Etats arabes a précédé celle de l'ONU de 6 mois, sa fondation a pris la même forme que celle de l'ONU mais uniquement pour répondre à un besoin politique de rassembler les Etats.

Cette forme de création ne répond pas cependant aux besoins de développement, de culture et d'éducation du citoyen arabe.

Certes, l'édifice de ce qu'on appelle la « maison arabe » a été posé, mais ce dernier était censé s'occuper de tous les besoins de ceux qui en font partie ; une telle mission est restée cependant lettre morte.

Pour résumer, la Ligue des Etats arabes demeure jusqu'à aujourd'hui un projet qui attend toujours cette génération arabe qui viendra achever définitivement sa phase d'exécution.

Nous sommes au XXI^{ème} siècle, dans un monde qui s'est organisé et structuré sur la base de l'ONU et des organisations régionales telles que l'Union Européenne, l'Union Africaine, l'Union des Etats Américains, l'ASEAN (pour l'Asie).

Par conséquent, le besoin et l'utilité de la Ligue des Etats arabes existent.

Les individus, cependant, avec lesquels cette Ligue s'est fondée n'ont pas accompli leur devoir. Les Etats arabes actuels pêchent par leur manque de volonté politique à accomplir les dernières étapes pour faire de ce projet une vraie entité politique d'autant plus que jusqu'à cette date, nous sommes encore dans une situation où la colonisation continue à s'ingérer dans les affaires internes des arabes, de leurs Etats et gouvernements.

Ceci est la réalité des choses actuellement et, dans ce contexte, l'intérêt et l'utilité de la Ligue des Etats arabes en tant qu'alternative à cette réalité sont d'autant plus confirmés.

Cette Ligue existe. Au lieu de l'abandonner, pourquoi ne pas l'exploiter, la développer en vue de permettre à 300 millions d'arabes de profiter d'un avantage aussi important ?

Si ce projet se concrétise, ce seront les Européens qui prendront les bateaux et amerriront sur nos côtes à la recherche de moyens de subsistances et d'une vie meilleure parce que cette entité possède les capacités suffisantes pour faire vivre non pas 300 millions d'individus mais 500 millions.

Il serait dommage de continuer à rater autant d'opportunités à cause d'une poignée de politiciens et de dirigeants qui oeuvrent en parfaite méconnaissance de l'intérêt général en privilégiant leurs propres intérêts. Ceci est catastrophique.

Allons-nous assister un jour à la naissance d'un espace politique arabe intégré, comme celui de l'Union Européenne ou même des Etats-Unis ?

Personne ne peut prédire ce qui va se passer, surtout dans un monde où une future décennie équivaut dans le passé à un siècle et ce, dans la mesure où l'évolution, la vitesse, ainsi que le facteur temps déterminent aujourd'hui la civilisation humaine.

Nous, les Arabes, nous avons un problème avec la notion du temps. Le jour où nous allons nous réconcilier avec le temps, nous arriverons à répondre aux exigences du XXIe siècle.

Après onze années passées à la Ligue des Etats

arabes dont 6 ans en tant que secrétaire général, durant lesquelles nous avons effectué toutes les études et prévisions relatives aux exigences futures, je pense que nous pourrons un jour effectivement assister à la naissance d'un espace politique (arabe) à condition qu'il soit un espace au sens universel, c'est à dire qui adopte les valeurs universelles de l'humanité.

Tout d'abord, une entité au service du citoyen et non des Etats. Une entité au service de l'être humain que ce soit pour son éducation, sa santé, son travail, son évolution, ses droits humains, y compris ceux des femmes et des jeunes, ainsi que le droit de l'Homme arabe d'être un acteur dans ce monde.

Ceci n'est pas difficile. Cette phase de crise de gestation que vit le monde entier va permettre l'adaptation de l'Humanité aux exigences de ce nouveau siècle.

D'ici l'an 2050, nous assisterons à la naissance d'un monde, d'un humain nouveau et accompli. Sous réserve des conditions décrites précédemment, les Arabes ainsi que leur entité auront une place dans ce monde, sur une base d'intégration, dans lequel ils seront acteurs et influents de telle manière à ce que la civilisation (humaine) arabe, avec sa propre identité, participe à cette construction

Mais bien entendu, il faut aussi inclure dans le processus de construction les autres composantes qui sont en réalité la complétion de toute cette oeuvre, à savoir les dimensions spirituelles et religieuses.

Depuis l'époque d'Abraham, cette terre a enfanté ce que Dieu a voulu de meilleur pour l'humanité toute entière.

Il est de notre devoir de nous mettre au niveau des exigences futures, surtout les jeunes de votre génération parce que dorénavant, vous êtes en charge de cette mission.

Les générations de vos pères et grands-pères ont accompli leur devoir, celui de se libérer de la colonisation en luttant et en donnant leur vie.

C'est à vous aujourd'hui de construire cette entité en vous basant sur l'existant pour bâtir dessus et l'améliorer.

ENGLISH TRANSLATION (EXTRACTS)

Video interview - Four questions to Nouredine Hached, historian and former Deputy General Secretary of the League of Arab States

What means «*al-uruba*» (arabness). Is it a cultural or a political identity?

«*Al-uruba*» (arabness) is a whole. One can not speak of arabness without mentioning the Arab world.

First, the Arab world is about a geography, that is to say a place known as «The place of the Arabs». Then, the Arab world is a History of the community which chose (or did not choose) to be on that earth, which lived and evolved for thousands of years to become «Arab».

This community has also evolved on the basis of an identity and a culture to become a civilization in the broad sense of the word because it includes a language, a way of life and answers to what relates to life for millennia (...)

Does the Arab world exist as a political entity?

As we can note for any entity through the History of human being, small or bigger groups of populations become conscious of themselves, of their existence.

Their development, their decrease or their disappearance depend on their own ability to overcome threats to their survival. It is by dipping in themselves sufficient strength to survive the threats they face that they become an entity.

Today we can say that there exists in the consciousness of all individuals of Arab origin this «something» that aspires to develop into an Arab political entity with a position in this globalized world (...)

How useful is a League of Arab States?

It would be long to explain how the League of Arab States was created; issues related to the origins of this creation are known nowadays and processed through multiple research studies and written materials. Was it created by the Arabs themselves? or in Cairo by the British in the context of a colonial era marked by the struggle between the French and British empires to establish their hegemony in the region?.

Anyway. What is important today is that the League of Arab States was founded and does exist.

Since the beginning of its foundation, an abundant literature has been published concerning the following debate: is it a League of Arab «States» or a League of Arab «Peoples»? (...)

Will we one day attend the birth of an integrated Arab political space, such as the European Union or even the United States?

No one can predict what will happen, especially in a world where a future decade is equivalent to a whole century in the past, as the evolution, the speed and the time factors are determining today the human civilization .

We, the Arabs, we do have a problem with the notion of time. The day we will reconcile ourselves with time will be the day we meet the demands of the 21st century (...)

POINTS

DE VUE

و جهات نظر



Généalogie de l'identité arabe

par Youssef Seddik

Dans nos bons et vieux manuels d'exercice de lecture à l'école primaire d'avant l'Indépendance, il y avait un curieux texte.

Du temps d'un califat lointain, une ronde de la police du Prince des Croyants arrête un groupe de jeunes fêtards tapageurs dans les étroites ruelles d'un Bagdad déjà capitale du monde et cité policée... Interrogés sur leurs identités respectives par des agents de l'ordre sourcilieux qui entendaient les verbaliser et punir, chacun a donné de lui-même une définition si équivoque que, dans le doute, les policiers ont décidé de les relâcher. L'un des ces diables de sympathiques voyous s'est présenté ainsi :

« Je suis l'enfant de celui pour qui toutes les nuques s'inclinent à sa demande. Que l'on soit de Hachem ou de Makhzoum [deux parmi les plus puissantes tribus de l'Arabie] »

Sauf que le géniteur de ce malin chahuteur n'était rien qu'un coiffeur !

Ce souvenir de mes lectures enfantines a constitué pour bien de mes petits camarades et moi un vrai déclic pour réfléchir plus tard à la collante et aporétique question du même et de l'autre, inextricable écheveau de pistes aboutissant le plus souvent, et si on n'y prend garde en tenant ferme à un solide fil d'Ariane, au labyrinthe de l'égoïsme, du com-

munautarisme, du nationalisme obtus et guerrier, voire au racisme et à la haine malade du voisin pourtant semblable.

Arrêtons-nous un moment, indispensable, au seuil lexical de ces réflexions. C'est bien plus tard que nos classes primaires, dès le bachot ou au-delà, que le juste mot pour dire « identité » nous est venu à la pensée. Quand nos aînés autour de nous parlaient de « carte d'identité », nous ne pouvions capter que *bitaqat at-ta'rif*, littéralement « carte pour définition ou reconnaissabilité », sorte de réponse toujours prête en poche à un éventuel et fréquent « Qui vive ! » en ces temps de suspicion, de rafles et de chasse à l'homme

là et partout où il tient à n'être « Personne », tel l'Ulysse, l'évadé du Cyclope.

Hawyya, l'équivalent arabe d'« identité » nous surprend et s'impose à nos interlocuteurs et à nous-mêmes à partir du champ linguistique et lexical politique et idéologique, très précisément au lendemain de l'abolition de la monarchie en Egypte et de toutes les tourmentes, rivalités partisans, joies ou illusions qui ont accompagné la révolution du 23 juillet 1952 animée par la grande figure de Nasser. C'est alors que ce vocable sculpté dans la chair phonétique de la langue arabe, inconnu des glossaires anciens ou classiques

jusqu'alors, advient pour préoccuper la pensée politique. *Hawyya*, vrai équivalent désormais du bien établi « identité » dans les dictionnaires issus du latin ou de l'anglo-saxon, ce mot qui a envahi depuis et soudainement les esprits et les lèvres arabophones, les colonnes des débats, les médias où l'on jacasse et jaspine, les aires et hémicycles où l'on polémique et interpelle, n'a point suscité, du moins à ma modeste connaissance, l'étonnement légitime quant à sa morphologie... renversante !

Si « identité » en effet souligne la stabilité du « je » qui se présente ou se représente (idem, idoine, idée, etc.), *hawyya*, par contre, « me » signale à moi-même, à nous s'il s'agit d'un collectif, par l'impersonnel *huwa*, la 3e personne du masculin. La langue arabe nous dit déjà dans ce choix au ras du phonème que c'est à l'autre de définir, reconnaître et de faire exister le même, que c'est plutôt à l'altérité de donner corps à une ipsité qui ne saurait exprimer sa réalité sans le vis-à-vis spéculaire qui la perçoit, en témoigne et le pose dans l'être. C'est à ce titre que ce vocable tout en souffle a fondé le tout premier « hèlement » du Dieu monothéiste, *Yahuâ* ou *Yahvé* dans l'inscription hébraïque. Pas tant une dénomination qu'un aveu de ne pouvoir nommer cet Autre absolu et désespérément absent malgré sa terrifiante ou bienfaitrice manifestation, tour à tour, au travers des éruptions des volcans ou des violents orages, des éclats des printemps ou des mânes des moissons ou des pâturages. *Yâ huwa* (Ô Lui), vocatif d'un Autre absolu, tout aussi ineffable et invisible qu'enveloppant tout et chacun de son intime et pesante présence.

C'est donc l'autre qui demeure seul habilité à faire don au même d'un contour, d'une position, d'un statut et d'une éligibilité dans la permanence du perçu et de l'avéré. Le fameux « Je est un autre » de Rimbaud est à ce sujet bien plus en avance et plus proche de cette analyse de la *hawyya* (« identité » en arabe) que le non moins fameux « L'Enfer c'est les autres » de Sartre qui semble supposer que le bonheur paradisiaque serait à chercher dans un impossible repli vers l'esseulement de soi et du même.

Mais que serait, au-delà de cette promenade dans le territoire du lexical et du philologique, la *hawyya* (ou « identité ») de ce que le monde s'entête à nommer l'Arabe ?

Un point de méthode, d'abord : nos analyses, nos hypothèses et nos options théoriques à ce sujet ne se reconnaissent nullement de cet arabisme ou panarabisme relativement récent, post-colonial et essentiellement idéologique dans ses manifestations multiformes (le nassérisme, les Baath rivaux ou les *qawmîyyûn* ou

« nationalistes » arabes). Ces courants n'ont brandi et travaillé la notion d'arabisme (*urûbah*) qu'aux lendemains des indépendances politiques de tel ou tel pays des Moyen et Proche-Orient, avant de pénétrer au Maghreb sans accrocher vraiment les réalités socio-politiques, hormis en Libye dès le coup d'Etat de Khadafi en 1969. Auparavant et à toute époque c'était plutôt l'Islam, parfois allié à une chrétienté arabe locale qui organisait les résistances et les autodéfenses face à tous les dangers et toutes les menaces : Tariq ibn Ziyad, le Berbère franchissait le Rubicond de l'isthme qui porte depuis son prénom et installait la puissance omeyyade en Andalousie, Salahuddin le Kurde repoussant les Croisés et un Méhémet-Ali en Egypte, d'origine Balkane, donnant le signal d'une renaissance culturelle et économique, prélude aux luttes de libération dans toute la région. Depuis toujours l'islamité qui a fusé dès le VIIe siècle du cœur rocailleux de l'*Arabia Petra* a confisqué à cette arabité originelle qu'elle a diluée et fini par dissoudre dans le diffus d'un cosmopolitisme de la foi.

Hors de la péninsule unifiée sous la bannière de l'ultime monothéisme déjà du vivant du prophète, un immense territoire aux dimensions d'un empire a été dès la disparition du fondateur bien lourd à gérer d'autant que la rapidité fulgurante des conquêtes a vite fait de réduire l'élément ethnique arabe à une minorité au sein d'un vaste ensemble de peuples et de nations bien plus anciens dans la praxis du culturel et du politique. Perses, Egyptiens, Byzantins, Anatoliens, puis Numides et Négro-africains et Goths d'Ibérie se convertissaient massivement à cette religion triomphante, aisée à supporter dans un univers chrétiens déchiré par les discordes et les hérésies et par la double oppression des Césars et des papes. Jusqu'au début du Xe siècle le pouvoir devenu dynastique des califes n'a été ni monarchique ou impérial invoquant le droit divin ou la suprématie d'une souche « pure de sang royal » ni réussi à se conformer à la règle, pourtant coranique, de la délibération (*Chûrâ*) abandonnée moins d'une génération après le décès du prophète et suite à l'assassinat de son troisième successeur et éditeur de la Vulgate (*Muḥaf*) du Livre révélé. *Kuraïch* (ou *Qouraïch*), tribu-mère du clan hachémite dont Muhammad l'Envoyé de Dieu, est issu, s'est octroyée de ce fait seul l'exclusivité d'exercer le pouvoir suprême sans avoir d'autres savoirs ou savoir-faire en matière de gouvernance que l'exiguïté de la vision tribale ou l'imitation plus ou moins heureuse du modèle impérial byzantin pour le règne des Omeyyades, du despotisme dit « oriental » des Médiqes, des Sassanides ou des Perses pour la longue période abbasside. Il a suffi

de quatre siècles pour que la source cristalline d'une vraie théorie de la citoyenneté dans le message transmis par Muhammad l'Arabe soit irrémédiablement abîmée et peut-être tarie pour toujours.

A part la rature pure et simple du paysage politique de l'Etat naissant de cette exigence de la consultation ou délibération (*Chûrâ*) quand il s'agit de la « chose publique » (al-amr, équivalent du *respublica* latin), exigence explicitement souligné dans le Coran, l'esprit tribal qui va se muer en Léviathan est passé à côté d'un autre prélude à une modernité vite avortée, celui qui inspire Muhammad à débaptiser Yathrib, bourg de son exil (Hégire) pour le nommer la Cité ou Médine. Un tel concept né à même la parole coranique, et comme nom propre de la ville ainsi débaptisée et comme nom de toutes les villes à venir, n'a toutefois pas fonctionné ni « travaillé » dans le discours pour produire et faire dériver, déjà dans la langue, l'habitant-citoyen. *Madanî* ne note que « civil » et *madînî* que le ressortissant de la seule ville de Médine (médiinois). Autant dire, pour nous résumer, que le couple conceptuel Cité-citoyen (ou City-citizen) n'a jamais eu d'équivalent dans aucun des parlers arabes dont les usagers se contentent du binôme imprécis et équivoque Patrie-patriote (*Watan-Muwatin*).

Au fait, la question que l'on se pose de plus en plus tragiquement aujourd'hui des identités multiples dans le monde nommé « arabe » sur les mappemondes et le listing des pays dans les institutions internationales, est loin d'être nouvelle. Dès la formidable mutation opérée par l'avènement de l'Islam avec cet embryon d'Etat si difficilement installé par Muhammad, et au lendemain de sa disparition en 632, une identité arabe, vague et à peine esquissée allait accoucher d'une immense révolution politique et institutionnelle au moins aussi déterminante pour l'histoire du monde que celle initiée, un millénaire auparavant par la Grèce des Clisthène, des Solon et des Périclès. Ces personnages si bien étudiés et prolongés dans la culture occidentale jusqu'à présent ont ouvert grand le chemin pour un horizon de l'universel, la démocratie et la nécessité de la Loi et rendu possibles des Platon et des Aristote, ont tout aussi rendu possibles de fécondes utopies ou plus simplement des tentatives qui continuent à nourrir nos espérances en une humanité meilleure. Ainsi ce fait, somme toute anecdotique mais retenu comme un fait historique, quand Alexandre, conquérant et politique, élève de ce même Aristote, a organisé à Suze et après avoir lui-même épousé Roxane veuve de Darius le vaincu, la « Nuit des Dix-mille », rien que pour mettre fin, croyait-il, à la répulsion « ethnique » entre les humains.

Comment, sinon à travers une archive sûre comme le Coran, montrer que l'homme Muhammad a tenu à faire la même chose et aller encore plus loin dans ce sens ? A aucun endroit en effet l'entité ethnique arabe n'est jamais mentionnée à ce titre dans le texte révélé. Il y a par contre une véritable déclaration de guerre explicitement sévère à l'encontre de ce noyau à la fois dur, mouvant et insaisissable dans la culture comme dans la foi, que le Coran nomme les *A'râb* (*A'râb* ou « nomades » est à distinguer du terme 'Arab qui fait référence à l'Arabe) « Les plus opiniâtres entre tous dans la mécréance et dans l'hypocrisie, les moins enclins entre tous à se conformer aux normes de Dieu » (*innama al-A'râb ach-chaddu kufran wa nifâqan*, etc., Sourate Les Appartements ou Huttes, *Al-Hujurât*). Et c'est précisément dans cette même sourate, vrai manifeste contre les mœurs dévastatrices et inciviles de ces gens-là, que le Coran énonce le tout premier mode d'emploi du ce que nous appelons de nos jours « le vivre ensemble » : « Ainsi Nous avons fait de vous peuples et tribus afin que vous vous reconnaissiez les uns les autres » (*Ja'alnâkum ch'ûban wa qabâylan li-ta'ârafû*).

Cette reconnaissance de l'autre, bien plus « en avance » que la notion moderne de « tolérance » ne pouvait trouver écho ni recevabilité en ce temps du prime Islam. Surtout que dès le troisième califat après la mort sans testament politique d'un prophète (s'affirmant le dernier du genre et renonçant à tout testament politique) a vite fait d'épuiser l'énergie et l'euphorie du renouveau éthique puis estompé les perspectives de cet universalisme logé au cœur du divin Message. Ce même 3e calife, 'Uthmân, après avoir constitué la Révélation en Vulgate rangée entre les deux volets d'un codex et l'a ainsi livrée à la seule récitation rituelle, a réinstallé dans l'espace des pouvoirs l'esprit nomade des bédouins *A'râb* si lourdement fustigé dans le Coran, comme nous l'avons signalé.

Dès lors et jusqu'à la défaite partout dans cet immense territoire devenu islamique, de la pseudo-arabité de l'esprit nomade et d'un démembrement de la *Umma* au profit de la diversité des peuples, races et ethnies la constituant, les conquérants n'avaient qu'une marge bien étroite pour imposer leur supériorité et leur pouvoir sur les peuples conquis. A part l'autorité du céleste message dont ils se disaient légataires et gardiens, ils proposaient aux habitants des pays hôtes une conversion « à une arabité de soumission » par le truchement du *walâ*, un pacte d'honneur par lequel un groupe, une famille ou un clan non-arabe fait allégeance à une tribu arabe « de souche » et portera de ce fait le nom de l'ancêtre éponyme de ladite tribu.

La multitude des *mawàalîs* (bénéficiaires de ce pacte de *walâ*) ainsi admis à une arabité de service n'ont cessé de se révolter contre les détenteurs du pouvoir central et ne leur reconnaissaient plus une suprématie que plus rien ne justifiait, ni leur ferveur dans la foi de l'Islam, ni une noblesse de sang ou de lignée. Nombreux parmi les plus enracinés dans leur ethnicité non reconnue ou franchement méprisée ou rabaissée ont refusé lors d'éclatantes dissidences contre l'autorité califale, ce statut d'allégeants et conduit d'impétueuses rebellions ou fondé des dynasties autonomes sur de vastes territoires de l'empire, tel les Tahirides en Perse du temps du puissant Al-Ma'mûn et les Almorhades ou les almoravides au Maghreb.

L'identité ou *hawyya* arabe érigée et brandie pour le seul but d'opprimer l'autre, un autre sincèrement acquis à la foi de l'Islam, contenait en elle le ver de son pourrissement puis de son déclin. L'arabe que voulait promouvoir le Message de Muhammad et que la bédouinité des *A'rab* a confisqué pour le recouvrir d'oubli ne croyait ni aux liens du sang, ni à la supériorité autoproclamée par la violence, mais uniquement à la force d'une civilité universelle où la promotion par le Savoir, la parole et la culture fonde la communauté des différences.



Youssef Seddik est un philosophe, anthropologue et islamologue tunisien.

Diplômé en philosophie et grec ancien, il obtient en 1995 un doctorat de l'École des hautes études en sciences sociales de Paris sur le « travail coranique ». Il a enseigné de nombreuses années en Tunisie et en France et il est l'auteur de plusieurs traductions et ouvrages concernant le patrimoine islamique, notamment « Nous n'avons jamais lu le Coran », « Qui sont les barbares ? : Itinéraire d'un penseur d'Islam » et « Le Grand malentendu. L'Occident face au Coran ».

Genealogy of Arab identity, by Youssef Seddik

In our good old reading and exercise books in primary school, before independence, there was a curious text.

During the time of a distant caliphate, a police patrol of the Prince of Believers stop a group of young noisy partiers in the narrow streets of Baghdad, already capital of the world and civilized city ... When asked about their respective identities by the fussy officers who intended to ticket and punish them, everyone gave of himself a so ambiguous definition that in doubt, the officers decided to release them. One of the hell of these fun thugs presented himself as follows:

«I am the child of one for whom all necks bow at his request. Whether one is from Hashem or Makhzoum [two of the most powerful tribes of Arabia]»

Except that the parent of this smart heckler was nothing but a hairdresser!

This memory of my child reading has been for many of my classmates and me a real trigger for reflection before the sticky and aporetic question of the same and the other inextricable tangle of tracks leading in most cases, and if not being careful by holding a strong thread of Ariane, to the labyrinth of egocentrism (...)

أصل الهوية العربية بقلم يوسف الصديق

في زمان ما قبل الاستقلال وبالمدارس الابتدائية يكتب تمارين القراءة القيمة و القديمة، يوجد نص غريباً.

في زمان خليفة بعيد، أوقفت دورية شرطة أمير المؤمنين مجموعة من الشباب تقوم بوضاء في جو احتفالي بأروقة بغداد وهي عاصمة العالم ومدينة تحت سيطرة الشرطة... وعند سؤالهم عن هويتهم من قبل أعوان الأمن المتعطرسين بنية إعداد محضر وعقابهم، أدلى كل منهم على حدى، بتصريح مخالف للآخر تماماً، مما أدخل الشك لدى أعوان الأمن اللذين قرروا إخلاء سبيلهم.

قدم أحد من هؤلاء الشياطين الصعالكة نفسه كما يلي:

أنا ابن من ينحني له كل الرؤوس عند طلبه وان كان من هاشم أو مخزوم (اثنان من أقوى القبائل بالجزيرة العربية) والحال أن أب هذا المشاكس الذكي لا يعدو إلا حلاق.

وتذكرة لقراءتي لكت الأطفال مثلت للكثير من أصدقائي الصغار وأنا من بينهم انطلاقة حقيقية للتفكير في ما بعد في السؤال المحرج والوضع المستعصي الذي يؤدي في أغلب الأحيان ان لم نتخذ الاحتياطات اللازمة لمسك (خيوط أربان) إلى مسالك صعبة من الأنانية (...)



Arabité chrétienne ou chrétienneté arabe par Mohamed Arbi Nisri

Comment envisager l'avenir de l'arabité chrétienne? Telle est l'une des interrogations que l'on entend le plus souvent autour de nous. Cette question vient également à son heure en raison de l'acuité des changements et des bouleversements qui aboutissent tous à la mettre en crise. Or il est bien évident que les chrétiens sont l'un des fondements de l'identité arabe depuis le Moyen-âge. Cette remarque qui constitue un consensus auquel parvient presque unanimement historiens, politologues, sociologues et anthropologues, nous pousse à repenser l'arabité chrétienne suivant le prisme braudélien de la longue durée.

L'arabité chrétienne en question(s)

Depuis environ deux siècles, l'histoire des chrétiens du monde arabe se caractérise par un balancement, plus ou moins conscient, entre la volonté de participer à la renaissance d'une société majoritairement musulmane et la nécessité de préserver sa propre identi-

té. Ou, plus justement, par l'expérience simultanée et contradictoire de ces deux aspirations.

Assurément, la fin du 18ème siècle marque le début de ce que l'on pourrait qualifier la « renaissance de la chrétienté arabe » qui se traduit par une forte implication politique pour se libérer du statut de *dhimmi*¹, et cela en cherchant à créer des États nationaux, à travers des mouvements idéologiques et politiques égalitaristes. Cette précision doit être conservée à l'esprit lorsqu'on aborde le réformisme arabe du 19ème siècle. À cette époque, l'arabité servait d'assise culturelle qui unissait tous les arabes dans leur lutte contre les Ottomans. Certes, l'aspect linguistique de ce mouvement était évident chez les réformistes musulmans de l'époque mais aussi chez les chrétiens du Moyen-Orient puisque un nombre important d'Églises de la région s'étaient arabisées effectivement depuis de très

¹ Terme arabe désignant, en vertu du contrat de protection ou dhimma qui leur était accordé, les non-musulmans appelés à vivre en territoire islamique dans une

longs siècles². Ajoutons à cela une tradition très ancienne d'une théologie arabe qui se développa à partir du 9^{ème} siècle, et qui vécut son âge d'or tout au long de l'époque abbasside, à travers de longs traités de factures différentes. D'ailleurs, plusieurs manuscrits liturgiques, canoniques ou historiques montrent l'adoption ancienne de la langue arabe par les Églises orientales. Cette constatation historique a amené le maronite Youakim Moubarac (1924-1995) à insister, à plus d'une reprise, sur le fait que l'identité arabe de son Église n'a jamais été jusqu'ici un phénomène subi, mais un choix délibéré³. Cette idée-force fut aussi partagée par une autre poignée de théologiens et philosophes arabes contemporains, notamment libanais, qui nous fournissent leurs compréhensions de l'arabité considérée comme une composante culturelle et identitaire essentielle des chrétiens du *Machreq* arabe.

L'arabité chrétienne entre conceptualisme et méditation

Faisons brièvement références, à titre indicatif, à certains de ceux qui traitèrent de la question de l'arabité et son rapport avec le christianisme dans leurs réflexions et leurs écrits. Commençons par George Khadr, métropolitain et archevêque de Byblos, qui définit l'arabité comme une aire culturelle et géographique, un mouvement de rénovation auquel sont invités, dans la diversité, tous les hommes qui vivent dans ce cadre, qu'ils soient chrétiens ou musulmans⁴. Dans la même optique, Jean Corbon (1924-2001), prêtre grec catholique, considère que la langue et la culture arabe sont le dénominateur commun d'une diversité culturelle vécue dans le *Machreq*, et composée de maints éléments ethniques et religieux⁵. Ce dénominateur permet à Corbon de parler d'une unité des mœurs et des coutumes, voire d'une unité du sentiment, suffisante pour délimiter réellement le monde arabe qui revient ainsi à ses origines sémitiques. Dans cette perspective, l'identité arabe des chrétiens d'Orient est plus que centrale puisqu'elle représente une revendication permanente, légale et non gratuite, pour un pluralisme culturel. Enfin, Mounir Aoun, philosophe libanais d'obédience laïque, reconnaît à l'arabité une dimension politique et interreligieuse pour la considérer comme une pensée humaniste de la liberté, du pluralisme et de la créativité, favorisant la rencontre des trois grands mono-

théismes⁶. Il souligne notamment que les chrétiens firent historiquement le choix de l'arabité qui devint le lien culturel entre eux et les musulmans.

Somme toute, l'arabité en tant que pivot de raisonnement, constitue pour la majorité des chrétiens d'Orient un dénominateur commun qui englobe la langue, la culture, les apparences et l'identité bien qu'il soit toujours possible de rencontrer des réticences à son égard de la part de quelques chrétiens à causes de certains repliements identitaires faisant l'amalgame entre l'arabité et l'islam, l'arabité et l'islamisme. Cependant, nonobstant toute réticence, les chrétiens du Moyen-Orient ont presque tous l'arabe comme langue maternelle et langue de vie. Cela est une évidence que nulle option politique, identitaire, idéologique ou religieuse ne peut nier.

Les chrétiens et le réformisme arabe

Désireux de relever le défi de la modernité dans un contexte marqué par l'affaiblissement de l'empire ottoman, les réformistes chrétiens du monde arabe n'ont cessé, depuis la fin du 18^{ème} siècle et son *Aufklärung* spécifique, de centrer leurs pensées sur l'arabité et sur les moyens susceptibles de la revigorer et de la promouvoir comme étant la voie du salut. Ce gigantesque mouvement culturel a largement contribué à la pénétration des idées nouvelles issues du siècle des Lumières. Ainsi des idées comme sécularisme, libéralisme ou positivisme ont trouvé leur expression dans la production de cette poignée de lettrés chrétiens arabes qui ont véhiculé ce flot d'idées surgis de la rencontre arabo-européenne. Ces nouvelles orientations furent défendues par des penseurs soucieux de trouver un remède à la faiblesse et au retard des arabes tel que Boutros Al-Boustani (1819-1883), Francis Marash (1836-1873) et Farah Antoun (1872-1922) qui se lancèrent dans un projet de longue haleine qui fait de l'éducation rationnelle la voie qui amène les Arabes à la libération de l'ignorance. Pour beaucoup de penseurs chrétiens, la politique de la réforme passe par les efforts déployés pour mettre la langue arabe au rythme du temps, la rendre susceptible de véhiculer des notions, des définitions, des concepts et de projeter des équations et des dérivés qui répondent aux besoins du progrès scientifique et technologique ; autrement dit, il s'agit de mettre à contribution une langue vivante et non une langue sacrée, capable de transmettre les idées et les courants en vogue dans le monde occidental. Évidemment, la langue circonscrite dans un espace géographique écarte la religion comme facteur de co-

hésion nationale ou transnationale et confère à la pluralité l'avantage de se dresser en partenaire égal aussi bien dans les droits que dans les devoirs, au cœur de la Cité. Cette démarche est poursuivie dès le début du 20^{ème} siècle par le maronite Najib Azouri (1870-1916) qui affirma, en 1905, que les « chrétiens ne sont pas moins arabes que les musulmans ». Cela va l'amener à proposer « la création d'un empire arabe indépendant »⁷, une idée qui sera le moteur de la grande révolution arabe de 1916-1918.

Les chrétiens arabes ont été et sont encore des acteurs dynamiques d'un monde dont ils partagent la langue et la culture. S'ils ont jeté des ponts entre l'Occident et le Proche-Orient, ils ont aussi été parmi les inspireurs et les artisans de la « renaissance arabe » et de la conscience nationale arabe.

7 N. Azouri, *Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, Paris, 1905.



Doctorant en histoire des mentalités et des religions à l'université Paris X Nanterre. Il est spécialiste du christianisme primitif et d'historiographie nord africaine. Il s'intéresse actuellement à l'histoire des structures religieuses et sociales dans la région MENA.

Christian arabness or Arab Christendom, by Mohamed Arbi Nisri

How about the future of the Christian Arab identity? This is one of the questions we hear most often. It is also a question of the day given the dramatic changes and upheavals which all lead to its crisis. It is obvious that Christians are one of the foundations of the Arab identity since the Middle Ages. This remark, which is a result of an almost unanimous consensus among historians, political scientists, sociologists and anthropologists, urges us to rethink Christian arabness according to the Braudel's prism of «longue durée».

The Christian Arab identity in question(s)

For about two centuries, the history of Christians in the Arab world is characterized by a swing, more or less conscious, between the desire to participate in the re-birth of a predominantly Muslim society and the need to preserve its own identity. Or, more precisely, by the simultaneous and contradictory experience of these two aspirations. Surely the late 18th century marked the beginning of what could be called the «renaissance of Arab Christianity» which translated into a strong political commitment to free the *dhimmi* status, and that by seeking to create National States, through ideological movements and egalitarian policies (...)

عربية مسيحية أو مسيحية عربية بقلم محمد العربي نسيري

ماذا عن مستقبل الهوية العربية المسيحية؟ وهذا هو أحد الأسئلة التي نسمعها في أغلب الأحيان من حولنا؟ وي طرح هذا السؤال أيضا في وقت مناسب بسبب شدة التغيرات والاضطرابات التي تؤدي جميعا إلى الأزمة فمن الواضح الآن أن المسيحيين هم واحدة من أسس الهوية العربية منذ العصور الوسطى وهذه الملاحظة هي توافق يشبه إجماع تحصل عليه المؤرخين والسياسيون المختصين في علم النفس وأنتروبولوجيين يدفعنا إلى إعادة التفكير في المسيحية العربية طبقا لبريدل prismة على المدى الطويل.

هوية المسيحية العربية في سؤال

منذ حوالي قرنين، يتميز تاريخ المسيحيين في العالم العربي بتأرجح أكثر وأقل وعيا، وبالرغبة في المساهمة في نهضة مجتمع أغلبيته وضرورة المحافظة على هويته خاصة أو بدقة أكثر من خلال تجربة حينية ومتناقضة لها تبيين التطلعات وبالتأكيد فإن أواخر القرن الثامن عشر يكرس ما يمكن أن يطلق عليه نهضة المسيحية العربية والذي يترجم إلى التزام سياسي قوي للتخلص من وضعية أهل الذمة وذلك بالسعي إلى إنشاء دول وطنية من خلال الحركات الإيديولوجية وسياسات المساواة (...)

2 L'usage de l'arabe demeure indispensable même pour les Églises de rite chaldéen et assyrien qui restent fort attachées à leurs langues mères.

3 Y. Moubarac, *Maronites au présent : livres approches d'un aggiornamento*, Paris, 1991.

4 G. Khadr, « L'arabité », in *Palestine et arabité*, Tome V, Beyrouth, 1973, p. 186.

5 J. Corbon, *L'Église des Arabes*, Paris, 1977.

6 M. Aoun, *Entre la Religion et la Politique*, Beyrouth, 2008. (Texte en arabe)



Droits de l'Homme dans le monde arabe

Réflexions sur la spécificité culturelle islamique

par Amine Thabet

On a souvent mis en exergue certaines expériences démocratiques propres à certains pays musulmans, bien plus qu'on ne s'est évertué à le faire pour les pays arabes. Certes, certaines pratiques démocratiques, dont notamment le suffrage libre, semblent mieux ancrées et arrimées à certaines sociétés d'Islam, en dehors de la sphère de l'Arabité. Les exemples de la Turquie, de la Malaisie ou de l'Indonésie sont, à cet égard, fort connus. Cependant, ce constat ne peut se généraliser. Des expériences telles que celle iranienne, pakistanaise ou afghane nous le prouvent aisément. En outre, une certaine tradition démocratique signifie, il est vrai, moins d'autoritarisme et plus d'ouverture, mais elle ne s'accompagne pas nécessairement d'un respect plein et effectif des droits de l'homme, d'une culture des droits de l'homme. Cette tradition peut,

en effet, s'accommoder et cohabiter avec certaines normes juridiques rétrogrades contraires aux droits de l'homme.

En rapport avec les droits de l'homme, le clivage Arabité Versus Islamité ne nous semble pas pertinent. La plupart des juristes s'accordent pour affirmer que le référent juridique islamique, la Charia, demeure, à des degrés variables, influent en matière de réception des droits de l'homme par les Etats et systèmes où l'Islam est la religion dominante, ou même importante. Des dispositions constitutionnelles consacrent la Charia comme unique source ou comme source principale du Droit. La constitutionnalisation de la Charia demeure, du reste, un débat vivace et passionnel. L'expérience récente de l'élaboration de la Constitution tunisienne en est une illustration. Dans certains systèmes, la

Charia est source résiduelle et inspire la législation, notamment celle pénale et celle relative à la famille et au statut personnel. La Charia, source ou non du Droit, influe sur la ratification et réduit l'applicabilité des conventions internationales, universelles ou régionales, relatives à la protection des droits de l'homme. En atteste, le nombre de réserves faites par les Etats arabes et musulmans au nom du respect de la Charia, ou de leur droit interne inspiré de la Charia.

Droits de l'Homme et Charia

La Charte arabe des droits de l'homme, largement critiquée, adoptée dans le cadre de la Ligue arabe, représente un exemple de la défiance à l'égard d'une reconnaissance et d'une garantie complète des droits

de l'homme et des libertés fondamentales. Tout en consacrant l'égalité juridique entre les hommes et les femmes, l'article 3 de la Charte, mentionne, de manière ambiguë, la «discrimination positive introduite au profit de la femme par la Shari'a islamique et les autres lois divines». Les références explicites à la Charia, contenues dans la Déclaration des droits de l'homme en Islam, adoptée en 1990, dans le cadre de l'Organisation de la conférence islamique, démontrent clairement le rapport problématique du référent normatif islamique aux droits de l'homme.

Spécificité culturelle, argument relativiste, le référent normatif islamique peut-il coexister avec un ordre juridique garantissant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales ? Les causes profondes de la laborieuse réception des droits de

l'homme par les sociétés musulmanes restent camouflées et, pour le moins, énigmatiques. Prétendre détenir des réponses en ce domaine sinueux est plus que vaniteux. S'il peut exister, dans l'ancrage à la religion islamique, des éléments qui permettent quelques interrogations légitimes, il est difficile d'affirmer que les sociétés musulmanes sont imperméables aux droits de l'homme, entendus dans leur conception universelle.

Dans les sociétés islamiques, la majorité des législations étatiques se confondent avec la Charia ou alors elles s'en inspirent fortement. Même dans les Etats laïcisants ou se réclamant d'une certaine sécularisation, les survivances de la Charia, se ressentent à travers les textes de lois et se manifestent à travers la pratique et les mentalités qui la commandent.

Certains ne voient dans la Charia aucune contradiction avec les droits de l'homme. Ils développent une rhétorique, en apparence séduisante, consistant à citer quelques versets du Coran favorables à la liberté de conscience et à l'égalité entre l'homme et la femme. Ils banalisent la violence des châtiments corporels en insistant sur le contexte historique propre à leur édicition, et mettent, éloquentement, en exergue certaines normes islamiques spécifiques relatives à la tolérance et à la solidarité telle que l'aumône (La Zakat).

Nous en convenons, la religion islamique a représenté une révolution remarquable par rapport au contexte historique et civilisationnel dans lequel elle a émergé. Il n'en demeure pas moins que la théologie islamique (Fiqh), dans sa diversité rituelle et interprétative, garde une forte vocation législatrice, temporelle, qui prend corps dans la Charia. Bien des prescriptions de la Charia peuvent apparaître comme frontalement antinomiques avec les droits de l'homme. Les exemples sont illustres :

La liberté de conscience et, précisément, la liberté de renoncer à l'Islam et de choisir une autre religion, est conçue comme un acte mécréant et condamnable. En effet, l'apostasie (Ridda), considérée comme un crime suprême, est punie par la peine de mort. La dignité de l'homme et son intégrité physique sont violées par des châtiments corporels tels que la flagellation (sanction de la fornication), la lapidation jusqu'à la mort (sanction de l'adultère commis par les personnes mariées), et l'amputation de la main (sanction du vol). Le droit pénal islamique est, à cet égard, dominé par la loi du talion et par la contrainte par la douleur.

Les exemples de règles peuvent, bien entendu, être nombreux. Mais, plus généralement, et au-delà du système prescriptif temporel que constitue la Charia, les notions de Droit et d'Etat en Islam interrogent par

leur spécificité conceptuelle. En partant de la perception, répandue dans les sociétés musulmanes, de ces deux notions, il est plus aisé de déceler certains clivages ou lignes de fracture qui séparent les sociétés occidentales et celles musulmanes sur la question des droits de l'homme.

Force est de constater que dans la théologie islamique, la prescription revêt un caractère holiste et dépasse le cadre purement spirituel, couvrant largement des aspects de la vie morale, politique et juridique. La Charia est, en grande partie, composée de dispositions juridiques ressemblantes en tous points aux normes de droit positif. Il s'agit, en effet, de règles abstraites, générales, permanentes et obligatoires.

Les droits de l'Homme et l'Etat musulman

Dans la pensée islamique, l'Etat est fondé sur la foi. Aucun Etat ne peut avoir de légitimité sans la foi. Le chef de l'Etat islamique est le chef de tous les croyants (Amir Al Mo'ominin). Paternaliste, patriarcal, le Calife (le successeur du prophète) détient une autorité absolue. C'est une sorte de berger providentiel, volontariste et protecteur, vers qui toute politique converge et duquel tout bienfait irradie. Le peuple, infantilisé, lui a délégué tout pouvoir et toute décision. Gardien de l'Islam, il veille à l'application de la loi islamique, supervise l'interprétation de cette dernière par les savants religieux (Ulémas). Sa politique, de paix ou de guerre, est menée au nom de la religion. De ce fait, le pouvoir politique se confond avec la religion et ne peut en être dissocié. Cette confusion explique que, de par l'histoire de la civilisation islamique, il n'y a jamais eu de théorie de l'Etat au sens qu'entend aujourd'hui le droit public, et encore moins de contre-pouvoir. La confusion entre le politique et le religieux, personnifiée par le Calife, ne pouvait, donc, mener qu'au despotisme. En outre, le pluralisme politique, c'est à dire l'existence dans le paysage politique de plusieurs partis se revendiquant d'une idéologie propre et proposant un programme électoral spécifique, ne peut être conçue ou admise dans l'Etat islamique ou le Califat. Bien que la Choura (La consultation des sages et des hommes de religion) soit en Islam une obligation pour le Calife, la reconnaissance de l'esprit partisan au sens entendu par la démocratie moderne est à rejeter car elle est susceptible d'engendrer le doute, la discordance et la division au sein de la communauté des croyants censée être unie et soudée.

L'Etat assurant par la contrainte le respect de la norme divine, l'individu ne peut ainsi prétendre à

une liberté de pensée et de conscience. Il ne peut être conçu comme créateur, la création étant une œuvre exclusivement divine. Il ne peut créer le Droit, ni participer à sa création, sauf par la jurisprudence des juges. Les normes ne font pas l'objet d'une libre discussion horizontale entre les individus, elles sont définies unilatéralement, verticalement, quand bien même elles soient, dans des limites rigides, interprétées par les savants religieux.

Il en résulte que la religion musulmane ne peut reconnaître les droits de l'homme que si la volonté divine les reconnait. Cependant, la porte de l'interprétation (Al Ijtihad) étant close depuis longtemps, les règles de la Charia contredisant les droits de l'homme demeurent en vigueur, inamovibles et figées dans le temps. En revanche, l'histoire, elle, ne s'arrête pas. L'éternité n'est pas humaine et les sociétés évoluent comme, d'ailleurs, les règles de Droit. La dignité humaine n'est pas conçue de la même manière à travers les âges. Si l'amputation de la main du voleur ne suscitait aucune réaction d'indignation il y a quatorze siècles, il en va autrement aujourd'hui.

La reconnaissance des droits de l'Homme par les systèmes musulmans ne peut avoir lieu sans la libération de la raison humaine du dogme du volontarisme divin : rouvrir la porte de l'Ijtihad, repenser les règles de la Charia à la lumière d'une vision nouvelle de la nature humaine. Cet effort implique la libération et de la responsabilisation de la raison humaine. Si le Mutazilisme semble défunt, ce n'est qu'illusion. Car la raison n'est pas, elle, défunte.

Mutazilisme, Jus Naturalis et droits de l'Homme

Dans la pensée Mutazilite, la raison a connu un essor jamais égalé dans la théologie et dans la philosophie islamique. Cette raison se permettait d'aller à la découverte de la nature et de l'univers. Une nature qui peut contenir des valeurs de bien ou de mal, de laid ou de beauté. La nature demeure, certes, chez les Mutazilites, une création divine. Cependant, il incombe à la raison humaine de découvrir les valeurs que cache cette nature, de les juger, d'en choisir celles dont elle s'accommode le plus. De la sorte, l'individu, responsabilisé, va disposer de son libre arbitre. D'ailleurs, il n'est pas forcément athée ou mécréant. Il peut croire en un créateur, en une révélation divine. Pour autant, cela ne l'empêche pas de constater qu'il dispose d'une raison dont il peut user. A partir de l'observation rationnelle de la nature, l'individu va élaborer

des normes qui vont réglementer son existence et ses rapports sociaux. Il peut arriver à reconnaître l'existence de droits inhérents à sa nature humaine qui ont accompagné sa naissance.

Sur cette vision de l'Homme et de la nature, l'école des Mutazilites rejoignait sur un nombre de points l'Ecole occidentale de Droit naturel (Jus Naturalis). La plupart des philosophes naturalistes occidentaux du 16ème et du 17ème siècle se sont rejoints sur l'idée de l'existence d'un ensemble de droits individuels, immuables et inaliénables, que la personne humaine tient de sa propre nature. Certains d'entre eux n'ont pas remis en question la source divine de ces droits alors que d'autres l'ont contestée. En outre, certains penseurs ont privilégié dans ce contexte la raison humaine, comme le moyen de découverte des droits naturels et de leur opposition au souverain. Du point de vue de la théorie des droits de l'homme, la pensée de John Locke est édifiante. En effet, elle a synthétisé remarquablement les courants de pensées naturalistes et a jeté les fondements des droits civils et politiques tels qu'ils seront proclamés, plus tard, par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Dans son « Essai concernant l'origine, l'extension et la fin véritables du gouvernement civil », Locke affirmait l'existence d'une loi naturelle fondamentale. Selon cette loi, l'Homme dispose d'une parfaite liberté d'agir. Il dispose aussi de sa personne et de ses biens. C'est ce que Locke a appelé l'état de nature. Cependant, pour éviter la guerre et l'anarchie, l'état de nature doit transiter vers celui de la société civile. Ce passage à la société civile se fait par un contrat par lequel l'individu abdique certains de ses droits en faveur de l'autorité publique ou le souverain. L'Homme ne peut, toutefois, en aucun cas déléguer au souverain l'exercice de ses droits fondamentaux inaliénables. Ces derniers proviennent de la liberté naturelle et sont à la fois antérieurs et supérieurs à l'Etat. Ils demeurent dans la sphère exclusive de l'individu. De la sorte, le souverain n'a pour rôle que de veiller à la jouissance pleine de ces droits fondamentaux et à leur exercice effectif. L'individu peut contrôler les actes pris par le souverain et limiter ses éventuels abus.

Ainsi, à l'instar de Locke, l'idée cruciale affirmée par l'école du droit naturel consistait à dire que l'homme naît avec des droits qu'il tient de sa propre nature. La découverte de ces droits se fait par la raison. La nature vue par les naturalistes n'est pas la nature sensible, visible. C'est une nature qui se définit par ses fins, c'est la nature cachée, qu'il faudrait définir, non pas par les sens, mais par la recherche raisonnée.

On le voit donc, l'école du droit naturel a constitué l'assise philosophique et la condition théorique de la proclamation des droits de l'homme et la conceptualisation de leur théorie moderne. Partant de cette même vision de la nature, on aurait pu s'attendre raisonnablement à ce que la conception mutazilite accouche d'une belle théorie des droits de l'homme en Islam. Pour des raisons connues, politiques et historiques, il n'en fut rien.

On ne peut assimiler la théorie moderne des droits de l'homme si on refuse d'adhérer au postulat qui consiste à dire que la nature humaine est antérieure, originaire et qu'elle est la même quel que soit l'espace et quel que soit le temps. L'unicité de la nature humaine n'est pas incompatible avec les différences sociales, économiques, politiques ou religieuses qui caractérisent les peuples et les civilisations. Celles-ci sont les produits de l'évolution historique.

Pour revenir aux droits de l'homme, ceux-ci ne peuvent être créés ou élaborés. Ils sont simplement constatés et déclarés. Il ne faut pas perdre d'esprit que, par la Déclaration de 1789, les révolutionnaires, représentants du peuple français, n'ont fait que déclarer des droits naturels. Ces droits existaient déjà. Au fil des siècles, ils ont simplement été ignorés, oubliés, bafoués ou méprisés sous des prétextes divers.

Se réclamer d'une spécificité religieuse et culturelle en l'opposant au respect et à la protection des droits de l'homme dans leur indivisibilité, on ne peut y voir, par conséquent, qu'un argument fallacieux. Cependant, la voie qui mène à l'intériorisation et l'appropriation des droits de l'homme diffère d'une société humaine à l'autre. Ce cheminement peut être long, pénible, passionnel. Il peut être sacrificiel, conflictuel et déchirant. Mouvant, il est dialectique, maïeutique, et modifie, lentement, les strates et les structures lourdes. Il est celui d'une société et non pas d'une autre. Si on peut parler de spécificité, c'est bien celle-là.

Bibliographie sélective

- FAVOREU (L.), GAÏA (P.), GHEVANTIAN (R.), MELIN – SOUCRAMANIEN (R.), PFERSMANN (O.), PINI (J.), ROUX (A.), SCOFFONI (G.), TREMEAU (J.), Droit des libertés fondamentales, Paris, Dalloz, 3^{ième} édition, 2005.
- LAGHMANI (S.), « Pensées musulmanes et théorie des droits de l'Homme », paru dans DALI (J.), BEN ACHOUR (R.) et LAGHMANI (S.), Les droits de l'Homme par les textes, C.P.U., Tunis,

2004.

- DUPUY (R -J.) « Les droits de l'Homme : Valeur européenne ou valeur universelle ? », in Dialectiques du droit international, souveraineté des Etats, communauté internationale et droit de l'Homme, Paris, Pedone, 1999.
- LAGHMANI (S.) Eléments d'histoire de la philosophie du droit, Le discours fondateur du droit, Tome 2, La modernité, l'Etat et le Droit, Thèse éditée, Tunis, Cerp., 1999.
- DUFOUR (A.) Droits de l'Homme, droit naturel et histoire, Paris, P.U.F., 1991.
- CHARFI (M.) Islam et liberté, le malentendu historique, Editions Albin Michel, Paris, 2001.
- BEN ACHOUR (Y.) Politique, religion et droit dans le monde arabe, Editions Cérès – Cerp., 1^{ère} édition, Tunis, 1993.
- BEN ACHOUR (Y.) Le rôle des civilisations dans le système international (Droit et relations internationales), Bruylant, Bruxelles, 2003.
- CHARFI (M.), « Droits de l'homme, droit musulman et droit tunisien », R.T.D, Numéro spécial trentenaire, 1983.
- CONAC (G.) et AMOR (A.) (Sous la direction de) Islam et droits de l'Homme, Paris, Economica, 1994



Amine Thabet est un Enseignant-chercheur en Droit public à la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales de Tunis (Université de Carthage). Il est membre du Laboratoire de Recherche en Droit International, Européen et Relations Maghreb-Europe et membre de l'Association Tunisienne d'Etudes politiques. Il est spécialisé en Droit international public, Droit international des droits de l'homme, Droit européen et Relations Tunisie-Union européenne.

Human Rights in the Arab world: Reflections on Islamic cultural specificity, by Amine Thabet

Some democratic experiences specific to certain Muslim countries has often been highlighted, far more than for those related to the Arab countries. Indeed, some democratic practices, including free suffrage, seem better anchored and secured in some non Arab Islamic societies. Examples of Turkey, Malaysia and Indonesia are, in this respect, well known. However, this finding can not be generalized. Cases such as Iran, Afghanistan or Pakistan easily prove it. Besides, a democratic tradition means, that is true, less authoritarianism and more openness, but democracy is not always accompanied by a full and actual respect of human rights, by a culture of human rights. Democratic tradition can in fact accommodate and live with certain legal retrograde standards against human rights.

In relation to human rights, cleavage Arab vs Islamic identity does not seem relevant to us. Most lawyers agree to say that the Islamic legal referent, the *Sharia* influences, at different levels, the reception of human rights by states and systems where Islam is the domi-

حقوق الإنسان في العالم العربي : بعض التأملات حول خصوصية الثقافة الإسلامية بقلم أمين ثابت

لقد سلطت الأضواء كثير من الأحيان على بعض التجارب الديمقراطية الخاصة ببعض البلدان الإسلامية الأكثر إسلامية أكثر بكثير لما تمّ القيام به للبلدان العربية.

وبالتأكيد، فإنّ بعض الممارسات الديمقراطية بما في ذلك خاصة حق الانتخاب الحر تبدو مرتسخة بصفة أفضل ومرتبطة ببعض المجتمعات الإسلامية خارج دائرة العروبة وتكون أمثلة تركيا وماليزيا أو أندونيسيا في هذا الصدد المعروفة أكثر ومع ذلك لا يمكن تعميم هذا الاستنتاج وتثبت لنا تلك التجارب كالإيرانية والباكستانية أو الأفغانية بسهولة وبالإضافة فإنّ بعض التقاليد الديمقراطية، وذلك صحيح، تعني أقلّ سيطرة والمزيد من الإنفتاح لكنها لم تكن مرفوقة بالضرورة باحترام تام وفعلي لحقوق الإنسان وثقافة حقوق الإنسان.

ويمكن لهذه التقاليد إستيعاب الواقع ومعايشة بعض المعايير القانونية الرجعية والمخالفة لحقوق الإنسان ويبدو لنا أنّ الإنفصال بين العروبة الإسلامية ليس بالمهم ويتفق معظم أهل القانون على التأكيد على أن المرجع القانوني الإسلامي، والشريعة لا تزال وبدرجات متفاوتة تؤثر في مادة إستلام حقوق الإنسان من قبل الدول أو الأنظمة التي يكون فيها الإسلام هو الدين السائد أو حتى الأغلب (...)



Les droits humains depuis les Révolutions arabes

Réflexions sur l'actualité

par Ghofran Ounissi, analyste politique (Jasmin Foundation)



L'image dans le monde arabe à travers les cartes postales

par Olivier-Jamil Clément et Selima Abbou

«La carte postale est un imprimé sur un support semi-rigide destiné à un usage postal pour une correspondance brève à découvert »¹. Elle est un média vecteur d'images photographiques, très important, avec bien d'autres informations. Témoignage précis, elle représente un enjeu de mémoire collective, de « nouvelle histoire ». Les cartes postales documentent, pour l'ensemble des pays arabes, patrimoine² matériel et immatériel (vie quotidienne, coutumes, arts, techniques), événements et personnalités. Objet magique, de collection et de spéculation, « avatar » à forte charge émotionnelle, symbole d'un pays lointain, évoquant des endroits familiers³.

Des millions de cartes postales documentent de ma-

nière continue plus de cent ans d'histoires nationales dans le monde arabe. Hédi Chenchabi en a identifié six périodes en Tunisie⁴.

Invention, développement

Idée allemande (1865), invention autrichienne (1869), adoption universelle, la carte postale a joué en Europe d'un environnement économique, culturel et technique favorable. Fille de l'imprimerie, de la poste moderne et de la photographie⁵, elle était monopole de l'Etat avant de se privatiser.

Les premières cartes illustrées sont apparues à partir de 1895. Elles ont révolutionné la correspondance, véhiculant des millions d'images de petit format, figuratives, imprimées au moyen de l'héliographie ou de la photographie, parfois empreintes d'exotisme ou

sublimant l'idée de l'Orient, mais aussi faisant les inventaires historiques et anthropologiques nationaux, livrant autant de témoignages réalistes du passé. Elles sont une sélection riche et variée des oeuvres les plus remarquables des artistes, illustrateurs et photographes.

Les premières cartes postales connues d'Afrique du Nord sont apparues en 1873 en Algérie : «cartes pionnières», officielles, comme on l'a déjà signalé.

Parallèlement aux cartes orientalistes, recherchant la grandeur des monuments du passé ou montrant des fantasmes occidentaux, et les cartes à caractère ethnographiques dites « scènes et types », les cartes allemandes de type « *Grüss aus* », apparues vers 1895, sont des cartes à vues multiples, visant à éviter aux voyageurs de décrire les sites et leur laissant assez d'espace pour écrire de brefs messages de salutations. L'Allemagne a dominé la création et l'impression de ces cartes postales grâce à la grande qualité technique de ses produits. Les éditeurs allemands étaient souvent sollicités pour répondre à la demande étrangère. Ces cartes de souvenirs ont circulé jusqu'à la première guerre mondiale.

Premières cartes postales en Afrique du Nord

Pays	Premières cartes postales connues
Maroc	Fin des années 1890 (cartes allemandes illustrées)
Algérie	1873 («cartes officielles») Années 1890 (Geiser)
Tunisie	Années 1890 (cartes précurseur) 1895 (cartes allemandes)
Libye	Années 1900
Égypte	Fin des années 1890 - Années 1900

A partir de 1904 le recto des cartes postales a été divisé en deux parties, une pour la correspondance et l'autre pour l'adresse du destinataire. Le verso est dédié à l'illustration, souvent une photographie. Sa taille est restée invariable : 14 cm x 9 cm (jusqu'en 1945), puis 15 cm x 10 cm ensuite⁶.

⁶ <http://www.golfé-juan.fr/> (Historique de la carte postale) consulté en août 2015.

¹ Albert Thinlot.

² « Le patrimoine culturel ne s'arrête pas aux monuments et aux collections d'objets. Il comprend également les traditions ou les expressions vivantes héritées de nos ancêtres et transmises à nos descendants, comme les traditions orales, les arts du spectacle, les pratiques sociales, rituels et événements festifs, les connaissances et pratiques concernant la nature et l'univers ou les connaissances et le savoir-faire nécessaires à l'artisanat traditionnel. Il est répertorié par l'UNESCO » (Alia Belazi).

³ Par exemple « Dar El Béji Echérif », sise 10 rue des juges, à Tunis, dans le quartier des andalous.

⁴ Hédi CHENCHABI, Une révolution révélatrice de nouveaux regards photographiques en Tunisie : Histoire et actualité d'une photographie tunisienne peu connue.

⁵ Les «Maisons» et réseaux de photographes professionnels étaient présents «sur place» en Afrique du Nord dès les années 1850-1860. Ils étaient en concurrence avec les voyageurs «de passage».

Réception de la carte postale en Afrique du Nord : une acculturation ?

Les premières photographies du monde arabe datent des années 1840-1850. Les artistes⁷ venus d'Europe ont entrepris alors de « nouvelles formes de migration méridionales ». Beaucoup ont visité l'Orient, qui était alors représenté essentiellement par des monuments anciens, grands et figés, mais aussi par les « photographies anthropologiques ». L'Orient est une « construction mentale », un objet identitaire remplissant pour les Occidentaux une fonction de repoussoir, une mise en scène artificielle, « créateur d'irréalité », un « catalyseur de systèmes surréalistes »... Les photographes occidentaux de passage se sont intéressés aux lieux les plus remarquables et aux hommes, en créant un Orient artificiel de manière dominante⁸ d'une part, vulgarisant les cultures étrangères d'autre part. Parmi ces centaines de photographes et voyageurs de passage⁹, citons Gabriel Veyre qui a travaillé au Maroc¹⁰, et Jules Gervais-Courtellemont qui a pris la première photographie en couleur, une vue prise d'un toit du quartier des teinturiers à Damas, en Syrie (1910).

Dès le milieu du XIXe siècle des photographes européens ont vécu et travaillé en Afrique du Nord, par exemples Garrigues à Tunis et Geiser¹¹ à Alger. D'autres photographes professionnels se sont installés dans les grandes villes ensuite. Cette première génération était de formation artistique : artisans photographes de studio et d'extérieurs, éditeurs. Ils ont laissé des oeuvres de grande qualité, documenté les campagnes militaires, les personnalités et dressé un inventaire ethnographique et historique complet de l'époque coloniale. Leurs sociétés sont devenues de grandes « maisons », concentrées dans le centre des capitales arabes, avec des « succursales » dans les provinces et à l'étranger. Ils travaillaient avec des dizaines d'autres photographes professionnels, civils et militaires, achetaient leurs oeuvres sur catalogue.

Les techniques photographiques n'ont été apprises par les « gens du pays » qu'une génération plus tard, à la fin du XIXe siècle, toujours dans le but de constituer un inventaire iconographique du patrimoine national, là où les photographes européens n'avaient pas le droit de pénétrer, dans les mosquées par exemple. Le premier

photographe moderne musulman formé en Occident s'appelle Abdelhak El Ouertani. Il a suivi en 1894 une formation à la photographie à Lyon, en France, dans l'usine des frères Lumières¹². Il a été suivi par beaucoup d'autres. Cette deuxième génération de « photographes arabes » se démarque de l'exotisme de la « photographie coloniale documentaire et ethnographique »¹³. Elle est à l'origine des premiers groupements professionnels de photographes arabes comme le fameux Club Photo de Carthage, en Tunisie (1895). Ils ont édité des centaines de cartes postales du Maghreb.

Au Maroc, Flandrin fut l'un des plus importants éditeurs de cartes postales du pays, avec les procédés de l'héliographie et de la photographie. En plus des cartes dites « scènes types de la vie marocaine », il a documenté (en cartes postales) la vie des gouvernants et toutes les étapes du développement urbain de Casablanca, notamment la construction du port. Il y en a eu bien d'autres, comme Joseph Bouhsira par exemple¹⁴.

En Algérie, Jean Geiser a utilisé une montgolfière pour faire des photos d'Alger. Il a laissé lui aussi une oeuvre très importante qui est sujet à polémique aujourd'hui.

En Tunisie, un photographe allemand nommé Lehnert s'est associé avec un autrichien, Landrock, pour créer en 1904 une société d'auteurs d'une oeuvre pictorialiste aussi considérable qu'ambiguë dont la morale, inspirée d'un roman d'André Gide, est à contre-courant des valeurs bourgeoises. Certaines cartes de Lehnert ont eu une influence jusqu'en Iran¹⁵. En 1924, la société s'est installée au Caire.

Entre 1900 et 1945, « âge d'or » de la carte postale, les grands éditeurs nationaux et les photographes locaux ont joué à égalité sur le marché, abandonnant peu à peu les clichés orientalistes et ethnographiques, immortalisant les petits et les grands moments de la vie et de l'histoire, produisant des documents précieux et aujourd'hui très recherchés. Les cartes postales montrent de manière partielle mais réaliste le colonialisme et ses infrastructures, dans les capitales et les provinces. Les temps de guerres, de crises et autres faits divers ont marqué un tournant dans cette évolution : la « magie photographique » a laissé la place à la censure¹⁶. Cela

12 Biographie de Abdelhaq El Ouertani (1872-1896), premier photographe musulman.

13 Jean-Louis TISSIER et François STASZAK, La « scène » ethnographique. Exposition de la Bibliothèque Nationale de France : Trésors photographiques de la Société de géographie. « L'exploration du monde ».

14 « Maroc multiple, terre de partages ». Catalogue de l'exposition réalisée par le musée Albert Kahn en 1999 et montrée à la Maison de la photographie à Marrakech (2015). Lien vers le lexique : <http://www.maisondelaphotographie.ma/lexique.php>.

15 <https://etudesphotographiques.revues.org/747?lang=en#bodyftn6> consulté en août 2015.

16 Laurent GERVEREAU, Les images qui mentent: histoire du visuel au XXe siècle, Paris, Le Seuil, 2000.

a été bien remarqué par les mouvements indépendantistes naissants.

Perçue parfois comme étant une « acculturation originale », la carte postale peut être définie dans ce contexte comme étant, comme le cinéma, « l'implantation locale d'une innovation » dans des pays en situation de domination politique, économique et sociale, en un mot « coloniale »¹⁷, où les frontières régionales ne sont pas figées ni fermées aux influences étrangères.

1945-2011 : (r)évolution ?

Alors qu'en Europe la carte postale a connu après 1945 un déclin du fait de l'apparition des médias de masse (radio, télévision) et la mise en pratique de nouvelles techniques d'impression (héliogravure), elle a fait bon ménage dans les pays arabes avec la presse illustrée, la radio, où même la « paresse de l'écriture » et la baisse récente du prix des télécommunications et du niveau de l'éducation ne semblent pas avoir réussi à en venir à bout.

Après les indépendances, les sociétés d'éditions ont changé de propriétaires. Les cartes postales ont servi essentiellement à la propagande du régime : éloge de la modernité (années 1960). Et la communication vers l'étranger, la promotion touristique, en renouant avec une esthétique « à la gloire de la beauté du pays, de son peuple et de ses sites »¹⁸. D'où des critiques. Pour Malek Alloul, les représentations de « l'indigène colonisé(e) » ne correspondent pas à la réalité dans la société, que les photographies représentant des « fantasmes » d'occidentaux sont d'un goût douteux et donnent une mauvaise image des pays arabes, thèse contredite par Ferrié et Boëtsch (in *L'image dans le monde arabe*). Layla Belkaïd pense que les photos anciennes sont des documents historiques précieux sur les attributs féminins d'autrefois.

De « nouvelles » cartes postales, artistiques, sociales, de grand format et de qualité, n'ont pas eu un grand succès commercial, le discours culturel étant le monopole de l'Etat.

Problématique des images dans le monde arabe

Problème de fond et relations avec le pouvoir

La problématique principale que posent les images est celui

de leur correspondance avec la réalité¹⁹. Les cartes postales ne sont pas « l'exacte réplique du réel » mais sa reproduction sous forme de petites images imprimées.

L'illusion fonctionne. C'est pourquoi les images ont toujours été contrôlées et instrumentalisées par le pouvoir central dans les pays d'Afrique du Nord. On remarque plus récemment que la censure ou l'autocensure a été plus pratiquée que la propagande, car les images sont par nature assez difficiles à manipuler, et les citoyens arabes ne sont pas dupes.

Aujourd'hui les cartes postales anciennes sont parfois perçues comme étant les témoins d'un double épistémicide, relatif à certaines traditions politiques anciennes et aux cultures locales.

Dans le cas de la Tunisie, sous la colonisation par exemple, il y a une préférence initiale pour les motifs orientalistes, ethnographiques ou antiques, symboles d'une « grandeur passée », au détriment du patrimoine local, ou l'exposition systématique des cultures locales sous un aspect désavantageux, dans le but de « flatter le racisme ordinaire », créer du mépris ou la distance pour légitimer la colonisation²⁰, rechercher du pittoresque ou des fantasmes coloniaux, mais pas seulement.

Après la première guerre mondiale, il y a dans tous les pays du Maghreb une forte volonté de recensement, de communication et de promotion du patrimoine, à travers des travaux d'inventaire de qualité, dans un but de propagande politique ou économique (promotion du tourisme, incitation aux investissements, etc.). La carte postale coloniale s'adresse tout d'abord aux Européens. Elle utilise les langues européennes, mais aussi des dialectes (ou sabirs) de manière humoristique. Elle entend aussi apprendre aux Européens les rudiments de l'arabe, d'une certaine manière. Après les indépendances, la même politique semble avoir perduré : les cartes « scènes et types », depuis longtemps disparues, ont laissé la place à de nouvelles séries touristiques, de styles certes différents que sous la colonisation, mais de même nature. On a affaire ici à une tentative de contrôle des images par les Etats. En effet, elles posent problème aux gouvernants, qui font d'immenses efforts de légitimation pour gagner cette bataille symbolique.

Plusieurs questions ressortent : 1° Quel est le rôle des cadres de l'Etat dans la préservation du patrimoine culturel ? Comment sont-ils recrutés ? 2° Que peuvent faire les cadres de l'administration publique lorsque les gouvernants suppriment les postes d'anthropologues et d'urbanistes ? Qui pense le développement à long terme

19 Alain TIREFORT, Ivoiriens en images : la carte postale du premier quart du vingtième siècle.

20 L'une des premières cartes postales publiées en Tunisie représente la pendaison d'un « indigène » (1897). Cf. <http://www.monde-diplomatique.fr/mav/86/> consulté en août 2015.

7 Peintres, illustrateurs et photographes.

8 Edward SAID, *Orientalism* (1978).

9 Société de géographie (fondée en 1821), Société d'anthropologie de Paris, etc.

10 <http://egypte06.over-blog.com/article-l-usine-et-le-musee-lumiere-de-lyon-115009054.html> consulté en août 2015.

11 <http://musique.arabe.over-blog.com/article-jean-geiser-71138980.html> consulté en août 2015.

de la Cité ? 3° Peut-on parler d'un épistémicide²¹ volontaire ? Les critiques sont-elles justifiées ? En suivant des typologies (racistes ?) ne risque-t-on pas de retomber dans les excès de la communication non scientifique de la colonisation²², ou d'américaniser les sociétés arabes ? 4° Les régimes sont donc perçus à travers les cartes postales de la meilleure façon du monde. Cela nous amène à nous poser la question sur l'ostracisme politique qui a eu lieu après les indépendances et ses conséquences dans un contexte post-révolutionnaire.

Fonction des images de cartes postales

Les fonctions de la carte postale sont un produit de communication postal, à découvert, innovant et bon marché. Elles ont toujours été aussi un objet commercial publicitaire ainsi qu'un outil de propagande politique. Et un support d'illustration dessinée ou photographique, à vocation testimonial, de divertissement (humour), artistique, d'information, de propagande et de documentation. Les cartes postales sont un moyen de vulgarisation de l'inventaire du patrimoine national²³ (matériel, immatériel). Ce patrimoine se subdivise en photos de la nature (sites et paysages, arbres, phénomènes naturels...), avec la recherche de la grandeur (les êtres humains donnent l'échelle) ou du caractère exceptionnel. Témoignages sur les cultures : villes, rues, maisons, monuments, villages, ouvrages d'art, etc. Des photographies de personnes (en costumes, découvertes). Des «avatars» qui rappellent le pays (lointain, perdu, disparu), des souvenirs (famille, maison, rue, quartier, ville, enfance, jeunesse, événements et personnages particuliers, etc.). Ce sont enfin des objets de mémoire, de collection, de spéculation et de recherche scientifique.

Les cartes postales anciennes et modernes sont une source de micro histoire du monde arabe car elles apportent des indices et des témoignages qui sont en quelque sorte un «reflet objectif» de la réalité. Les images sont indissociables de la modernité. Le corpus est assez important pour que l'on s'y intéresse sérieusement. Quand à savoir si elles mentent : «Oui, peut-être, mais elles existent».

Les cartes postales ne servent plus seulement à la correspondance mais sont devenues aujourd'hui des documents servant de preuve à des événements qui ont de la valeur dans la vie d'une personne. Elles ont un grand potentiel économique en tant que « souvenirs » ou sur

le marché de l'art, qui reste entièrement à développer. De plus, ces produits ont une âme, contrairement aux gadgets en plastique fabriqués en Asie.

Les arabes s'interrogent sur leur identité. La demande culturelle est plus forte que jamais. D'après « Slowly »²⁴, il existe une grande indignation chez les citoyens qui, refusant les politiques autocratiques de leur pays, aspirent à plus de démocratie. Mais n'ayant pas forcément apporté les réponses attendues, elle a provoqué des soubresauts dans les esprits entraînant une curiosité accrue pour l'histoire, le patrimoine et la mémoire. Les citoyens soupçonnent un hold-up sur leur histoire et leur passé et recherchent, à travers l'image, à repenser librement toute leur culture et redéfinir leur identité.

L'image s'est dématérialisée. Les cartes postales représentent un enjeu de mémoire et ont encore un fort potentiel économique.

Il n'y a pas de différences significatives dans le traitement de l'image d'un pays arabe à l'autre. Les artisans photographes ont tous la même éducation technique ou artistique, utilisent les mêmes codes culturels, les mêmes techniques et font des images du monde arabe comme ils ont photographié l'Afrique ou l'Asie. Seuls les sujets, les lieux et peut-être les formes changent. Ils ont des styles différents mais il y a une profonde unité dans l'ensemble. Les puissances coloniales n'ont pas tout de suite compris l'intérêt de ce nouveau média et toléré n'importe quoi (photographies érotiques, scènes de combats montrées de manière crue, etc.) et puis ils se sont ressaisis, en faisant une propagande assez efficace, en choisissant de ne montrer que les beautés des terres fertiles. Ils ont ignoré partout les civilisations autochtones (par exemple berbères) là où ils ont estimé qu'elles n'étaient pas assez productives ou «utiles», n'ont montré que le «folklore» et ont traité avec condescendance les autres cultures. Les régimes issus des indépendances ont suivi la même politique en occultant dans certains cas les dynasties destituées. Les cartes postales se veulent donc un ensemble homogène d'un monde arabe pourtant si riche et si différent.

Les révolutions arabes de 2011-2012 offrent une opportunité historique pour que les réseaux et groupements professionnels nationaux se reconstituent, donnant aux éditeurs, photographes, artistes et journalistes arabes une existence et une visibilité collective réellement démocratique, libre et indépendante du pouvoir.

La recherche scientifique sur les images dans le

monde arabe est relativement ancienne et manque de suivi. Il n'existe pas pour l'histoire de l'image dans le monde arabe de corpus de travaux historiques universitaires comparables à ceux de l'histoire de la Poste ou la philatélie²⁵ ou la numismatique, par exemples. Il existe en France des fonds photographiques et de cartes postales importants sur le monde arabe et l'Afrique du Nord aux Archives Nationales, au Centre des Archives d'Outre-Mer (Caom), à Aix-en-Provence et à la Bibliothèque Nationale de France à Paris, mais ils n'ont jamais fait l'objet de dépouillements systématiques et ne sont pas disponibles sous forme numérique pour le moment. De même, les fondations ont annoncé de grands projets de recherche sur les images mais aucun n'a abouti. Il ne reste que les réseaux de collectionneurs, les savants et les érudits locaux pour faire avancer la recherche scientifique dans les pays arabes. Les collectionneurs ont une relation affective ou spéculative avec cet objet. Ils sont devenus de fait des experts en matière culturelle. Ils ont acquis un savoir historique que les peuples arabes ont tendance à oublier.

L'intuition développée par Pierre Veltz dans *Mondialisation, villes et territoires : Une économie d'archipel* (2014) ne semble pas être confirmée en ce qui concerne la question que nous traitons : les centres de décision se sont déplacés des métropoles vers la «province», et on est passé d'une économie capitaliste néo-libérale de marché à une «économie du don». Enfin, ce ne sont plus les élites (traditionnelles et modernes), les institutions établies ou les Etats qui ont le monopole de la production et du discours culturel mais les «citoyens du monde», qui prennent les décisions. Le réseau internet a changé le monde dans lequel nous vivons.

La frontière entre «cartes postales», photographie (d'art et de presse) et vidéo est très ténue.

La demande culturelle dans les pays arabes est actuellement très forte. Avec la démocratisation du numérique, les cartes postales sont devenues des objets virtuels numérisés, publiés et partagés dans des plateformes en ligne : ouvertes, interactives et participatives. Les groupes culturels dans les médias sociaux ont en ce moment un succès énorme. Entre «nouvelle histoire» et «visual history», cartes postales anciennes, vidéos et photographies, l'amateur de cartes postales s'est transformé en «picture seeker», participe à des discussions en ligne avec des pairs, et s'informe sur les peuples et les cultures arabes. Le patrimoine est visité à nouveau. Des projets d'exposition ou de musées voient le jour des deux côtés de la Méditerranée... Grâce à la reconnaissance automatique des visages, il est désormais possible de mettre des noms sur les personnages présents sur

des photos. C'est une démarche passionnante, libre, volontaire et gratuite, sans enjeux et donc comparable à une nouvelle «économie du don» dans le monde de la science et de la recherche. L'unité et l'homogénéité dans les pays arabes ne sont pas de nature politique mais linguistique et donc culturelle.

Bibliographie : état de la recherche

- Ouvrages généraux :
 - Éric Baschet²⁶ : 1900. L'Afrique découvre l'Europe. 300 photos sur l'Afrique noire et l'Afrique du Sud. Éric Baschet Éditions.
 - Gilles Bötsch, Jean-Noël Ferrié : La Mauresque aux seins nus : L'imaginaire collectif colonial dans la carte postale. In Images et colonies, P. Blanchard et A. Chatelier (Paris, Syros-ACHAC, 1993).
 - L'image dans le monde arabe (Paris, CNRS éditions, 1995).
 - Christelle Taraud : Mauresques: femmes orientales dans la photographie coloniale 1860-1910 (Paris, Albin-Michel, 2003).
- Catalogues imprimés et sites de vente en ligne
 - Les catalogues d'André Filder (Catalogue des cartes postales anciennes de collection ou «Argus Filder») qui existe depuis 1978 et celui de Gérard Neudin (L'Officiel international des cartes postales de collection dit «Annuaire Neudin») font autorité dans le monde des collectionneurs de cartes postales. Ils ont le mérite de recenser les principaux produits mis en vente sur le marché et leur associent une valeur financière ou «cote», ce qui donne un premier aperçu de leur qualité (rareté et intérêt historique).
 - Ebay, plate-forme de vente en ligne créée en 1995 par Pierre Omidyar, travaille tous les marchés y compris celui de la carte postale. Delcampe, un site spécialisé créé en 2005 par Sébastien Delcampe²⁷ entend faire de la concurrence à Ebay.
 - Le Maroc est le leader du marché, l'Algérie et la Libye des déserts commerciaux. Le marché tunisien a beaucoup de mal à décoller. L'im-

21 L'épistémicide est le rejet de toute rationalité quand elle ne convient pas.

22 Voir le fameux ouvrage de Narcisse COTTE, Le Maroc contemporain, qui dresse un tableau complet des «races» du pays (1860)

23 Nicolas BANCEL, Le sens des mots dans les usages de la photographie anthropologique (1860-1900).

24 Exposition «Ma Tunisianité» de Slowly (photographe), in La Presse de Tunisie. 17 août 2015.

25 Le livre Guinness des timbres (Londres, 1982).

26 Éditeur d'art (années 1980), aujourd'hui disparu, il a publié des albums de photographies thématiques réalisés à partir des archives du journal L'Illustration, dont les archives ont été déclarées «collection d'intérêt patrimonial majeur» par l'Etat français en avril 2007 et conservées à la Bibliothèque nationale de France, qui permettent de mieux comprendre la thématiques de la photographie. Les photographes européens ont traité de la même façon l'Afrique et l'Orient.

27 <http://www.delcampe.fr/> consulté en août 2015.

pulsion est donnée par de simples chercheurs et érudits, tandis que beaucoup essaient de s'approprier un sujet et font de la rétention d'information.

3. Bibliographies nationales

a. Maroc

- Philippe Lamarque, *Le Maroc d'antan à travers la carte postale*, Paris, HC éditions, 2011, 144 p. (ISBN 9782911207914).
- Commandant Laribe. *Le Maroc pittoresque. Fès-Meknès-et-région: album de photographies*. (Marseille, Les Imprimeurs d'art, s.d. (1917)).
- Marcellin Flandrin : *Casablanca de 1889 à nos jours* (1929). Album réédité en 1952, 1989 (Casablanca, éditions Serar).
- Une centaine de cartes postales réalisées dans les années 1910 par Ernest Désiré Michel et des photographies des mêmes lieux réalisées par son petit-fils Claude Michel environ 90 ans plus tard, le tout commenté et complété par une carte permettant de repérer les monuments photographiés. - Source : Wikipedia : Projet:-Maghreb/Bibliographie)
- La fondation marocaine "Banque Populaire pour l'éducation et la culture" a acquis en 1994 le fonds Flandrin, constitué de 40000 plaques photographiques.

b. Algérie

- Malek Alloula : *Le harem colonial, images d'un sous-érotisme* (Paris, Garance, 1981). Traduit en anglais (1987) : *The colonial Harem*. Translated by Myrna Godzich and Wlad Godzich (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1987). Réédité (Paris, Séguier, 2001).
- Malek Alloula et Layla Belkaïd : *Belles algériennes de Geiser* (Marval, 2001).
- Serge Dubuisson et Jean-Charles Humbert : *Jean Geiser, photographe-éditeur : Alger, 1848-1923. Chronique d'une famille*. In *L'Image dans le monde arabe* (1995) op. cit., pp. 275-290.
- L'Algérie vue par le photographe Jean Geiser* : <http://cartes-postales-jean-geiser.net/>

c. Tunisie

- Gabbous, Abdelkarim : *La Tunisie des photographes : 1875-1910. De l'invention de la photo à l'avènement de la couleur*. Garrigues, Lehnert et Landrock, Samama - Chikli, Soler et les anonymes (Tunis, Cérès Éditions, 1994).

- Guy Mandery : *Photographies et cartes postales à Tunis 1881-1914*, in *L'Image dans le monde arabe* (1995), pp. 291-298.
 - Geneviève Falgas : *Les Français de Tunisie en images* (2010).
 - Michel Mégnin : *Tunis 1900, Lehnert & Landrock photographes*²⁸ (Paris : Paris Méditerranée et Tunis : Apollonia, 2005).
 - Hédi Chenchabi : *Une révolution révélatrice de nouveaux regards photographiques en Tunisie: Histoire et actualité d'une photographie tunisienne peu connue*²⁹.
 - Tunisie : *histoire par les cartes postales anciennes*. www.tunisie-cartespostales.com
- d. Libye.
- Laronde, André : *La Libye a travers les cartes postales 1900-1940* (Paris, Paris-Méditerranée, 1997).
 - Nadalini Gianpaolo : *Images de la Libye à travers la carte postale (1900-1969)*.
- e. Égypte.
- Robert Vergnieux : *La carte postale en Égypte au début du XXème siècle*, in *Voyages en Égypte, Musée d'Art et d'Histoire de Genève*, (Genève, La Baconnière Arts, 2003), pp. 287-293.
 - Astrid Berglund³⁰ : *Lehnert & Landrock, l'immobile voyage en Orient. Mémoire sous la direction de Philippe Junod*. Université de Lausanne (2004).

28 Landrock n'était pas un photographe mais un gestionnaire de sociétés. Bibliographie de Michel Mégnin sur les débuts de L&L en Tunisie : http://michel.megnin.free.fr/pg_bib.htm consulté en août 2015.

29 <http://scienceandvideo.mmsh.univ-aix.fr/Varia/Pages/falgas.aspx> consulté en août 2015.

30 La société Lehnert & Landrock s'est installée au Caire, en Egypte, en 1924.

The image in the Arab world through postcards, by Olivier Clément-Jamil and Selima Abbou

« Postcard is printed on a semi-rigid format for postal use for a brief and open correspondence ». It is a medium for photographic images, very important, and containing many other information. As a clear testimony, it represents a collective memory and a « new history » issue. Postcards inform on tangible and intangible heritage (daily life, customs, arts, techniques), events and well-known figures of the Arab countries. As a magic item for collection and speculation, it is an « avatar » emotionally charged, symbol of a distant country, evoking familiar places.

Millions of postcards document continuously more than a hundred years of national history in the Arab world. Hédi Chenchabi has identified six periods of time in Tunisia.

Invention, Development

German idea (1865), Austrian invention (1869), universal adoption, postcards benefited in Europe from a favourable economical, cultural and technical environment. Daughter of the printing (...)

الصورة في العالم العربي من خلال البطاقات البريدية بقلم أوليفييه جميل و سلمية عبو

« البطاقة البريدية هي مطبوعة على محمل شبه صلب بغرض الإستعمال البريدي لمراسلة وجيزة و مكشوفة ». هي وسيلة إعلام و نشر جد مهمة للصور الفوتوغرافية و ذلك قبل بقية المعلومات التي تحويها. هي بمثابة شهادة دقيقة، تطرح إشكالية الذاكرة الجماعية، أو التاريخ الجديد. توثق البطاقات البريدية في كامل العالم العربي تراثا ماديا و معنويا (الحياة اليومية، العادات، الفن، التقنيات)، الأحداث و الشخصيات. هي شيء سحري، رمز لبلد بعيد، تستحضر الأماكن المألوفة. توثق الملايين من البطاقات البريدية أكثر من مائة سنة متواصلة من التاريخ الوطني في العالم العربي. و قد حدد الهادي الشنشابي ست مراحل كبرى منها.

الإختراع و التطور

هي فكرة ألمانية (1865) و إختراع نمساوي (1869) تبنّاها العالم بأسره. تمتعت البطاقة البريدية في أوروبا بمناخ إقتصادي، ثقافي و تقني مناسب. فكانت إبنة الطباعة و البريد الحديث و التصوير الشمسي، و كانت محتكرة من قبل الدولة قبل أن تتم خصصتها (...)



Olivier-Jamil Clément est historien. Collectionneur passionné de cartes postale, il est administrateur du groupe public Facebook Cartes postales anciennes : Mémoires de Villes... Tunisie. Intéressé par les choses de la Tunisie, il est l'auteur du Who's who in Tunisia et éditeur (Une femme debout, de Lilia Bouguira, aux éditions du Net, 2014).



Sélima Abbou Bey est ingénieur de formation et gère Conceptua, une entreprise de conseil stratégique. Fondatrice de l'association Touensa en 2011, elle s'intéresse particulièrement à la gestion publique et à l'efficacité de l'exécutif. Les cartes postales suscitent son intérêt car ils illustrent en partie l'histoire de la gouvernance tunisienne.



«Umayyad-mosque-aleppo-2013» by Gabriele Fangi, Wissam Wahbeh
<http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Umayyad-mosque-aleppo-2013.png#/media/File:Umayyad-mosque-aleppo-2013.png>

Patrimoine arabe en péril, cette mémoire qu'on efface

par Adnen El Ghali

En marge du congrès international sur le patrimoine des villes historiques arabes et africaines à Tunis le 4 juin 2015 sous l'intitulé « Gouvernance du patrimoine historique et traditionnel des villes arabes et africaines: Quels rôles pour les collectivités locales et la société civile ? »¹, la Fondation du patrimoine et des villes historiques arabes, par la voix de son directeur général, avait exprimé son inquiétude de l'augmentation des actes d'atteintes graves au patrimoine matériel du monde arabe dans un contexte régional marqué par de fortes tensions et des conflits armés violents et avait tiré la sonnette d'alarme devant l'ampleur de la catastrophe en cours.

Patrimoine et conflits

En matière de patrimoine, « la pire des menaces

¹ Organisée par la ville de Tunis, la Fondation du patrimoine et des villes historiques arabes (FPVHA) et le Secrétariat régional de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM) pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence française de développement (AFD) et l'Association de sauvegarde de la Médina de Tunis (ASM)

vient évidemment de la guerre »².

Au cœur des préoccupations de la Fondation, la Palestine, l'Irak et la Syrie, dont les conflits en cours ont endommagé de nombreux sites, y compris les sites inscrits au patrimoine mondial, ainsi que des musées et des bibliothèques, des mausolées et des édifices cultuels musulmans et chrétiens. Cette violence a engendré une épidémie de pillage et le commerce illicite de pièces archéologiques de manuscrits et d'objets divers revêtant un intérêt historique et archéologique et met en danger le précieux patrimoine culturel syrien véritable témoignage de richesse et de pluralité culturelle et religieuse. Pour ne citer que quelques exemples : à Alep, la Mosquée omeyyade connut de graves dommages sous les feux nourris de l'artillerie mettant à bas deux minarets, la violence des combats a également endommagé le « Crac des Chevaliers ».

La haine et l'intolérance religieuse ont eu raison de nombreux mausolées de saints et de prophètes chré-

² Roland-Pierre PARINGAUX, Un patrimoine à protéger. Planète des sites « en péril », Le Monde diplomatique, novembre 2002.

tiens et musulmans ainsi que des lieux de culte. Les musées d'Apamée, Alep, et de Raqqa et les sites archéologiques de Deir ez-Zor, Mari, Dura Europos, Halbia et Tell es-Sin ont été pillés et les biens volés font l'objet de recel. Aujourd'hui, c'est le site de Palmyre qui est investi par les milices de l'organisation de l'Etat islamique (EI) faisant peser des menaces de destruction et de ruine sur l'un des sites les mieux préservés au monde.

Si, pour le moment, l'EI a épargné les vestiges gréco-romains de cette oasis du centre de la Syrie, l'organisation a fait décapiter Khaled Assaad³, qui a dirigé pendant cinquante ans le site des ruines romaines de Palmyre, exposé le corps de l'universitaire en pleine rue, la tête entre les jambes, et diffusé les photos sur les

³ « L'EI a exécuté l'ancien directeur du site antique de Palmyre », Le Monde, 19.08.2015, http://www.lemonde.fr/international/article/2015/08/19/l-ei-a-execute-le-directeur-du-site-antique-de-palmyre-en-syrie_4729771_3210.html & « La perte de Palmyre, une catastrophe à la fois culturelle et humanitaire », Le Monde Culture et Idées, 21.05.2015, http://www.lemonde.fr/arts/article/2015/05/21/la-perte-de-palmyre-une-catastrophe-a-la-fois-culturelle-et-humanitaire_4638189_1655012.html#k5T1MoqeB3yUMlod.99 (sites consultés en septembre 2015).

réseaux sociaux. L'impact de ces images peut être difficilement mesuré aujourd'hui mais il est certain que la théâtralisation de l'exécution a pour objet de désigner les conservateurs du patrimoine, gardiens de la mémoire matérielle d'une culture, en tant que personnes à abattre, coupables de concourir à préserver une mémoire dont on ne veut plus.

Devant l'étendue des dégâts et leur irréversibilité, l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites), en coopération avec l'ICCROM (Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels) et la Direction générale des antiquités et des musées de Syrie (DGMA), a organisé en coordination avec l'UNESCO, un cours en enseignement à distance pour les professionnels du patrimoine culturel syrien du 7 au 8 janvier 2013 au musée national de Damas. Le cours a été dirigé par le Comité scientifique international de l'ICOMOS sur la préparation aux risques et avait pour objectif d'améliorer la capacité des experts syriens en patrimoine culturel à gérer et à faire face aux conséquences du conflit armé sur leurs

sites et collections de musées, en fournissant des informations vitales sur la gestion des situations d'urgence et les réponses à apporter en matière d'évacuation des collections, d'évaluation des dommages, de la création de réseaux et du renforcement des capacités des équipes techniques en prévision d'un rétablissement de la situation et d'une phase de reconstruction⁴.

Colonisation et atteinte au patrimoine

Jérusalem, Cité de la Paix, connaît des tentatives continues de modifier son histoire et est menacée dans son identité profonde. L'Etat sioniste construit un mur de séparation entre les territoires palestiniens et l'État d'Israël lui-même. Bien que la construction de ce « mur de la honte » soit considérée comme illégale par la Cour Internationale de Justice (CIJ)⁵, ce mur sépare des centaines de sites du patrimoine archéologique et culturel de leur élément initial.

Selon l'exposé écrit déposé par la Palestine pour l'avis consultatif de la CIJ, les dangers pour le patrimoine culturel sont nombreux : « Le patrimoine culturel est un élément de l'identité culturelle de la communauté palestinienne et fait partie intégrante du patrimoine humain. Le mur sépare les collectivités dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, de centaines de sites du patrimoine archéologique et culturel. De plus, peu d'opérations de sauvetage ont été menées pendant la construction du mur, ce qui indique qu'aucune évaluation adéquate des dommages à l'environnement et aux sites archéologiques n'a été réalisée avant le début des travaux ».

Selon le même rapport, plus de 230 sites archéologiques importants ont été isolés dans la zone fermée, sans compter les sites de « moindre importance », que le rapport chiffre à 1750 (cimetières, sanctuaires tours, etc.) Ainsi, dans la seule zone de Ramallah, plus de 500 sites se trouveront à l'ouest du mur, c'est-à-dire en territoire israélien. De plus, certains sites sont carrément détruits par la construction du mur, comme le site archéologique byzantin de Khirbet Salah, à Jérusalem.

Pour l'ensemble de la Palestine, le constat est amer. C'est l'ONG palestinienne Riwaq qui en fait état. Après avoir mené pendant 13 années la réalisation du re-

gistre national des bâtiments historiques (1994-2007), l'association a publié un inventaire en trois volumes contenant des fiches détaillées, des cartes et des photographies de plus de 420 villages répartis en 16 districts de la Cisjordanie, de Jérusalem et de la bande de Gaza.

Ce travail de fond, outil élémentaire et nécessaire pour une entreprise plus large de protection et de revitalisation du patrimoine bâti palestinien, a fait face à la triste réalité de la faiblesse des moyens humains et matériels disponibles, le triste constat de revenir à une protection sélective, et non générale, d'édifices isolés emblématiques du patrimoine palestinien ou, au plus, des portions de centres anciens⁶.

Au regard de ces actes de violences qui mettent en péril le patrimoine des villes historiques arabes, la Fondation a condamné fermement les atteintes au patrimoine et à l'identité de la ville sainte de Jérusalem et lancé un appel solennel à restituer les biens spoliés en Irak et en Syrie et à épargner les sites historiques dans les pays arabes en temps de guerre et a appelé les différentes parties à assurer la protection des biens culturels en cas de conflit armé et à établir un système renforcé de protection en faveur de biens culturels spécialement désignés.

Le patrimoine arabe, principale victime de l'incurie des gouvernants

Mais les conflits et la colonisation n'ont pas le monopole de la destruction du patrimoine arabe. L'incurie des gouvernants pèse de tout son poids.

Prenons le cas tunisien. Plusieurs villes sont inscrites au patrimoine mondial de l'Unesco. Le code du patrimoine fut promulgué en 1994⁷, ouvrage juridique de qualité, il ne sera pas suivi d'applications et les plans de sauvegarde et de mise en valeur (PMSV) qui y sont prévus n'ont toujours pas vu le jour. La régénération des quartiers anciens reste absente des politiques publiques en matière d'habitat de la grande majorité des pays arabes⁸. L'expérience de l'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis (ASM) qui a conduit de nombreuses opérations de référence et développé des réflexions sur les aspects culturels, économiques et sociaux de la question reste peu suivie et fait figure d'ex-

ception tant au niveau national que régional.

À la dégradation des centres anciens s'ajoute l'absence des plans de développement intégrés permettant de les insérer dans des dynamiques économiques et sociales plus lucratives. Le patrimoine bâti semble à ce jour perçu plus comme une ligne de dépense que comme un levier de développement économique. De même que les villes historiques tunisiennes ne disposent pas à ce jour d'une stratégie d'attractivité territoriale définissant des résultats à atteindre en matière de public cible à drainer et d'activités économiques culturelles et sociales à promouvoir à court, moyen et long terme.

Ces quelques exemples ne sauraient suffire à dépeindre une situation que d'aucuns qualifient d'alarmante. L'irréversibilité des pertes subies par le patrimoine arabe et la mise à mal du patrimoine immatériel du fait de l'insouciance des gouvernants ne laissent à ce stade rien augurer de bon.

S'il est difficile d'esquisser un panorama de la situation dans le monde arabe, c'est qu'aux conflits, à la colonisation, à l'incurie et à l'automutilation, décrits plus hauts, se joint un manque d'études et de documentation, lacune de taille condamnant le patrimoine architectural et urbain à disparaître au propre et au figuré.

Le fait que les lieux considérés comme héritage collectif soient l'objet particulier de programmes de démolitions organisées, alors même que les Etats arabes, en majorité, sont incapables de mettre en place une politique patrimoniale cohérente, prouve que le pa-

trimoine est bien un enjeu de taille, dont la portée a été parfaitement saisie par ceux qui veulent qu'avec les pierres, disparaisse la mémoire. Mémoire d'ailleurs impossible à reconstituer en l'absence de programmes scientifiques et éducatifs sérieux à la hauteur de la richesse du legs.



Né à Tunis en 1979, Adnen el Ghali a étudié l'architecture, l'urbanisme et l'histoire à Paris, Rome et Buenos Aires. Expert auprès de l'Association de Sauvegarde de la Médina de Tunis, il y a effectué de nombreuses recherches et contribué à des projets régionaux et européens de protection et de mise en valeur des métiers et espaces historiques de la Ville de Tunis.

Arab Heritage in Danger, this memory that erases, by Adnen El Ghali

On the occasion of the international congress on the heritage of the Arab and African historical cities, held in Tunis on June 4, 2015 on the issue of «Governance of the historical and traditional heritage of the Arab and African cities: What role for local authorities and civil society?», the Foundation for heritage and Arab historical cities, through the voice of its General director, had expressed concern to the increasing acts of serious harm on tangible heritage of the Arab world in a regional context marked by strong tensions and violent armed conflicts and had sounded the alarm bell given the extent of the disaster (...)

التراث العربي في طور الإندثار: هذه الذاكرة التي نمحوها بقلم عدنان الغالي

على هامش المؤتمر الدولي حول التراث والمدن التاريخية العربية والإفريقية الذي إنتظم بتونس في 4 جوان 2015 تحت عنوان « حوكمة التراث التاريخي والتقليدي للمدن العربية والإفريقية: دور الجماعات المحلية والمجتمع المدني ». أعربت مؤسسة التراث والمدن التاريخية العربية من خلال مديرها العام، عن قلقها من تزايد الأعمال الضارة والخطيرة ضد التراث المادي للعالم العربي في سياق إقليمي يتميّز بالتوتر الكبير وبالصراعات المسلحة العنيفة ودفنت المؤسسة ناقوس الخطر أمام حجم الكارثة القائمة (...)

4 Communiqué de presse du Conseil international des monuments et des sites, paru le 9 janvier 2013, mis en ligne sur le site de l'institution <http://www.icomos.org/fr/accueil-home/178-english-categories/news/568-la-protection-du-patrimoine-culturel-de-la-syrie-en-temps-de-conflit-arme-icomos-icrom-cours-e-learning-pour-les-professionnels-du-patrimoine-culturel-syrien>

5 Procédure consultative de la CIJ, conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé, juillet 2004. Consultable en ligne : www.icj-cij.org in Pascale COISSARD, La protection du patrimoine culturel en cas de conflit armé : enjeux et limites du cadre international, Mémoire de fin d'Études Séminaire droit international Sous la direction de M. Filali OSMAN (Mémoire soutenu en juin 2007), Institut d'Études Politiques de Lyon.

6 Voir le site de l'ong <http://www.riwaq.org/> et l'interview de « Suad Amiry: A Conversation », Kalimat, Issue 03, Autumn 2011 By Danah Abdulla and Karim Sultan.

7 Loi n°94-35 du 24 Février 1994 relative au Code de la Protection du Patrimoine Archéologique, Historique et des Arts Traditionnels, Journal officiel de la République tunisienne (JORT) n°17 du 1er mars 1994, p. 355- 361.

8 LESAGE Denis, « La régénération des quartiers anciens en Tunisie. Retour sur la conférence exécutive du 5 juin 2015. », Archibat, Revue maghrébine d'aménagement de l'espace et de la construction, N°35, juillet 2015, Tunis, p. 72.



Diaspora arabe: le cas des maghrébins de France

par Rafika Bendermel

Pas tout à fait Arabe, pas tout à fait Français. Beaucoup ont écrit, témoigné sur la double culture, l'identité complexe des Franco-Maghrébins, de leur « place » dans la société française. Chacun apportant sa pierre à l'édifice, le résultat pourrait sembler hétéroclite. Car s'il faut écrire un texte à propos des Maghrébins de France, généraliser les individus relèverait de l'erreur du débutant car il n'y a pas plus hétérogène que cette communauté qui n'a en fait de commun presque uniquement le patronyme arabophone, l'origine géographique ancestral et peut-être aussi la discrimination vécue tel un gène dans l'ADN.

Tour à tour dénommés indigènes avant les indépendances, puis immigrés à partir des années 1960, descendants d'immigrés voire même immigrés de la seconde génération s'il est possible d'émigrer par héritage, les décennies 80 et 90 voient l'arrivée du terme « musulman » suite à la révolution iranienne suivie de la première guerre du golfe. Les attentats du 11 septembre 2001 ont introduit le distinguo entre musulmans « mo-

dérés » et « radicaux ».

Plus récemment, sous l'effet d'un mouvement militant actif au sein de la gauche, c'est sous le concept de diversité que l'on qualifie aujourd'hui pudiquement la « communauté maghrébine » de France en lieu et place du terme d'intégration. L'origine géographique est alors gommée pour ne plus signifier que l'on est Français venus d'ailleurs mais Français différents, celle de la diversité. Les termes changent, l'altérité reste même si on peut souligner un effort dans le discours plus politiquement correct. Néanmoins, si les Maghrébins sont depuis un moment déjà sortis de la banlieue et ont intégré depuis la classe moyenne et voire même aisée, c'est sous le triptyque « immigration, violence urbaine et radicalisme religieux » qu'ils sont le plus souvent cités dans les médias mainstream. Pourtant à l'ombre du sensationnalisme qui fait la part belle aux faits divers, une génération a fait sa place dans la société française. Elle se pense française non pas d'ailleurs mais bien d'ici. J'aime le dire, il s'agit avant tout d'histoires individuelles occul-

tées de la mémoire collective.

Comprendre les Maghrébins de France c'est pénétrer dans une autre Histoire de France, un héritage méconnu des générations qui se sont succédées.

Acte fondateur : La Marche pour l'égalité de 1983

Arrivés dans les années 1960 pour reconstruire la France, dans une période de plein emploi, les immigrés nord-africains représentent une main d'œuvre bon marché, essentiellement masculine, vivent dans des cités dortoirs, et qui ne sont là que pour un temps. Mais le temps passe, et l'idée du retour s'éloigne. Les enfants naissent, grandissent et fréquentent l'école de la République. C'est alors le pays d'origine, le bled, qui devient un mythe, une bonne partie des enfants d'immigrés n'y ayant jamais mis les pieds. La génération des années 1980 marque un tournant, elle est la première née en France, née française. C'est alors un effondrement du

mythe du retour qui s'annonce, malgré les politiques incitatives au départ qui ont eu au final un impact limité. Entre temps la jeunesse des quartiers vit un mal être, entre crise identitaire et sécuritaire, la vague des crimes racistes s'intensifie avec les violences urbaines qui débutent. C'était au début des années 1980, la fin des Trente Glorieuses et de l'essor économique. La main d'œuvre immigrée n'est plus la bienvenue, le Front national, parti d'extrême droite, remporte alors ses premiers succès électoraux. Face au chômage qui augmente, l'immigré est pointé du doigt.

Pour enrayer le racisme qui s'immisce au sein d'une partie de la société française, des jeunes militants d'origine maghrébine, venus de la banlieue lyonnaise, décident de parcourir la France à pied. Leur action, qu'ils vont appeler « Marche pour l'égalité des droits et contre le racisme » avec le succès qu'il suscite (elle rassemble plus de cent mille personnes à Paris) va permettre à toute une génération de jeunes des quartiers populaires, cible du racisme, de s'organiser, s'engager dans

Reportage

« Douce France, la saga du mouvement Beur », IM'edia



un monde associatif qui leur ouvre les portes à défaut d'intégrer les mouvements politiques. Malgré quelques tentatives de fédérer les mouvements au niveau national, ce sont davantage les parcours individuels qui vont émerger de cette génération, que certains militants de l'époque estime sacrifiée.

Emergence de la « Bourgeoisie »

Véritable lame de fond, la bourgeoisie, surnom donné à l'élite franco-maghrébine, incarne l'émergence d'une classe moyenne qui a socialement réussi en France, au début des années 1990. Intégrant les codes de la méritocratie, c'est par la force du poignet, par l'éducation et le travail qu'elle parvient à mener son ascension sociale, malgré la discrimination et l'islamophobie. En parallèle des crispations identitaires qui traversent la France, (génération déculturée dit-on parfois) cette classe moyenne s'installe de façon durable. Pour atteindre cette réussite sociale, ceux qui l'incarnent se sont inscrits dans une mentalité de combattants acharnés. Le succès a pour beaucoup d'entre eux un goût de revanche en quelques sortes sur la vie difficile menée par les parents. Parfois illettrés, souvent peu éduqués, ils rasaient les murs et se consacraient tout entier au travail et à l'éducation des enfants. Leurs enfants, travailleurs également, quant à eux, sont sortis des ghettos pour revendiquer leurs droits. Un droit à l'égalité plutôt qu'un droit à la différence. « Elle a cru dans les vertus du système éducatif français, poussée le plus souvent par des parents analphabètes ou sous-éduqués qui vénèrent, comme beaucoup de prolétaires, le « diplôme » et la réussite scolaire, au-delà de l'aspect financier de la réussite. [...] La mobilité sociale ascendante par rapport aux parents est le but à atteindre à tout prix » comme la définit le sociologue Rabah Aït Hamadouche dans un article intitulé *La bourgeoisie d'origine algérienne ou les débuts d'une in-*

*tégration à marche forcée*¹. Une identité qui s'assume, une réussite sociale qui est un phénomène général dont on ne parle pas ou peu au regard du nombre.

De l'engagement militant à l'entrée dans la sphère politique

Français d'origine Maghrébine, ils font leur entrée en politique. C'est en 2002 sous la présidence de Jacques Chirac, qu'une secrétaire d'Etat d'origine algérienne, Tokia Saïfi est nommée au gouvernement. Un double tabou est ainsi brisé, celui de voir une Franco-Algérienne intégrer un gouvernement, et qui plus est de droite. Traditionnellement, les Franco-Maghrébins ont toujours porté leur vote en direction des partis de gauche et notamment le Parti Socialiste (PS). Mais face à la lenteur de l'ouverture du PS envers ces militants, souvent restés au stade de « colleurs d'affiche », c'est-à-dire militants de la base, c'est alors vers la droite que certains se sont tournés. Un chef d'entreprise d'origine algérienne confia un jour « la gauche a menti, la droite n'a jamais promis ». N'oublions pas, l'ascenseur social ayant fonctionné pour beaucoup, c'est une élite économique qui émerge, de plus en plus sensible au discours de la droite.

Depuis, d'autres Français d'origine maghrébine vont intégrer les hautes sphères du pouvoir politique. C'est sous l'ère Sarkozy, malgré le discours contre la « racaille des banlieues » qui a souvent stigmatisé les Maghrébins de France, rappelant l'association « immigration – violences urbaines – islam radical », que des Français d'origine maghrébine intègrent des ministères. L'exemple le plus emblématique est celui de Rachida Dati, nommée ministre de la Justice en 2007. Même si tous ne s'identifient pas à son personnage, elle marque un véritable changement. « Dans les années 1980, les tueurs d'Arabes étaient le plus souvent acquittés. Un jour un juge a crié en direction d'une famille d'une victime : « virez – moi cette vermine ! » Aujourd'hui quand je vois une Rachida Dati ministre de la Justice, je me dis qu'on en a fait du chemin, qu'on l'aime ou non » raconte Djamel Attalah, membre fondateur de la Marche pour l'égalité.

D'autres nominations vont suivre, petit à petit les Franco-Maghrébins prennent place dans la sphère publique, malgré l'islamophobie grandissante. Ces parcours de réussite sont souvent éclipsés par la problématique banlieue ; on s'imagine alors que tous les Arabes qui vivent en France y vivent. Bien sûr, certains quar-

¹ <http://www.hommes-et-migrations.fr/index.php?numeros/francais-et-algeriens/1525-La-beurgeoisie-d-origine-algerienne-ou-les-debuts-d-une-integration-a-marche-forcee> consulté en septembre 2015.

tiers populaires sont en majorité habités par des descendants de l'immigration nord-africaine. On se souvient alors des émeutes déclenchées en octobre 2005. Durant trois semaines, plusieurs cités faisaient la Une des JT. La violence cyclique qui touche ses territoires renforce la stigmatisation des révoltes à caractère sociale. On en souligne l'aspect identitaire, ainsi on ethnicise la question sociale. De tout temps, les franges marginalisées d'une société se sont révoltées contre leur situation. Cependant, les émeutes de 2005 ont produit un déclin au sien de la bourgeoisie. Des collectifs et associations ont émergé pour créer des passerelles entre jeunes de banlieue et monde professionnel. A l'instar des « Dérouilleurs », du Club Rhône-Alpes Diversité, ou encore l'exemple du Bondy Blog dans le domaine des médias.

Vers un exil inversé

Depuis quelques années, l'expatriation prend de l'ampleur. En parallèle de cette bourgeoisie qui a réussi, nombre de Franco-Maghrébins tentent leur chance à l'étranger, à l'instar des Français « pures souches » qui ne se voient plus vivre dans une société française perçue comme vieillissante et sclérosée. Ils s'expatrient dans les pays anglophones, en Asie du sud-est pour profiter du boom économique et, phénomène nouveau, beaucoup s'installent dans le pays d'origine², par rejet des discriminations ou l'envie de ne pas avoir à lutter plus que les autres.

Si la génération d'avant s'est saignée pour réussir, la génération suivante quant à elle ne veut pas « galérer ». Née dans une société en partie mondialisée, elle grandit avec internet. La génération 2.0 ne conçoit plus les frontières comme la précédente. Le monde est à sa portée. D'autres s'installent dans le pays durablement, attirés par la révolution en Tunisie ou l'ouverture économique en Algérie et au Maroc. Même si les codes sont différents, les atouts d'avoir étudié et travaillé en France font une différence. C'est alors une réappropriation identitaire que s'exécute. Une partie de soi qui est familière mais dont on ne saisit pas vraiment les contours. On découvre ou redécouvre son arabité. Un retour aux sources en quelques sortes, histoire de boucler la boucle.

Une identité culturelle en réflexion

Si l'on pose un regard extérieur, on peut se rendre compte que la « communauté » maghrébine de France a développé ses propres codes, sa propre culture, en par-

² Voir cet article du Monde Afrique du 25 juin 2015 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/06/25/ces-franco-algeriens-qui-s-installent-en-algerie_4662111_3212.html?xtmc=salsabil_chellali&xtcr=1 consulté en septembre 2015.

ticulier dans les villes de banlieues. Une identité propre et un dialecte maghrébin qui a évolué, après plus d'un siècle de présence en France, il est devenu une langue du Maghreb uni ou l'algérien se mélange au tunisien et au marocain. « Quand je suis arrivé en France la première fois, j'entendais des mots arabes que je n'avais jamais entendu auparavant. Les Arabes de France se sont appropriés leur propre langue » raconte Malek Khadraoui, fondateur du média tunisien Inkyfada. Descendant de la cinquième génération en France, Nabil Merad, ingénieur lyonnais d'origine kabyle explique « A mes yeux, on peut comparer la culture maghrébine à la culture bretonne ou franco-provençale. Elle s'est façonnée ici et ne ressemble à aucune autre culture arabe ». Cette culture franco-maghrébine épouse les lignes du « couloir naturel de l'immigration », en provenance du sud et notamment Marseille elle s'est développée dans les grandes agglomérations de l'Est de la France Grenoble, Saint-Etienne, Lyon et bien sur Paris.

Au pays d'origine, ils sont perçus comme étrangers, des « zimmigris » en Algérie, des « chez-nous-là-bas » en Tunisie. Bien qu'issus de parents nés sur cette terre d'Afrique du nord, la fracture linguistique joue un rôle important dans la différenciation entre la génération qui a grandi en France et celle qui est restée au pays. L'identité ne se vit pas facilement, attachée à une terre de laquelle ils ne sont pas issus mais sur laquelle ils sont nés.

Partageant le sentiment que l'exil est transmis de façon inconsciente, un ami militant marocain me confia : « L'exil c'est la douleur de l'amputé, invisible mais bien présente ».

J'ai personnellement effectué cette quête identitaire. Un jour au détour d'un reportage, j'entends parler pour la première fois d'événements qui se déroulaient au début des années 1980, aux Minguettes à Vénissieux (banlieue lyonnaise). Je ne m'étais jamais posée la question de mes origines en France, pourtant j'étais issue de la troisième génération. J'ai alors décidé d'aller à la recherche de ce passé inconnu des Maghrébins de France. Mes premières recherches m'ont amené à travailler sur l'histoire des banlieues, j'apprenais qu'ainsi elles n'avaient pas toujours été les ghettos ethniques et populaires qu'elles sont aujourd'hui. Ces cités étaient au début des années 1960 synonymes de progrès pour les premiers habitants qui quittaient les bidonvilles pour accéder à l'eau courante et l'électricité. Les Pieds Noirs cohabitaient avec les harkis et leurs enfants de même que pour les travailleurs immigrés qui fuyaient la misère d'une indépendance qui n'a jamais tenu ses promesses de progrès. Tous étaient immigrés. On écoutait du rock avant l'arrivée du hip-hop ; des concerts géants étaient

organisés au cœur de certaines cités.

J'ai cherché plus loin encore dans le passé. Je suis tombée sur la période des années de guerre et d'occupation en France. J'ai ainsi découvert l'histoire de Mohamed Ben Salah et Mohamed Ben Ali, deux Algériens arrêtés par la police et torturés à mort pour avoir commis des actes de sabotages à Lyon, peu après l'arrivée des Allemands dans la ville. Ils étaient historiquement les premiers résistants lyonnais exécutés. Je suis ensuite remontée au début du siècle dernier, à la genèse de cette histoire des Maghrébins j'ai découvert alors que j'avais sept ancêtres morts pour la France durant les deux guerres mondiales, dont un aïeul enterré dans la Marne depuis 1914, grâce à un outil de recherche du Ministère de la Défense (Mémoire des Hommes). Et des milliers de soldats venus du Maghreb sont également inhumés un peu partout dans le pays. Ces parcours qui ont façonné les Maghrébins de France, on peut parcourir leur histoire à travers l'exposition *Génération : un siècle d'histoire culturelle des Maghrébins en France*³.

Souvent la France a été une terre d'accueil pour les Algériens, Marocains et Tunisiens qui étaient indigènes chez eux. Ils y ont découvert la liberté qu'on leur refusait au temps de la colonisation. Ils y ont appris le militantisme, se sont créés en partis politiques, ont fondé des

³ <http://www.histoire-immigration.fr/2010/7/generations-un-siecle-d-histoire-culturelle-des-maghrébins-en-france> consulté en septembre 2015.



Rafika Bendermel est une journaliste franco-algérienne basée en Tunisie, fondatrice du Tunisie Bondy Blog, un média d'information local présent dans cinq régions du centre tunisien. Elle est également la co-fondatrice de l'Institut de Formation Multimédia de Gafsa (IFMG), le premier centre qui, depuis 2012, œuvre à l'insertion professionnelle des jeunes par le journalisme.

journaux. Après les indépendances, beaucoup de militants ont pris le chemin de l'exil, à nouveau c'est sur cette terre de France, formant des mouvements de résistance et d'opposition contre l'autoritarisme des élites qui ont usurpé les révolutions. Il y a quelques années encore, à Paris on manifestait contre Ben Ali à défaut de pouvoir le faire à Tunis. Il serait temps alors de ne plus entretenir la crispation identitaire, les deux rives de la Méditerranée s'étant mutuellement influencées. Les Maghrébins de France sont les héritiers de ce métissage.

Arab diaspora: the Maghrebis of France case, by Rafika Bendermel

Not entirely Arabs, not completely French. Many have written, testified on dual culture, on the complex identity of Franco-Maghrebis, on their «place» in the French society. Each playing one's part, the result might seem disparate. Should we write a text about Maghrebis in France, we would do a beginner mistake if we generalize, because there is no more heterogeneous than this community, which has in fact in common almost only the Arabic surnames, the ancestral geographical origin and, perhaps, the experience of discrimination rooted such a gene in the DNA.

They are alternately referred to as «indigènes» before independence, and «immigrants» from the 1960s, descendants of immigrants or even second generation of immigrants (if it is possible to migrate by inheritance). With 80' and 90', appeared the term «muslim» (...)

الجالية العربية: حالة المغاربة في فرنسا بقلم رفيقة بن درمال

لاهم بعرب تماما و لا بفرنسيين تماما. كتب منهم الكثير ليتحدثوا عن ثقافتهم المزدوجة و الهوية المعقدة للفرنكو-مغاربة و «مكانتهم» في المجتمع الفرنسي. يساهم كل منهم في بناء هذه الهوية و لكن النتيجة تبدو متباينة. إذا وجب الكتابة بخصوص المغاربة في فرنسا، فيجب ألا نفع في أخطاء المبتدئين بتعميم الأفراد لأن هذه المجموعة هي من التباين بدرجة تجعل ما يجمعها لا يتعدى الأسماء العربية و الأصول الجغرافية و التفرقة التي لازمتها.

سمي المغاربة بالسكان الأصليين قبل الاستقلال و بالمهاجرين ابتداء من 1960، و من ثم تمت تسميتهم بأبناء المهاجرين أو بالجيل الثاني، لكن الهجرة بالوراثة ممكنة. و ابتداء من الثمانينات و التسعينات، أصبح من الدارج استعمال كلمة «مسلم» (...)

The role of the diaspora in supporting the transitions in the Arab world: the Tunisian case by Mohamed Malouche

What propelled India to be the World's IT hub? What shaped the Asian tigers' incredible growth? What made China the World's manufacturer? Engaging their respective skilled Diasporas! Tunisia's diaspora knowledge, experience and network should be leveraged at this critical juncture of the country's history. Arab professional diasporas throughout the World can play a historical role in enabling smoother transitions in their countries of origins.

Prior to the January 2011 revolution, the majority of Tunisians living abroad did not engage in Tunisian political, economic, or social activities in order to avoid being associated with the former regime. After the revolution, a shift occurred as Tunisians living abroad were relieved and proud to see the notoriety of Tunisia increase worldwide. Eager to help in any way possible, they became involved in all aspects of Tunisian political, economic, and social development. The genuine energy and engagement that began post the revolution needed a proper channel in order to harness the support and create a sustainable model. Organizations that were

successful in doing this were focused, and had long-term, sustainable goals. Among these organizations, professional diaspora associations can be especially effective in driving greater economic and political support to their country of origin. These associations can play an important role as individual investors and promoters of foreign direct investment, while also striving to increase the depth and breadth of economic ties, cooperation and exchanges between their country of residence and Tunisia. This "bottom-up" approach has proven successful Tunisia and continues to be a way for Tunisians living abroad to support the transition.

A "top-down" approach should also be employed in diaspora engagement, as Arab governments should better leverage their diasporas to increase investment (not only remittances) in their countries. By focusing on this base of people that are already predisposed to support the country, governments have the opportunity to create an incentive and investment structure that could be expandable beyond just the diaspora.

In the case of Tunisia, the country needs an econo-

mic revolution after the political revolution, democracy has to pay off, and despite the distance and the many challenges diasporans can contribute substantially to a successful transition. This article suggests employing both the “bottoms up” mentality and the “top down” approach to engage and leverage the potential of the diaspora. In the first section, simple actions are suggested that individuals and groups within the diaspora can undertake to support transitions in their countries of origin. This is supported through a case study of a successful export program in which a Tunisian diaspora association in the United States worked with both the Tunisian and US governments, and the respective private sectors, to enable handicraft exports from Tunisia to the US. This resulted in the creation of hundreds of jobs and, most importantly, hope for women and youth of several interior regions in Tunisia. The second section lays out how governments can increase foreign direct invest by focusing on engaging people in their diaspora. It examines a few actions that the Tunisian government ought to enable to leverage the untapped potential of diaspora investment and savings.

Diaspora involvement: Four impactful ways the Tunisian skilled diaspora can support the transition

During a conference in New York City last year, I was intrigued by a comment that a Tunisian official made to a professional diaspora audience: he said in substance “come back to your country! You will be paid much less but your country needs you in these difficult times”. While the call is appealing and deserves serious thought, Tunisians living abroad can be as useful to Tunisia overseas, as they could within the country. If properly engaged, the skilled diaspora can be a powerful engine of economic growth for Tunisia and an important advocate in their country of residence. Diasporans can serve as a bridge to increase economic ties, develop partnerships and create exchanges between Tunisia and the World.

Tunisian diaspora engagement has taken many forms in the past, mainly through remittances and investment. Remittances, for instance, accounted for 5% of GDP in 2014 and 22.7% of national savings, one of the four leading sources of foreign currency. Diaspora investments covered nearly 5,500 projects in 2014, two-thirds of which were in the services sector. Unfortunately, since the revolution, both remittances and investment levels have gone down. While the situation in Libya and the economic crisis in Europe can partially explain this regression, security concerns and the political turmoil have also played a major role. Today, with the adoption

of the constitution and the upcoming elections, the energy that seemed to be fading away over the past two years is back. While the political, economic and security hurdles will continue, there is a window of opportunity now for the diaspora to reengage in force. With 1.2 million Tunisians living abroad, a third of them in managerial, scientific and services oriented positions, the skilled diaspora can and should engage in supporting the economic rebirth of Tunisia at this critical juncture by contributing its knowledge, network and advocacy capabilities.

It is ideally positioned to undertake the following four major actions:

1. Promote the value proposition of Tunisia abroad

The skilled diaspora can be a powerful voice for Tunisia as it can portray an accurate, representative and balanced image to potential investors, tourists and civil society. The key learning out of our experience at the Tunisian American Young Professionals (TAYP) is that promoting Tunisia as an investment destination needs to be done in a very subtle, differentiating way because our audience hears similar messages coming from other countries in the region. An effective investment pitch needs to go above and beyond the fundamentals of Tunisia (geostrategic location, educated society, attractive wages to quality ratio, fiscal advantages, infrastructure) and encompass the value add of the country as a platform for expansion to Africa, the Middle East and Southern Europe. The pitch also needs to point to Tunisia’s gains since the revolution: isn’t our proactive civil society the best guarantor for transparency and rule of law? Hasn’t the compromise reached on the constitution and the appointment of a non-partisan technocratic government in early 2014, a great example that dialogue can become the norm and thus pave the way to fair dispute resolution and better governance? Aren’t the Women of Tunisia, a powerful and compelling differentiator, and an indicator of openness and risk mitigation? Those are a few examples of Tunisian trademarks, and the diaspora should emphasize them when presenting Tunisia.

In promoting investment to Tunisia, the diaspora plays a key role in enabling a balanced exchange of views on partnerships, opportunities and challenges. The diaspora should highlight the comparative advantages of Tunisia but also provide reality checks because while it would be great to attract additional investors to Tunisia, we should also be equally interested in seeking their feedback in order to communicate the message back to the Tunisian government on what needs to be improved from an investor standpoint. In this way, diasporans can truly play the role of facilitator between policy makers and private sector, and a bridge between

the two countries.

2. Advocate for international support to a nascent democracy

Tunisia is the best hope for a functioning democracy in the region. It is a huge opportunity for the World, but one that remains fragile. In order to deliver on security, restart the economy and create an atmosphere prone to investments, the future elected governments will need support from every Tunisian, in particular those who live outside the mother land. The diaspora can increase Tunisia’s visibility with other governments, international organizations, the media, and nongovernmental organizations by sending letters, collecting signatures for a petition, writing opinion pieces in local and national newspapers, blogs and news-related Web sites to express their opinion and advocate for Tunisia. One example is advocating for accrued elections monitoring, democracy and governance aid. But no elections would go smoothly without a stabilized economic and security environment. Hence, support is equally important in these domains. So are exchanges for students, academics, civil society leaders and private sector which enable increased understanding, ties and partnerships.

3. Launch training, mentorship and capacity building programs in Tunisia

Diaspora can be a meaningful force of economic change. Many ministers in the current and previous governments were selected among the diaspora to bring new ways of operating. Skilled diaspora members possess much needed knowledge, experience and international connections. They exhibit a dual understanding of the art of the possible in their host country coupled with exposure to the challenges that exist in Tunisia.

Successful diaspora engagement is abundant worldwide. The Indian and Irish diaspora networks are known examples of groups that have provided connections, facilitated technology and knowledge transfer. For example, the ‘Indus Entrepreneurs’ was started in the 90s by Indian diaspora engineers with the intent to support and mentor promising Indian entrepreneurs. It contributed to thousands of success stories by helping to advance regulations while promoting the venture capital industry in India.

For Tunisia, organizations such as ATUGE in France, NATEG in Canada made economic empowerment of youth in Tunisia a core goal. NATEG, for example, organizes an annual three-day engineering summer camp, that brings together engineering students, faculty and business leaders from Tunisia, the US and Canada. ATUGE organizes a yearly forum to connect enterprises with job seekers, foster entrepreneurship, discuss policy and build networks among business leaders. Other

diaspora led business competitions and events are also contributing to strengthen the ecosystem of entrepreneurship in the country.

Our goal at TAYP is more modest: to create a few success stories that are impactful through proper mentorship. By highlighting successful endeavors, these examples could serve as a locomotive to encourage entrepreneurship and spur further economic growth through private enterprise. It is important at this early stage of democracy to create a dynamic where trust is enhanced in order for the youth to believe that success is achievable in a system that now favors fairness and meritocracy.

4. Engage in volunteering and community service in Tunisia

Diasporans visits home to Tunisia often become a frenetic family and friend’s roadshow. What was once envisioned as a peaceful time to reenergize turns into an enjoyable, but often hectic time that almost necessitates a vacation after the vacation.

Yet, diasporans can contribute to sharing with their friends and families some of the best practices learned in their country of residence. One idea is to engage in community service and volunteering for local or national causes. When the idea of community service is brought up in Tunisia, people tend to discard it rather quickly and ask why they would do something for which they are not paid. The reasons are simple: in addition to the self-satisfaction of doing something for the community and the country, volunteering is an experience that is proven to teach creativity, valuable soft skills, and how to deal with different, and sometimes difficult, situations. It also provides a venue to build a greater network which, in turn, may well enable many to find a job or an activity that they are passionate about. President Obama was a community organizer in Chicago and he often refers to that experience as fundamental stepping stone in his life.

The Tunisian skilled diaspora has the capacity to contribute to Tunisia’s transition, above and beyond these suggested actions. It ought to channel its energy and care for Tunisia and transform them into actions. Distance is a challenge, but it can also be an opportunity as a perspective from outside the country is often less emotional, grounded in facts, and therefore more constructive. In a global World where collaboration and information sharing is critical, the Tunisia’s skilled diaspora involvement has to focus further on knowledge exchange and on joining projects with the home country. It is an engaged way to give back, but also to learn, connect and strive to overcome many constraints and imperfections that exist in the home .

Government role: Focus on its diaspora first to bring foreign direct investment

Tunisia needs an immediate cash injection and substantial investments to finance its deficit and grow its economy. The diaspora, historically an important source of remittances, has largely been untapped as a source of investment due to the lack of appropriate financial mechanisms. In conjunction with efforts aimed at attracting foreign investors to Tunisia, the government should also tap into the Tunisian diaspora's wealth and savings rather than only rely on its income. In a situation where Tunisia's economy needs all the help it can get, putting in place proper financial vehicles such as diaspora funds or certificates of deposit can yield important sources of cash while attracting the most natural investors group. Diaspora engagement sets the stage to bring accrued and vested foreign direct investment to Tunisia.

1. The problem: the diaspora contributes remittances, but their investments remain low. In 2013, the Tunisian Diaspora only invested 0.26 percent of GDP (196 million dinars across the industry, services and agriculture sectors). Tunisians living abroad send cash, but also invest in real estate and in family enterprises or small/medium size companies. Furthermore, remittances come directly from their income, rather than from their savings. A town hall discussion conducted by the Tunisian American Young Professionals, revealed there are valid reasons why diasporans are reluctant to place their savings in Tunisia. During the meeting North American Tunisian professionals revealed two main reasons :

- It is easier to maintain savings in the country of residence- with more available financial instruments depending on risk appetite (bonds, mutual funds, stocks etc.). Communication relative to investment vehicles and opportunities in Tunisia is minimal if not absent.
- It is difficult to maintain savings in Tunisia- a lack of transparency, distrust in the financial system, conversion risks, and general instability in the country remains a point of genuine concern for a diaspora that fears its money could either evaporate or get stuck in Tunisia

The government can help mitigate these barriers, by focusing on the diaspora as first mover investors and by creating the proper incentives and investment vehicles for Tunisians living abroad.

2. Focus on diaspora as first movers investors
The Tunisian government and private sector encourage

foreign investment by citing its strong fundamentals (educated population, good infrastructure, middle class, fiscal incentives, etc.), its position as a hub for expansion to Africa, Europe and the Middle East and the predictable medium term stability, transparency and rule of law that Tunisia can offer as it transitions toward democracy. World Bank statistics, however, show that Foreign Direct Investment (FDI) decreased by %41 in 2013 and the influx of FDI to Tunisia in 2014 remained low. With risk-averse investors looking to other options, the Tunisian government cannot afford to ignore the enormous potential for diaspora investment. By focusing on convincing the Tunisian diaspora to invest in Tunisia by addressing the two key issues cited above, the government could greatly enhance its FDI base.

The diaspora maintains emotional ties with Tunisia and a natural inclination to improve its condition- more so than the average foreign investor. Tunisians abroad also have an advantage given their familiarity with the cultural and business environment, enhancing their ability to better estimate and control for risk. They are an ideal target group to be first mover investors. Diaspora investment must come first before Tunisia can focus on attracting masses of foreign direct investors. Thus the government needs to facilitate and cater to prospective diaspora investors. If it is not able to convince its own diaspora to invest, fewer foreign investors will be convinced of the promise Tunisia holds. On the contrary, if diaspora commits to investing into Tunisia, it sends a strong signal of potential opportunity to other investors, hence creating a potential investment rush to not "miss out".

3. Proper incentives and investment vehicles
If properly incentivized, the diaspora can become the largest body to invest in the growth of their own country. If each Tunisian commits to keeping an average of 1,000\$ in savings in Tunisia, the additional 1.2\$ billion will present new opportunities for those seeking financing. In order to do this, the government should allow the establishment of proper investment vehicles that target the diaspora such as:

- The ability to open savings through foreign currency certificate of deposits in Tunisian banks. These accounts can be denominated in Euros or dollars instead of only in convertible Tunisian dinars, hence transferring conversion risks away from the diaspora investors.
- A diaspora bond system should be developed in which Tunisians would pay a premium in exchange for more visibility/transparency and influence exercised by diaspora bond holders

on the type of investments. These funds could be used in infrastructure projects in the South and Western parts of the country, and if fully transparent and participatory, the diaspora should be able to weigh in and ensure that those investments are conducted with a focus on regional infrastructure development. For example, an internet based investment platform could help ensure such transparency.

- Creation of a socially responsible portfolio investment diaspora fund with patriotic low level of returns (interest rate indexed on growth or inflation, not to exceed %3 in local currency) focused on microfinance – microfinance enables rapid creation of employment in the most vulnerable regions of Tunisia at relatively low cost and low risk.
- The formation of a dedicated unit within the Foreign Investment Promotion Agency that aims at informing, promoting and communicating the range of diaspora vehicles and investment incentives

Tunisia's massive budget deficit and trade imbalances necessitate attracting FDI, reforming its investment code, upgrading the financial regulatory system and simplifying convoluted administrative procedures. But these reforms will take time and Tunisia needs money now. Establishing diaspora-oriented CDs, bonds or funds are actionable and require little political capital to enact. Many examples of diaspora bonds and funds illustrate the benefits of tapping Tunisia's diaspora community. In recent years, a number of emerging economies have aimed to attract diaspora savers to foreign currency deposit accounts: Turkey offers accounts to all Turkish passport holders residing abroad; Egypt issues bonds to Egyptian workers throughout the Middle East; India regularly issues bonds to avoid balance of payments crises and shore up international confidence in India's financial system.

Rather than replicating what has been done already, Tunisia can engage the diaspora to weigh in on their preferred investment vehicles (International Financial Institutions such as the World Bank can support diaspora surveying at no cost to Tunisia) and inspire other mechanisms for economic growth. For instance, leveraging technology, particularly crowdfunding to increase transparency and give diaspora investors the confidence they need is but one example of the creative ways Tunisians can contribute to their country's transition.

Le rôle de la diaspora dans le soutien aux transitions dans le monde arabe: le cas de la Tunisie, par Mohamed Malouche

Comment l'Inde a-t-elle été propulsée au niveau d'un hub mondial des nouvelles technologies? Comment a été façonnée l'incroyable croissance des Tigres asiatiques? Comment la Chine est devenue l'industriel du monde? En engageant leur diasporas compétentes! Les connaissances, l'expérience et le réseau de la diaspora tunisienne devraient être utilisés comme un levier à ce moment critique de l'histoire du pays. Les diasporas arabes, faites de professionnels (...)

دور الجالية في دعم التحولات في العالم العربي: الحالة التونسية بقلم محمد مالوش

مالذي دفع بالهند لكي تكون مركز تكنولوجيا المعلومات في العالم؟ ما الذي شكل النمو المبهل «النمو الآسيوي»؟ مالذي جعل من الصين المصنّع الأول في العالم؟ : تشير كفاءات جالياتها. يجب ان تثن المعرفة و الكفاءة و شبكة العلاقات التي تكتسبها الجالية التونسية بالخارج في هذه المرحلة الحرجة من تاريخ البلاد. يمكن للجالية المهنية خارج العالم العربي (...)



Mohamed Malouche is a consultant and the Board Chairman of the Tunisian American Young Professionals, a diaspora association seeking to increase economic cooperation, ties and exchanges between Tunisia and the United States. He is also a board member and the Treasurer of the Tunisian American Enterprise Fund, a fund established by the US government to support Tunisian SMEs and entrepreneurs.

Le monde arabe : Des régimes autoritaires et des élites indifférents à l'intégration économique, par Nizar Ghanem

Après la fonte des neiges des anciens régimes arabes et l'apparition de l'herbe, comme dit un proverbe libanais, nous constatons que le monde arabe est encore loin de réaliser les rêves de développement et de prospérité de ses habitants.

Les difficultés structurelles que rencontrent les économies dudit « monde arabe » ne seront pas éliminées par des rêves moyenâgeux de Califat islamique ou des discussions sur la nature de la crise de la culture arabe.

Le manque de sérieux dans la création d'un modèle de développement arabe pouvant faire jaillir les capacités des peuples arabes, va rendre la situation encore plus compliquée, surtout que l'économie mondiale connaît une série d'explosions des bulles financières. Le plus grand défi auquel le « monde arabe » fait face aujourd'hui est comment élaborer un plan de développement local et régional qui peut garantir des opportunités d'emploi pour des millions de chômeurs (...)

The Arab world: Authoritarian regimes and elites indifferent to economical integration, by Nizar Ghanem

The Arab World: Authoritarian regimes and business elites remain indifferent to regional economic integration.

The aftermath of the toppled Arab regimes remains full of difficulties. The so called «Arab world» is incapable of fulfilling its inhabitants dreams of development and prosperity. The structural problems facing the economies of the Arab world can be transcended neither by Medieval dreams of an Islamic Caliphate nor by acrobatic commentaries on the nature the Arab cultural crisis. The lack of serious efforts to construct an Arab developmental model capable of fulfilling the dormant capacities of the Arab societies will make the situation more complicated. This is exacerbated by a series of financial bubble meltdowns hitting the world economy.

Drawing up a local and regional development plan that can ensure employment opportunities for millions of unemployed is a critical challenge facing the Arab world... (...)



نزار غانم مستشار في مجال السياسات العامة والبحوث النوعية والكمية
قام بتأليف التقارير ونشر المقالات العملية حول مجموعة متنوعة من المواضيع المتعلقة بالادارة والتنمية في منطقة الشرق الأوسط. حائز على درجة الماجستير في العلاقات الدولية والاقتصاد من كلية الدراسات الدولية في جامعة جونز هوبكنز

تمثل 12.4% فقط من إجمالي التجارة في عام 2009. بلدان المغرب العربي لا تستثمر أو تتاجر مع بلدان المشرق العربي وتظهر انحيازاً واضحاً للتداول مع الاتحاد الأوروبي. وبالنسبة للبلدان الغنية بالنفط فحصتها من التجارة البينية يتفاوت بين 0.9 في المئة في الكويت وفي حده الأقصى 13.1 في المئة (عمان) في عام 2002. صدرت عن الدول العربية الأخرى أقل من 10% إلى دول عربية أخرى في عام 2002. وإذا قارننا مدى انفتاح المنطقة العربية على التجارة العالمية مع أميركا اللاتينية لوجدنا أن مستوى الانفتاح أعلى وذلك لأن الدول العربية فضلت التعامل الفردي مع الخارج بدل التصرف ككتلة اقليمية اتجاه الاقتصاد العالمي (من خلال اتفاقيات التجارة الحرة الثنائية مع الاتحاد الأوروبي والولايات المتحدة). عدم قدرة العالم العربي على التعاون من خلال كتلة اقليمية فاعلة يضعف القطاع الخاص العربي. إن تجزأة السوق في المنطقة العربية يحرم الرياديين العرب من فورات الحجم economies of scale التي يمكن أن تؤسس لها سوق اقليمية أكثر تكاملاً. يجعل هذا من القطاع الخاص العربي غير قابل للمنافسة في السوق العالمية التي اتجهت نحو التكتل في كتل تجارية اقليمية.

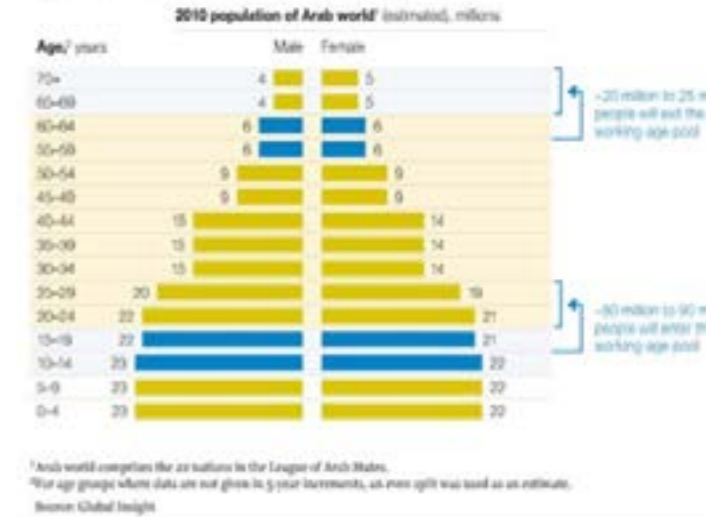
لماذا لا يوجد المزيد من التكامل الإقليمي؟

انخفاض مستوى التكامل بين الدول العربية غير مبرر نظراً للفوائد الاقتصادية الواعدة والرغبة التاريخية والواسعة النطاق من أجل الوحدة السياسية والتكامل. إن التفسير كما أشرنا سابقاً يعود إلى أن معظم الدول العربية تتولاها نخب اقتصادية صغيرة تسيطر على البنوك وشبكات الاتصالات. هذه النخب ليست لها مصلحة في التكامل الإقليمي مع نظام تجاري بناء لأنه يكسر الاحتكارات الضيقة للطبقة البيروقراطية ويؤدي لولادة قطاع خاص عربي يهدد النخب العسكرية الاحتكارية⁶. إن النظام التعسفي في المنطقة العربية ينظر إلى هذه الامكانية بقلق بالغ ويحاول جاهداً الحفاظ على الامتيازات الاقتصادية لدول ما بعد الاستقلال. إذ من شأن التجارة والتصنيع الإقليميين أن يعزز من مداخل الطبقة الوسطى التي تهدد الحكم الاستبدادي.

4 BOLBOL, Ai and Fatheldin (2005) "Intra-Arab Exports and Direct Investment: an Empirical Analysis", Arab Monetary Fund, page 12.
5 HOEKMAN, MESSERLIN, 2002
6 Adeel MALIK, Bassem AWADALLAH, The Economics of the Arab Spring, 2013, page 297 Available at: www.csae.ox.ac.uk/workingpapers/pdfs/csae-wps-2011-23.pdf

العالم العربي ل 60 مليون وظيفة جديدة خلال العشر سنوات القادمة لكي نستطيع حل مشكلة البطالة. كيف ومن أين للعالم العربي ان يجد الشروط المادية لتأسيس اقتصاد انتاجي؟

The Arab world's employable population will grow dramatically over the next 10 years.



العالم العربي: نحو التكامل الإقليمي

إذا نظرنا إلى العالم العربي نرى مجموعة غير متجانسة من البلدان. من جهة النظر الاقتصادية تختلف البلدان العربية من ناحية نصيب الفرد من الدخل الوطني، الموارد الطبيعية وعوامل الانتاج. من الناحية النظرية، يمكن لهذه الاختلافات بين بلدان المنطقة ان تولد الحوافز لتبادل البضائع، العمال ورؤوس الاموال. فالدول الغنية بالعمالة لديها ضعف في حجم رأس المال (انظر الخليج ومصر على سبيل المثال) كما أن وجود اختلاف جغرافي واسع قد يؤسس لتبادل تجاري حيث تتكامل المنطقة عبر التخصص. كما ان وجود تقارب في الدين والتاريخ والابعاد الثقافية الأخرى يؤسس لامكانية التكامل والتعاون الاقتصادي بناء على الثقة المتبادلة.

وعلى الرغم من هذه العوامل الواعدة، تملك المنطقة العربية أدنى مستويات التجارة البينية في العالم ويقابلها مشاركة منخفضة في النظام التجاري العالمي. على الرغم من أنه تم خفض الحواجز الجمركية في سياق الإصلاح الاقتصادي، لا تزال الجزائر وليبيا تمارس الحمائية التجارية اتجاه الجيران العرب. وقد تمكنت بلدان مثل تونس والمغرب ومصر من بناء قطاع تصدير لا بأس به ولكن البيروقراطية العالية والروتين الإداري يعيق اللوجستيات التجارية ويجعل من التبادل الاقتصادي أمراً معقداً وغير مربح بالمرة.

ونتيجة لذلك، وعلى الرغم من الزيادة المستمرة منذ عام 1990، إن التجارة البينية في المنطقة العربية لا تزال



The Visual Explorer / Shutterstock.com

العالم العربي: أنظمة استبدادية ونخب لا مصلحة لها في التكامل الاقتصادي بقلم نزار غانم

بعد أن ذاب الثلج عن الأنظمة العربية البائدة وبان المرج كما يقول المثل اللبناني، نجد ان العالم العربي مازال بعيدا عن تحقيق أحلام قاطنيه بالتنمية والازدهار. إن المصاعب البنوية التي تواجه اقتصاديات ما يسمى بالعالم العربي، لن تزيلها أحلام قروسطية بخلافة اسلامية أو نقاشات ماهوية مضادة حول أزمة الثقافة العربية. غياب الجدية في تأسيس نموذج تنموي عربي يستطيع اطلاق قدرات الشعوب العربية، سيزيد الامور سوءا وخاصة مع دخول الاقتصاد العالمي في سلسلة من انفجارات للفقاعات المالية. إن أكبر تحد يواجهه العالم العربي حاليا هو كيفية تأسيس خطة تنمية محلية واقليمية تستطيع أن تؤمن فرصا للعمل لملايين من العاطلين عن العمل.

انفجار ديموغرافي واقتصاد الربيع.

اقتصاديات الدول العربية مشابهة لبعضها البعض من ناحية ضعفها الانتاجي واعتمادها المفرط على الربوع من مساعدات خارجية، وصادرات نفطية وتحويلات مالية. على سبيل المثال لا الحصر، تشكل صادرات النفط والغاز

على التوازن الهش لحكمها عبر مزيج من تدجين للمعارضة عبر التوظيف الحكومي او عبر قمع الدولة البوليسية. هذه الصفقة الكبرى كانت دوما هشة لأن نقطة ارتكازها الاقتصادي يقوم على تدوير الربيع وعلى سيطرة تامة للدولة على المجتمع. نجحت الدولة العربية بقمع كافة القطاعات الاقتصادية المنتجة التي تستطيع انتاج برجوازيات مستقلة عن الجسم البيروقراطي للدولة. هذه الصفقة نجحت بغلق المجتمع العربي في انظمة هيراركية سكونية تقوم على عبادة الأب القائد الموزع للثروة والامتيازات الاقتصادية والسياسية لقترة من الزمن طويلة نسبيا.

التغيير في البنى الاجتماعية العربية حصل في بدايات التسعينات حيث أدى تحسن الصحة والتعليم في السبعينات والثمانينات لخلق انفجار ديموغرافي كبير حيث ان معدل الخصوبة الكلي بين 1975 و 1980 كان 6.5. هذا المعدل انخفض الى 3.6 بين 2000 و 2005. هذا ويقدر ان 60 بالمئة من سكان العالم العربي تحت 25 سنة، ومتوسط

1 <http://arab-hdr.org/publications/contents/2009/ch2-e.pdf>، التقرير العربي للتنمية، 2009، ص35 متوافر على الانترنت

العمر ٢٢ سنة مقارنة ب 28 على صعيد عالمي². أدى الانفجار السكاني غير المسبوق الى ضغوط هائلة على النموذج الاقتصادي للدولة الربعية التي لم تتمكن من تأمين فرص عمل كافية لملايين من الشباب. هذا بالإضافة الى ان الانفجار السكاني زاد من المصاريف الحكومية وخاصة تأمين الدعم الغذائي لمجتمعات عربية تجاوزت القدرة الاستيعابية لمواردها الطبيعية. أدى الانفجار السكاني لانفجار حضري حيث تجمع الملايين في المدن التي خرجت عمرانيا عن السيطرة. على سبيل المثال في سنة 1970، 38 بالمئة من عدد السكان كان يعيش في المدن، وزاد ل 55 بالمئة في 2005 ومن المقدر ان يفوق 60 بالمئة في 2020.

جاء ما يسمى بالربيع العربي ليعلن نهاية صفقة الدولة الربعية التي تهافت تحت ضغط ديموغرافي كبير وافلاس تنموي. المظاهرات المطالبة بالتشغيل كانت تعبير عن جيل عربي شاب غير قادر على تحقيق أحلامه بالرفاهية والتقدم في شبه غياب لاقتصاد عربي حقيقي. من المتوقع ان يحتاج

2 ibid

3 <http://arab-hdr.org/publications/contents/2009/execsummary-e.pdf>، التقرير العربي للتنمية، 2009، ص3 متوافر على الانترنت



Scorched earth: The geopolitical landscape of the Middle East

by John Bell

Today's Middle East is marked by a weakened Arab world and a strengthened role for non-Arab countries such as Iran, Turkey and Israel. Generally, they are setting the agenda to which Arabs react. A weakened Arab world, however, is not good news for the Middle East. The risks of all sinking together are not low.

In June 1967, the Arab world crumbled. This may seem like a harsh indictment, given that there remains an Arab-speaking world, full of political convulsions, and individuals striving for the better. However, as of that date, the Arab world ceased to be a confident, hopeful and striving entity, and slowly but surely it began to slip behind other nations in the region.

Over time, Turkey, Iran, and, the cause of the 1967 debacle, Israel, all grew stronger than the Arab states, creating the distraught geopolitics of today. Despite some relative success at the fringes, in some of the Maghreb countries for example, where distance from the corrupted centre and differences in culture added up to less political volatility, and the Gulf, where small popu-

lations with petro-dollars learned to thrive in particular ways, the rest grew slowly poorer and weaker.

Three countries - Turkey, Iran and Israel - rushed in to fill the void of power. They competed with each other, and yet also ravaged the remains of the Arabs. These changes are today at another shift point: the nuclear deal between Iran and the P5+1 has many geopolitical implications. It's a point of rebalancing and the stakes are high. All around, the threat of disorder due to state weakness prevails, a condition abetted by the very players who may one day suffer from it.

Turkey

Turkey rose to prominence with sudden socio-economic development over the last 15 years. The nexus between global markets and middle class entrepreneurship propelled this country to burgeoning economic success, and its frequent corollary, political hubris.

President Erdogan, and his intellectualized deputy

Ahmet Davutoglu, reflected the memories of the Ottomans. This time, sage Davutoglu said, it would not be empire but 'zero problems with neighbours': Kurds, Armenians, Syria, even Israel. There would be a collegial and cooperative approach to all. As long as everyone would make money, and as long as Turkey's pre-eminent role would become, even subtly, recognized.

Tourists poured into Antalya, and free trade and movement linked the country with Lebanon, Syria and Jordan. Turkey seemed like the future, and the leader of the region. Then, the Mavi Marmara incident and wars in Gaza spoiled relations with Israel, and Assad's broken promises to Erdogan sealed the end of that relationship. Zero problems became many problems. The future did not turn out to be as pleasant as it would seem.

In reality, Turkey has been big on words and light on action and new troubles have arrived: the electoral success of the pro-Kurdish party combined with rise of Kurdish autonomy in Syria and Iraq represent a real

threat. The intensified search for Kurdish independence first grew into a problem in the heart of Turkey, in its very parliament in the June 2015 election, and, now after the second election in the same year, apparently into something approaching civil war.

Turkey's underbelly is vulnerable as its southern neighbours convulse - partly due to Turkey's own policies. The rise of the Kurds, alongside Syrian and Iraqi disintegration, mean that the region's concerns are dangerously seeping into Turkey. This country may well be catching the virus in the region: the dangerous and destabilizing equation of spiralling political dynamics, followed by oppression, and resulting in further violence.

Turkey may now have to deal with a version of what many Arab states have already suffered. Its military power remains significant, its economy far ahead of the Arabs; however, all this depends on internal stability which now seems shaky.

Iran

Ironically, Iran, the region's revolutionary power, is today more interested in maintaining regional status quo and its geopolitical position. Iran's focus is naturally on the nuclear deal and the international gains that comes with it. However, Iran entered the talks with a presumption of regional hegemony - four Arab capitals under its sway. Consolidation or safeguarding a presence in these locales will require considerable energy and resources.

The Islamic Revolution of 1979 had invigorated this nation. It brought to life a triple-headed entity, pan-Islamic, Shia and Persian. At various times, each would take precedence, but, in good Iranian tradition, each was used as with great flexibility and sophistication - whatever it takes to get the job done.

The Islamic Republic was tested. Saddam Hussein, threatened it with seven years of devastating war. No one won, but by enduring, the Iranian republic demonstrated its resilience, and survived to adapt to new times.

Iran waited and watched as Saddam blundered into Kuwait and sank under Western pressures and invasion. An important Arab country was devastated; Iran grew stronger with the fading of Iraq.

Today, Iran stands as a coherent but possibly overstretched regional actor. Its success in Lebanon, in Iraq and even in saving Assad may be its undoing - for these are costly ventures. The re-entry into the international arena through the nuclear deal can save the country. but it can't have its cake and eat it too. There will have to be sacrifices, shifts of intent and strategies if the global game is to prevail over the regional. If Iran does not rejig its regional efforts, the price in blood and treasure may prove unaffordable over time.

Israel

Israel, the great nemesis of the Arabs, the cause of 1967 and 1948, thrives. «Never forget» was the Jewish cry for the Holocaust but it also became that of the Arabs. But, today, many have slowly come to terms with Israel's borders and existence. What really needs solution today is the occupation of the Palestinians, of Jerusalem, and (oh yes) the refugees.

That «two-state» solution had become the mantra for peace. The arguments about it went on for over thirty years, but that is long enough for such a discussion; no deal has been found. Israel is too vested in the land, and in Jerusalem, to really deal.

The election of Hamas in 2007, two intifadahs and plain old exhaustion had taken their toll. Israel's demands and the Palestinians' were never in fact really close. No one has officially given up on the idea, but the wind had gone out of the sails of that process. The rest of the Arabs, despite occasional grunts, have gone on to other more difficult matters: their own societies' problems, and the fight with that other power, Iran.

Israel itself, as a mini and hyper version of Turkey, would take its westernized and organized economic approach to become a global economic success. Tel Aviv, not Gaza, is Singapore on the Mediterranean, and there is gas in the seabed on top of it all. Ramallah and Nablus? Yes, the Israeli youth have to serve in the army there, but that is a small price to pay to live in a tough neighbourhood. Meanwhile, the rest of the world is reachable through Ben Gurion airport.

Israel, however, is not key to the current tectonic shifts. It simultaneously enjoys and agonises over its comfortable space, while its enemies fight it out. It longs for an alliance with the Gulf countries against Iran, but its immediate and direct concern is preventing the very Palestinian state that would open the doors to those countries.

Preventing rocket fire from Gaza and Lebanon, and keeping Hezbollah and ISIS at a safe distance are its main security concerns. This does not equal a grand strategy and reflects Israel's traditional opportunism. Israel is not defining this game, only reacting to whatever suits its purposes.

The Palestinian cause remains, but it is now one of many festering wounds in the Arab world, diluted by time and change. However, threats to Israel, in the future, may become more creative and deadlier over time. Despite today's 'time-out' from being enemy number one, Israel remains the one country that most can rally against.

The Arabs

Where did the Arab world go in all this, in the rise of Iran as an Islamic and Shia power, the rise of Turkey as an economic power, and the rise of Israel as a globally integrated nation? Nowhere, nothing. New flavours of shisha and lots of music videos were produced but, even, the soap operas were Turkish and the militias, at least in Lebanon and Iraq (and soon in Syria), effectively Iranian. Soft power went to Turkey; hard power to Iran, and Israel was just ignored except during the intermittent destruction of Gaza, the abused child of the region.

The Gulf prospered, a mini engine for employment and an outlet for globalized economics but an insufficient one given the millions of Arabs without jobs or under oppression. Corruption expanded, the kleptocracies grew, and the masses grew sufficiently poorer, and disenfranchised, to warrant a reaction: the Arab spring/revolutions/uprisings/mess.

Through that change, the Islamists also poured forth, from the mosque, from professional syndicates, and ultimately on the battlefield, empowered and enthusiastic but most importantly sure that they were correcting a century-long error: the secularization and Westernization of their world.

The other powers of the region also jumped in. In many ways, one cannot blame them. Nature and (geo) politics abhor a vacuum; there was little to stop them. Indeed, one of them even snapped up the Arabs' cause celebre.

As the major Arab states gave up the Palestinian cause, Iran took it up. It was ready to arm and support anyone fighting the mortal enemy. Iran had found a winner in Hizballah, the organization that married Iranian cunning with Lebanese resourcefulness and Islamist enthusiasm. Whether truly victor or not, it triumphed through the Israeli withdrawal of 2000, and was then further emboldened by an unplanned battlefield success in 2006. In what was to become a new formula for the region, victory meant simply avoiding defeat, not actually winning.

The Iranian formula of being the power behind resistance, backed by historical justice, was a strong contrast to the sleeping Arab regimes. Iran rose until the war in Syria exposed its game to be that of power rather than justice. Try as it might, it made little sense to celebrate the downfall of Mubarak while supporting Assad.

Iran was exposed to be the player that it was - but it was too late. It was already in process of cutting a deal with the United States over the nuclear file, a deal that would provide money, and a renewed legitimacy - a new game.

Today, Iran has the opportunity to transform itself, or at least maintain power over the coming decade. Meanwhile the Arabs sleep, or only wake in fits and starts. An Iraqi insurrection was as much against other Iraqis as against America; a new Saudi Arabia fights it out in another Arab country, Yemen: end point unknown; in Syria, the mess is a complete matrix of Arab blood, the Lebanese civil war in 3D.

Arabs are not united in their views, and maybe they never were. Their perceptions differ from place to place, and trust is not their long suit. Arab nationalism

did not work, Iraq was against Syria, Algeria and Morocco have serious problems, Egypt was once against Saudi, troubles in the GCC, between Saudi and other Arab countries don't add up to a common front against Iran.

Possibly, this is the problem in itself. As much as there is talk of an Arab world, it is not a cohesive entity. Attempts to make it so floundered badly in the 1960s and have never been attempted since. Instead, the «Arab world» is a disparate set of interests and ambitions connected by common language, and to some degree common culture. The Arab world does not really exist except in the mind, and to some degree in social relations, whereas Iran, Turkey, Israel, are more classical nation states, active in the pursuit of national interest.

Egypt is possibly the only Arab exception in the Mashreq to this reality, a nation-state before all others. It was so at the times of the pharaohs when Europeans were foraging for roots or hunting bison. But, today Egypt is distracted, tired and confused. Tradition dictates that Egypt, not Saudi Arabia, represents the natural balance to Shia Iran. It is also the provider of civilisational confidence to an Arab world and the centre of political gravity, and it is a crucial missing piece. It leaves the game of geopolitics to the more capable, the more organized.

Saudi Arabia is trying to fill the gap. It is marked by a new activist king who is not afraid to go to war, or open new channels with erstwhile adversaries, Russia and Turkey. However, this courage may not be matched by either military or diplomatic capacity. The Saudis may surprise, but tenacity is critical for the current strategy, and it may prove both difficult and unaffordable.

Indeed, the only effective «Arab» instrument out there today, if it is Arab at all, is the terrible ISIS. A kind of 'Sunni internationale', an Al Qaeda gone bad, it is however successful in its enterprise (for now) and scares the dickens out of the Iranians, for they know what they face.

Aware of Arab weakness, Iran had built up several «NGOs» to play a strong role in weak or crumbling Arab states: Shia militias in Iraq, Hizballah in Lebanon, now new offerings in Syria, should Assad fall. Iran knows the power of empowered groups based on identity. Iran fears ISIS most because it the bastard version of its own children, an enthusiastic non-state actor that stops at nothing.

In some ways, it is the «state of the State» in many Arab countries that is to be blamed. It barely exists, weakened by domestic dysfunction and conflict, often lacking a strong sense of nation or citizenship, and running on distrust and a kind of informal economic

distribution network fuelled by corruption - who can really blame the Iranians or Israel for taking advantage of weakness?

As the geopolitics entangle, the real issue in the region is the weakness of Arab governments, or of Arab political culture. Either the strongman or chaos is not a good formula, for the strongman breeds the chaos by annihilating the moderates and social trust, by ensuring a dependent and cowed population that can only see extremes as answers.

This is where geopolitics and domestic politics meet, where aggressive nations take advantage. Iran, Turkey, Israel may find some comfort in the great Arab disintegration but the majority of the Middle East is Sunni and Arab, and it is the sea in which the others live. This is where, one day, today's victors may find themselves mired in the mud.

The real issue in the Arab world is developing a politics of trust, between state and citizen, between sects and identities, between rich and poor. There is no formula for doing so today. Any suggestion of one is challenged by the gun, threatened by terror, or simply ignored. Tunisia may be the exception worth studying, but it also may be that which simply proves the rule.

The Future

The sum of the above is confusion. The region suggests no clear outcomes, and mixed, even contradictory, purposes by all. The competition between all these parties leaves nothing little behind after the fighting but scorched earth - and damaged minds. The battles do not add up to a new strategic order, even a precarious one. Instead, the desire for revenge and future pre-eminence remains.

The losses are, for the time being, in one direction: the battlefields in the region today are all Arab. Yemen, Syria, Iraq, even Lebanon, though not a military struggle, suffers political fragmentation from the regional pressures. Whether simply due to the implosion of the state, or outside interference, or the deadly mixture of both, the Arabs lose house and home in the great geopolitical game.

The trade-offs are all there in theory. Yemen returns to the Saudi fold, Iraq is Iran's neck of the woods, and Syria requires a profound compromise, one not even close to becoming real anytime soon, and in the meantime and after a deal, there and elsewhere, scorched earth.

The Iran nuclear deal may point more poignantly to

the region's future. The shadow of WMD haunts the Middle East. If and when the day comes that WMDs are introduced by non-state actors, or become the key ingredients of a balance of power between states, then the current era will seem like child's play. Today's petty manoeuvres combined with the world's most dangerous weapons will make for a terrible mix.

The Middle East is a very old region. It is full of daily drama, excitement, and high emotional levels, often positively so. People exhibit enormous care for each other, but they also resort quickly to violence to resolve differences. In politics, high emotions («drama») can lead to a «with me or against» me world that is not conducive to stability and development. In a vicious cycle, they also lead to impetuous decision or cycles of revenge, leading to further cycles of failure, further anxiety, and so on, possibly ad infinitum, or «ad collapse».

In the Middle East, these old political reflexes cannot deliver stable structures. They increase the distrust between people in the region as they fail to manage in a holistic fashion, and end up in conflict. Resort to group belonging, the 'tribe' is the sole known reliable defence against threat, creating a vicious cycle of revenge and violence that we see today.

Unfortunately, creating new economies or developing sensible integration or new inclusive social paradigms will not happen as long as the old habits are locked onto revenge, and drama played out in every form of media or in parliaments. The answers lie elsewhere and the basic question is whether this old region can indeed develop the requisite new habits of political culture and not be damned to live, and relive, the old ones until collapse overcomes it.

The irony is that Turkey, Iran and Israel suffer from the same ailment. They are all as 'old' as the Arabs, and despite temporary advantage often due to Arab weakness, will also succumb to their own excesses and blindness - they will make their own errors, geopolitical and domestic. The distrust and drama that brought the Arabs down is infectious. Turkey is already in trouble, Iran is overstretched, and Israel is far from secure in a dangerous region. The mud is deep.

The only way out is extreme cooperation, a taming of national, sectarian or personal interest in the name of a larger cause, and a change in geopolitics until all attempts at gain are limited to a sensible degree. Learning this will not be easy but regional security cooperation, economic integration, or even just stabilization, will remain just talk and chatter until that shift is fully absorbed, and a new paradigm is born from this very old world.

Terre écorchée: le paysage géopolitique du Moyen-Orient, par John Bell

Le Moyen-Orient actuel est marqué par un monde arabe affaibli et un rôle renforcé des pays non arabes, tels que l'Iran, la Turquie et Israël. Généralement, ils fixent l'agenda auquel les arabes réagissent. Un monde arabe affaibli n'est cependant pas une bonne nouvelle pour le Moyen-Orient. Le risque d'un naufrage collectif n'est pas faible.

En juin 1967, le monde arabe s'est effondré. Cela peut sembler une accusation sévère étant donné qu'il continue à exister un monde arabophone, plein de convulsions politiques et d'individus luttant pour le meilleur. Cependant, à partir de cette date, le monde arabe a cessé d'être une entité confiante en elle-même, pleine d'espoir et en lutte. Lentement mais sûrement, il a commencé à perdre du terrain par rapport à d'autres nations de la région.

Au fil du temps, la Turquie, l'Iran ainsi que - la cause de la débâcle de 1967 - Israël, sont devenus plus forts que les Etats arabes, créant la géopolitique désespérée d'aujourd'hui. Malgré quelques succès relatifs à la marge, dans certains pays du Maghreb par exemple, où la distance avec le centre corrompu et des différences de (...)

الأرض الجريحة: المشهد الجيوسياسي للشرق الأوسط بقلم جون بال

يتميز الشرق الأوسط الحالي بعالم عربي مستضعف و تدعم دور الدول الغير عربيّة في المنطقة مثل إيران، تركيا و إسرائيل. بصفة عامّة، تضع هذه الدول الاجندة التي يتفاعل معها العرب. ولكن، أن يكون العالم العربي مستضعفا فليست بالخبر السار لمنطقة الشرق الأوسط. إذ أن خطر الغرق الجماعي ليس مستبعدا. في جوان 1967، إنهار العالم العربي. من الممكن أن يؤخذ الأمر كإتهام خطير حيث أن العالم الناطق بالعربيّة لا يزال موجودا، مليئا بالتشنجات السياسيّة و بأفراد يسعون نحو الافضل. و مع ذلك، فإنه إنطلاقا من ذلك التاريخ، كفت العالم العربي بأن يكون كيانا واثقا من نفسه، مليئا بالأمل و مواصلا للكفاح. ببطء و لكن بثبات، بدأ العالم العربي بفقدان موقعه بالنسبة للأمم الأخرى بالمنطقة.

بمرور الوقت، أصبحت تركيا، إيران و -سبب هزيمة -1967 إسرائيل، أقوى من البلدان العربيّة، و خلقوا الجيوسياسة اليانسة الحاليّة. على الرغم من بعض النجاحات النسبيّة الجانيّة، في البلدان المغاربيّة مثلا، حيث أن المسافة بينها و بين المركز الفاسد و الإختلافات (...)



John Bell has worked for over two decades on Middle East politics, policy development and mediation. He is today Director of the Middle East and Mediterranean Programme at the Toledo International Centre for Peace (CITpax) in Madrid, Senior Advisor for the Middle East and North Africa at Crisis Management Initiative in Helsinki, Finland, and Senior Advisor at Search for Common Ground on the question of Syria. Blog: <http://albabblog.blogspot.com>.

« ...Most of Obama's policies are a function of US domestic politics and his desire, in particular, to avoid getting caught up in Middle East conflicts... »

Interview

Daniel Brumberg

Associate professor at Georgetown University and US Institute for Peace special advisor for Iran and North Africa

Does the United States have a new « Arab policy »?

I do not think that the Obama administration has a new «Arab policy». I would say that US policy towards the region doesn't follow a coherent or cogent plan. Most of Obama's policies are a function of US domestic politics and his desire, in particular, to avoid getting caught up in Middle East conflicts (Syria, for example).

With the US-Iran agreement, are we witnessing a major reshuffling of the "geopolitical cards" in the region?

It's too early to tell. Much will depend on whether the agreement opens up domestic space in Iran for pragmatic forces to pursue a different and less confrontational policy, especially on Syria and on the Palestinian issue. Zarif's room for manoeuvre is still limited. That said, the agreement for Iran to participate in the upcoming Vienna conference on Iran is possibly encouraging. If Iranian pragmatists could find a way of supporting some kind of reasonable solution to Syria...this would suggest an opening of the foreign policy arena...but their room is still limited,

The next US presidential elections will be organized soon. Is it possible that a new administration modifies substantially the current policy in the region? In your opinion, what would change if the Republicans win the elections?

The essential critique of the Republicans is that Obama has been weak, indecisive and too unwilling to use force or threaten its use. The question is whether a Republican president, or perhaps even Hillary Clinton, would change this approach and demonstrate a readiness to use force or confront radical Islamist forces in the region in a manner that would signal a departure from Obama. I am not convinced that this would be the case given the costs associated with a «tougher» policy. There would certainly be a lot of soul searching in any new administration, but would this lead to a strategic change...I doubt it. Same on Iran. If the US and Iran are reasonably certain that the basic elements of the agreement are being upheld, even the most die hard Iran skeptics in a new administration will learn to live with the Iran agreement, while avoiding any major opening to Iran, of course!

With the increase of terrorism threats and the different conflicts in the region, is the US going to focus more on security than on democracy? What will be the consequences in the region?

Yes we have already seen a shift from a focus on democracy to security, the fight against terrorism and «violent extremism». I don't anticipate a real diminishing of US democracy assistance funds, but the high diplomatic rhetoric of the US is shifting. There is much greater focus on working with regional leaders who human rights policies are dubious, such as Egypt and Saudi. I hope there is no change by the US when it comes to Tunisia. There is no non democratic solution to the issue of terrorism.

TRADUCTION FRANCAISE

Interview - Daniel Brumberg, professeur associé à Georgetown University et consultant spécial pour l'Iran et l'Afrique du Nord auprès du US Institute for Peace

Les Etats-Unis ont-ils une nouvelle «politique arabe»?

Je ne pense pas que l'administration Obama a une nouvelle «politique arabe». Je dirais que la politique américaine dans la région ne suit pas

un plan cohérent et persuasif. La plupart des politiques d'Obama sont fonction des politiques internes des Etats-Unis et son désir, en particulier, d'éviter d'être pris dans l'engrenage des conflits du Moyen-Orient (par exemple, la Syrie).

Avec l'accord entre les Etats-Unis et l'Iran, sommes nous entrain d'assister à une importante redistribution des «cartes géopolitiques» dans la région?

Il est trop tôt pour le dire. Beaucoup va dépendre si l'accord ouvre un espace interne en Iran permettant aux forces pragmatiques de poursuivre une politique différente et moins confrontationnelle, particulièrement en Syrie et concernant la question palestinienne. La marge de manoeuvre de Zarif reste limitée. Ceci dit, l'accord de l'Iran de participer à la prochaine conférence de Vienne sur l'Iran est possiblement encourageante. Si les pragmatiques iraniens pouvait trouver une façon d'appuyer une forme de solution raisonnable en Syrie... ceci suggèrerait une ouverture de l'arène de la politique étrangère... mais leur marge de manoeuvre reste limité.

Les prochaines élections présidentielles américaine vont bientôt être organisées. Est-il possible qu'une nouvelle administration modifie substantiellement la politique actuelle dans la région? A votre avis, qu'est-ce qui changerait si les Républicains gagnent les élections?

La critique essentielle des Républicains est qu'Obama a été faible, indécis et trop réticent à utiliser la force ou à menacer de l'utiliser. La question qui se pose est de savoir si un président républicain, ou peut-être même Hillary Clinton, changerait cette approche et montrerait de l'empressement à utiliser la force ou à confronter les forces islamistes radicales dans la région, de façon à se démarquer de la ligne d'Obama. Je ne suis pas convaincu que ce sera le cas vu les coûts associés à politique plus «dure». N'importe quelle nouvelle administration devra certainement chercher sa voie, mais cela mènera-t-il à un changement stratégique... J'en doute. Idem concernant l'Iran. Si les Etats-Unis et l'Iran sont raisonnablement certains que les éléments de base de l'accord sont respectés, même les plus jusqueboutistes sceptiques sur

ل'Iran dans une nouvelle administration apprendront à vivre avec l'accord iranien, tout en évitant toute importante ouverture, biensûr!

Avec l'augmentation des menaces terroristes et les différents conflits dans la région, ls Etats-Unis vont-ils plus se concentrer sur la sécurité que sur la démocratie? Quelles seront les conséquences dans la région?

Oui, nous avons déjà assisté à un déplacement. L'accent est mis plus sur la sécurité, la lutte contre le terrorisme et l'«extrémisme violent» que sur la démocratie. Je ne prévois pas une vraie diminution des fonds alloués à l'assistance américaine pour la démocratie. Mais la rhétorique diplomatique à un niveau élevée est entrain de changer. Il y a une plus grande concentration à travailler avec des leaders régionaux dont les politiques en matière de droits humains sont douteuses, comme l'Egypte et l'Arabie saoudite. J'espère qu'il n'y aura pas de changement de la part des Etats-Unis concernant la Tunisie. Il n'y a pas de solution non démocratique à la question du terrorisme.

الأمريكية سيتأقلمون مع الإتفاق الجديد مع إيران مع تجنب أي إنفتاح كبير تجاهه بالطبع.

مع ارتفاع خطر الإرهاب و مختلف الصراعات في المنطقة، هل ستركز الولايات المتحدة أكثر على الأمن أم على الديمقراطية؟ ماهي النتائج المحتملة على المنطقة؟

نعم، فقد شهدنا إنتقالا من التركيز على الديمقراطية للتركيز على الأمن و محاربة الإرهاب و «التطرف العميق». لا أتوقع أي إنخفاض للمساعدة المالية الأمريكية للديمقراطية و لكن الخطاب على أعلى مستوى تغير إذ أن الإهتمام منصب على العمل مع قادة إقليميين ذوي سياسات مشبوهة في ما يخص حقوق الإنسان مثل مصر و العربية السعودية. أمل ألا تتغير السياسات الأمريكية تجاه تونس. إذ لا توجد حلول غير ديمقراطية لمسألة الإرهاب.

ترجمة إلى العربية

تصريح لدانيال برومارغ، أستاذ بجامعة جورج تاون ومستشار خاص لإيران وشمال إفريقيا لدى معهد الولايات المتحدة للسلام.

هل للولايات المتحدة «سياسة جديدة للعالم العربي»؟

لا أظن ان لإدارة أوباما سياسة عربية جديدة. يمكن لي القول أن سياسة الولايات المتحدة تجاه المنطقة لا تتبع مخططا متناسقا و مقنعا. معظم سياسات أوباما تتبع السياسات الوطنية و رغباته، و بالتحديد حينما يتعلق الأمر بتجنب الوقوع في صراعات الشرق الأوسط (سوريا مثلا).

مع الإتفاق بين الولايات المتحدة وإيران. هل نحن أمام إعادة توزيع جديدة للبطاقات الجيوسياسية؟

إنه من السابق لأوانه الحديث بهذا الشأن. سيتعلق الامر كثيرا بما إذا كان الإتفاق سيسمح بفتح الفضاء الإيراني للقوات البراغماتية لإتخاذ سياسات مختلفة و أقل صدامية و خاصة بشأن القضية السورية و الفلسطينية. يبقى مجال المناورات محدودا لزاريف. يمكن ان تكون الموافقة الإيرانية بالمشاركة في المؤتمر القادم في فيينا بخصوص إيران أمرا مشجعا. إذ إن وجد البراغماتيون الإيرانيون حلا للمساعدة بأي شكل كان في سوريا، فهذا يفترض إنفتاح السياسات الخارجية و لكن بطريقة محدودة.

ستنظم الإنتخابات الرئاسية الأمريكية قريبا. فهل من الممكن أن يحصل تغيير جوهري في السياسات الحالية للمنطقة؟ في رأيك، مالذي سيتغير إذا كسب الجمهوريون الإنتخابات؟

اهم نقد يوجهه الجمهوريون لأوباما هو كونه ضعيفا و غير قادر على إتخاذ القرارات و عدم رغبته في استخدام القوة أو التهديد بإستعمالها. و يبقى السؤال هل أن بإمكان رئيس جمهوري أو حتى هيلاري كلينتون تغيير التمشي و إظهار إستعداد لإستخدام القوة أو مواجهة الإسلام المتطرف في المنطقة بطريقة مختلفة عن طريقة أوباما. لست مقتنعا بأن الأمر سيتغير بإعتبار تكلفة السياسات الأكثر صرامة. بالتأكيد، ستراجع الإدارة نفسها كثيرا، و لكن لا أظن ان هذا سيؤدي لتغيير جذري. نفس الشيء فيما يتعلق بإيران، إذا إتفقت الولايات المتحدة و إيران بطريقة معقولة على إحترام العناصر الأساسية للإتفاق، فإن أكثر المعترضين و المشككين في إيران في الإدارة



The Iran nuclear deal and its consequences on the MENA region by René Rieger

Political and public opinion in both the West and the Middle East are split with respect to the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) reached between the P5+1 – the permanent members of the UN Security Council plus Germany –, the European Union, and Iran in Vienna on 14 July 2015. Some see the deal as a great success for diplomacy that will decrease the chances of war with Iran and ring in a new phase of stability in the Gulf region and beyond. Others warn of disastrous consequences including violent Iranian power projection, greatly increased regional instability, and a nuclear arms race in the Middle East. Until U.S. Congress passes a resolution on the JCPOA, both advocates and opponents of the deal in Washington, Riyadh, Tel Aviv, and elsewhere will lobby hard to influence decision makers. In consequence, it tends to be difficult to distinguish between academically sound predictions of potential consequences of the Iran nuclear deal and the fearmongering or soothing forecasts of lobbyists.

The Arab uprisings of 2011 and subsequent events have once more illustrated that predicting political developments in the MENA region is nothing other than ma-

king educated guesses with a significant margin of error. Certainly, we do not have the arrogance to allege that we can predict the highly complex, intertwined future developments in the region. Nonetheless, an attempt shall be made to gauge possible regional consequences of the Iran deal by addressing the main arguments frequently brought forward by critics and proponents of the deal.

Iranian Cheating and a Nuclear Arms Race in the Middle East?

Probably the strongest argument brought forward by opponents of the JCPOA is that the Iranian regime cannot be trusted to honor the deal. They argue that Iran would violate the treaty provisions, deceive IAEA inspectors, and secretly work on a military nuclear program. Once Iran's clandestine actions would become known, it would be already too late, as Iran could then no longer be stopped from deploying nuclear weapons. Advocates of this argument mention previous clandestine Iranian development projects connected to the country's alleged nuclear

weapons program, such as the construction of the nuclear fuel enrichment plant in Fordow or the supposed nuclear detonator tests, as proof of Iran's lacking trustworthiness.

According to the critics, the JCPOA would grant Iran the time and, following the suspension of the sanctions, additional financial means to complete the development of a nuclear bomb. Therefore, sanctions should stay in place until the Iranian regime is toppled or forced to give up its nuclear program entirely.

In conjunction with the prediction of Iran cheating and secretly developing nuclear weapons, opponents of the JCPOA often warn of an imminent nuclear arms race in the Middle East. Not trusting Iran's assurances that its nuclear program is purely civilian in nature, other regional states would themselves develop or otherwise acquire nuclear weapons. Most frequently mentioned candidates for such actions are Saudi Arabia, Egypt, and Turkey. The subsequently unfolding nuclear arms race, so the argument goes, would be highly undesirable particularly as the Middle East has for decades shown to be a high-tense region with many ongoing and looming intra- and interstate conflicts. Therefore, opponents of the JCPOA reiterate that anti-Iranian sanctions should stay in place until the country terminates its nuclear program.

Iranian cheating on the nuclear deal is possible, however unlikely, because, from the perspective of the Iranian regime, the risk-benefit-analysis clearly pleads against such actions.

Simply put, Iran would have too much to lose once the deal with the P5+1 becomes operational. The JCPOA provides for the suspension of the international sanctions that had been imposed with respect to Iran's nuclear program. This would allow the crippled Iranian economy to recover. Large parts of the Iranian population have been suffering significantly under the consequences of the sanctions, as unemployment rates and cost of living rose while important goods such as medication became scarce commodity. So far, the Iranian people have not risen up against the regime in reaction to the international sanctions-related decline of quality of life. This was partially due to the regime's ability to play the nationalist card and blame the imperialist West and particularly the United States for their anti-Iranian policies. In addition, following the Iranian regime's brutal crackdown on demonstrators following the 2009 Green Revolution, many Iranians do not dare to protest against their government's policies.

However, should international sanctions be re-imposed in consequence of the discovery of Iranian cheating – the JCPOA allows for the re-imposition of all sanctions without a new UN Security Council resolution in case of Iranian violation of the treaty provisions –, the Iranian people might no longer remain quiet. This time, it would be much more likely that they would blame their government for

breaching the deal with the international community provoking renewed hardship for the people. History, including recent Middle Eastern history, teaches us that people suffering increasing poverty and deprivation of basic needs eventually rise up even against the most oppressive regimes. In the past years, Tehran has been reminded of that truth as they witnessed the long-standing regimes in Tunisia, Egypt, and Libya being swept away during the so-called Arab Spring.

Should Iran have worked on a nuclear weapons program, and it is to assume that the country at least worked towards reaching breakout capability, an essential motivation was of a defensive nature. Unlike some statements by former Iranian President Ahmadinejad and others in Tehran or the mantra-like warnings of Israeli politicians might suggest, the Iranian regime certainly never sought to acquire nuclear weapons to launch an offensive attack on Israel or any other country for that matter. One might argue that Tehran's policy objectives and actions are radical, but the Iranian regime is certainly neither irrational nor suicidal. On the contrary, post-revolutionary Iran picked up or stepped up its nuclear development when the regime was or perceived itself on the defensive. This was the case following Iraq's deployment of chemical weapons during the Iran-Iraq War in the 1980s as well as after U.S. President George W. Bush's Axis of Evil Speech in 2002 and the U.S.-led invasion of Iraq in 2003.

Therefore, there are strong indicators that Iran's potential striving for nuclear weapons was driven by defensive motivations. The case of North Korea shows clearly that all talk of externally induced regime change is off the table once a state, even a pariah state, has crossed the nuclear weapons threshold. It stands to reason that Tehran at least for a time wanted to follow North Korea's example.

The best possible compromise?

Both the United States and Israel have emphasized for years that they would prevent Iran with all necessary means from becoming a nuclear-weapon state. Against this backdrop, the JCPOA offers the Iranian regime the best possible compromise. The international community and most importantly the U.S. government recognize the Iranian regime and its right to operate a civilian nuclear program. At least the current U.S. administration now deals with the Iranian regime on an equal footing and is determined to take any plans of pre-emptive military action against Tehran off the table. Having in mind the disastrous developments in post-invasion Iraq, the failed stabilization of Afghanistan, and the chaos in Libya after the NATO-led intervention in 2011, the United States are today much less exited about the idea of inducing a regime change in Iran anyways. The Israeli government might not

like these developments but is unlikely to launch an attack against Iran without backing from Washington. Consequently, Tehran's objective of protecting itself from military intervention would be served, even at smaller financial costs – the high costs of developing operational nuclear weapons would no longer need to be covered – and at a much smaller risk. Hence, also from this point of view, honoring the deal reached with the international community would be in the interest of the Iranian regime.

Should Iran become a nuclear-weapon state, a nuclear arms race in the Middle East would be the most likely consequence. A potential U.S. nuclear umbrella would almost certainly not satisfy the Saudi government's need for security. Hence, as they have repeatedly hinted, they would very likely acquire nuclear weapons themselves, probably from Pakistan. Egypt and Turkey would also have strong incentives to become nuclear-weapon states. Others, such as the UAE, might also follow suit.

Nuclear proliferation in the Middle East would be a highly unfortunate development. It might reduce the risk of direct military confrontations between the nuclear-armed states. However, the risk of radical non-state actors getting their hands on weapon-grade nuclear material would be significant in a region in which even long-serving regimes have proven to be more vulnerable to popular unrest and the agitation of radical elements than expected.

However, the nuclear arms race scenario is little more than an intellectual game, as Iran will almost certainly not become a nuclear-weapon state to begin with. The JCPOA reduces this risk even further. As stated above, the high risk and high costs of being discovered will discourage the Iranian regime from secretly developing nuclear weapons once the deal with the international community has taken effect. The JCPOA provides for both a comprehensive inspection regime and the straightforward re-imposition of sanctions should Iran not play by the rules. And ultimately, it is almost certain that any future U.S. administration will stick to the previous mantra of preventing Iran from becoming a nuclear-weapon state by all necessary means, including pre-emptive military measures.

Increased Regional Destabilization through the Strengthening of Radical Forces?

Another argument frequently brought forward by critics of the Iran nuclear deal is that Tehran will further destabilize the MENA region by increasing its support for radical actors such as anti-Israeli Hamas and Hezbollah, the Syrian Assad regime, anti-Saudi and anti-Western Yemeni Houthi rebels, or anti-regime elements in Bahrain, an important strategic partner of the United States. The suspension of the nuclear program-related sanctions, so the argument goes, will give the Iranian regime the necessary

financial means to increase their previous support.

There is no reason to doubt the continuation of Iranian support for above-mentioned forces. Iran might even increase its financial or material support for these elements. However, it is not to be expected that Iran will return to its policies of the early 1980s, when it aggressively tried to destabilize the Arab monarchies of the Gulf. Over the past two and a half decades, Iranian foreign policy has become much more subtle and prag-matic. Iran might continue to rhetorically support oppositional forces in Bahrain. However, should the regime eventually fall, it will not be due to Iranian meddling but due to the Al Khalifa's unwillingness to significantly change their discriminatory policies towards the Shiite majority of their population. Increased Iranian support for other radical elements in the MENA region would also not significantly alter political realities. For that, Iran's financial and military abilities will be too limited even after sanctions are lifted. Iran might increase weapon shipments, offer additional military training, or send some additional revolutionary guards to conflict zones. However, this would not be decisive in the Syrian civil war, turn Hezbollah or Hamas into noteworthy menaces for Israel, or allow the Houthi rebels to effectively fight back the Saudi-led military intervention in Yemen.

In addition, there is no reason whatsoever to expect that following the cessation of sanctions Iran would opt for significant direct military engagement anywhere in the region. For that, Iran's military, logistic, and financial means are too limited and the political risks would be far too high. The only exception to this general rule is Iraq where Iranian forces are already fighting on the ground with the de facto approval of the United States and Saudi Arabia.

Résumé: More Assets than Drawbacks

According to this author's assessment, the Iran nuclear deal offers more assets than drawbacks. In contrast to the warnings of some analysts and other critics, the deal will reduce rather than increase the risk of Iran becoming a nuclear-weapon state. This is largely due to the fact that the JCPOA offers the Iranian regime a lot to lose. From Tehran's standpoint, risk-benefit analysis clearly pleads against the secret advancement of a nuclear weapons program. The JCPOA also reduces the risk of a U.S., Israeli, or joint U.S.-Israeli pre-emptive strike against Iran, a military action that could have disastrous consequences for regional stability and the world economy.

Were Iran to secretly work on the development of nuclear arms after the deal takes effect, there is every reason to believe that the IAEA inspection scheme provided for by the JCPOA would detect such a program long before Iran would have its first deployable nuclear weapon. In that hypothetical scenario, the re-imposition of sanctions

or pre-emptive military actions by the United States or Israel would prevent Iran from crossing the nuclear-weapon threshold. Therefore, fears of a nuclear arms race in the Middle East triggered by an Iranian nuclear bomb are exaggerated.

Following the suspension of sanctions against Iran, Tehran will certainly continue and possibly even increase its support for radical forces in the MENA region such as Hizbollah, Hamas, the Syrian Assad regime, the Yemeni Houthi rebels, or Bahraini oppositionists. However, this will not significantly alter regional dynamics.

Dealing with Iran at eye level and trying to find common ground rather than holding on to the previous sanction policy also offers new opportunities. Already now, the international community, among them the United States and Saudi Arabia, are reliant on Iranian forces to keep DAESH in check in Iraq. With the Western states and their Sunni Arab allies unwilling to send ground troops to fight DAESH, closer cooperation with Iran and the expansion of Iranian ground force activities currently seem to be the only realistic option of defeating the jihadi proto-state.

The JCPOA has the potential of being the stepping for the foundation of at least a minimum of trust between the international community, Arab states, and Iran; trust necessary to tackle common challenges notwithstanding the manifold ongoing conflicts and disagreements in other spheres.



Dr. René Rieger is an academic author, university lecturer, and political consultant specialized in international relations and security in the Gulf region, holding a PhD in Middle East Politics from the University of Exeter. Since 2010, he has been teaching at the University of Munich. Dr. Rieger is also the chairman of the Middle East and International Affairs Research Group (MEIA Research).

L'accord nucléaire iranien et ses conséquences sur la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, par René Rieger

L'opinion politique et publique à la fois en Occident et dans le Moyen-Orient sont divisés concernant le Plan Global d'Action Conjoint (JCPOA, acronyme anglais) auquel est parvenu le P5+1 – les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne –, l'Union européenne et l'Iran à Vienne le 14 juillet 2015. Certains voient l'accord comme un grand succès diplomatique qui va diminuer les risques de guerre avec l'Iran et appeler à une nouvelle phase de stabilité dans la région du Golfe et au-delà. D'autres mettent en garde contre des conséquences désastreuses, y compris un violent déploiement de forces iraniennes, une plus grande instabilité régionale et une compétition en matière d'armement militaire au Moyen-Orient. Jusqu'à ce que le Congrès américain adopte une résolution sur le JCPOA, à la fois les défenseurs et les opposants à l'accord, à Washington, Riyad, Tel Aviv, et ailleurs vont faire de fortes pressions pour influencer les décideurs. En conséquence, il devient difficile de distinguer entre les prédictions de type académique concernant les potentielles conséquences de l'accord nucléaire avec l'Iran et les prévisions, alarmistes ou douces, des lobbyistes (...)

الإتفاق النووي الإيراني و انعكاساته على منطقة شمال إفريقيا و الشرق الأوسط بقلم روني ريجر

تنقسم الآراء السياسيّة و العامّة في الغرب و في الشرق الأوسط بخصوص «المخطط الشامل للعمل المشترك» (الإسم بالإنجليزية JCPOA) الذي توصل إليه «ب5+» – الأعضاء الدائمون لمجلس الأمن للأمم المتحدة بالإضافة لألمانيا، الإتحاد الأوروبي و إيران في فيينا يوم 14 جويلية 2015. يرى البعض أن هذا الإتفاق النووي كنجاح دبلوماسي باهر سيفلص من خطر الحرب مع إيران و سيدعو إلى فترة جديدة من الإستقرار في منطقة الخليج و ما يحيطها. غير أن البعض الآخر ينبه من العواقب الوخيمة التي يمكن أن تتجر عنه و منها الإنتشار العنيف للقوى الإيرانيّة، عدم إستقرار أكبر و تسابق للتسلح النووي في منطقة الخليج. إلى حين المصادقة على قرار بخصوص JCPOA من قبل الكونغرس الأمريكي، سيواصل كل من المدافعين و المعارضين للإتفاق في واشنطن، الرياض، تل أبيب و غيرها محاولات التأثير على صانعي القرار. و بالتالي، يجب التمييز بين التكهّنات ذات الطابع الأكاديمي المتعلقة بإنعكاسات الإتفاق النووي مع إيران و التوقعات المخيفة لمجموعات الضغط (...)

Les relations entre le Brésil et le monde arabe

par Carlos Martins Ceglia

Comme tout le monde le sait, le Moyen-Orient constitue une pièce centrale dans l'échiquier géopolitique et économique international. Récemment, la longue instabilité en Irak, le phénomène connu comme « le Printemps arabe » (d'autres préfèrent l'appeler « le Réveil islamique »), le conflit en Syrie, l'ascension de groupes islamiques radicaux et la récente crise des réfugiés ont amené à nouveau la région à la Une de la presse internationale. Le « Printemps arabe » a provoqué des changements de régimes dans plusieurs pays, le premier étant la Tunisie.

La persistante instabilité qui touche la région a fait que beaucoup d'analystes politiques questionnent sérieusement la perception initialement positive des mouvements de masse qui ont éclos dans plusieurs pays. La Syrie souffre avec un conflit qui est déjà considéré comme la plus grande tragédie humanitaire du XXIème siècle. En Syrie, et chez le voisin irakien, des groupes radicaux comme l'autoproclamé « Etat Islamique » et le Front Al-Nousra contrôlent de larges portions de territoire, exacerbent les relations religieuses et sectaires

et remettent en cause les frontières étatiques que nous connaissons aujourd'hui. Dans ce cadre complexe et volatil, il est fondamental que le Brésil comprenne les phénomènes du Moyen-Orient et se positionne de façon équilibrée par rapport aux conflits qui affligent la région.

Bien qu'il soit fréquemment associé à des guerres, des conflits et des tensions, le Moyen-Orient est aussi une terre de grandes opportunités.

Par exemple, le produit intérieur brut combiné des pays arabes, ajouté à ceux d'Israël et de l'Iran, est, selon la Banque Mondiale, supérieur à US\$ 3,5 milliards; la population dépasse les 450 millions. La région, riche en énergie, avec ses abondantes réserves de pétrole et de gaz, constitue un énorme marché consommateur, est très diverse en parcours touristiques et possède une vocation naturelle pour jouer un rôle de trait d'union entre l'Occident et l'Orient. En somme, un véritable hub mondial. Les villes comme Dubaï, Abu Dhabi et Doha se consolident comme de véritables métropoles globales, des centres financiers, de consommation de

produits de haute gamme et comme lieux touristiques proposant des infrastructures de haute qualité. Le Moyen-Orient est aussi le berceau des trois religions abrahamiques - le judaïsme, le christianisme et l'islam - et concentre d'innombrables villes et lieux saints. En somme, le Moyen-Orient est riche, divers, source de foi, mais il passe par de profondes transformations.

Le Brésil possède un respectable capital politique pour intensifier ses relations avec le Moyen-Orient. Avec une politique basée sur les principes et les valeurs universels du respect à la souveraineté des Etats, des droits de l'homme, de la solution pacifique des conflits et de l'amitié entre les peuples, le Brésil maintient de bonnes relations avec tous les pays de la région, sans rivalités politiques, ni de préjugés idéologiques ou religieux qui puissent entraver ces relations. Dans un souci didactique, je vais diviser mon analyse en trois axes des relations du Brésil avec le Moyen-Orient: a) histoire et culture, b) politique et c) économique et commercial. En conclusion je vais tisser quelques commentaires sur la position brésilienne par rapport à d'importants conflits qui affligent le Moyen-Orient.

Histoire et culture

Les liens historiques entre le Brésil et le Moyen-Orient remontent à une époque antérieure à la découverte du Brésil en 1500 av.JC. L'héritage arabe de la péninsule ibérique a légué au Portugal et, après, au Brésil des éléments de langage (il y a plus de trois mille mots dans la langue portugaise qui sont d'origine arabe), de culture, de religion, d'art culinaire, etc. En 1876, l'Empereur brésilien Pedro II a visité, en voyage privé, les régions de l'Empire ottoman qui correspondent aujourd'hui à l'Egypte, au Liban, à la Syrie et à la Palestine. Ce voyage a stimulé les premiers flux migratoires modernes de la région vers le Brésil, qui se sont intensifiés tout au long du XXème Siècle. Les immigrants d'origine arabe, dans sa grande majorité syrienne et libanaise, chrétienne de différents courants, ont contribué d'une façon extrêmement importante à la formation du pays ; ont fondé ici des communautés qui cultivent leurs spécificités culturelles et démontrent une pleine intégration avec les autres identités multiples qui composent le kaléidoscope humain brésilien. Les descendants de ces pionniers, aujourd'hui estimés à l'ordre de 7 à 10 millions - plus nombreux que la population du Liban, par exemple - sont pleinement intégrés à la vie nationale brésilienne. La communauté arabe est aujourd'hui présente dans les plus diverses activités professionnelles au Brésil. Ce sont des entrepreneurs, des commerçants, des politiciens, des diplomates, des hommes de loi, des

médecins, des ingénieurs, des artistes, entre autres. Ils occupent d'importantes fonctions dans les domaines privé et public. Je rappelle souvent l'exemple de l'actuel Vice-président de la République, Michel Temer, fils et frère de libanais, le premier de sa famille né au Brésil.

On se doit de prendre conscience aussi de la présence d'une communauté arabe de confession musulmane, d'immigration plus récente, qui a commencé à débarquer sur les côtes brésiliennes à partir de la Guerre Civile au Liban. Le recensement de 2010 a révélé que plus de 50 milles personnes se déclarent musulmanes, une croissance de plus de 30% dans les dix dernières années. Mais il est très possible et probable que cette population soit plus nombreuse que ce qu'indique le recensement, puisqu'au Brésil personne n'est obligé de déclarer sa religion.

On doit ajouter, entre autres éléments historico-culturels qui connectent le Brésil au Moyen-Orient, les communautés judaïques brésiliennes. A la différence des Brésiliens d'origine arabe, les juifs brésiliens ne sont pas directement originaires, en leur grande majorité, du Moyen-Orient. Beaucoup d'entre eux sont venus d'Europe orientale, avant même la Seconde Guerre Mondiale, l'Holocauste et la création de l'Etat d'Israël. D'ailleurs, la première synagogue des Amériques - Kahal Zur Israel - a été fondée dans la ville de Recife, capitale de l'Etat de Pernambouc, pendant la domination hollandaise de cette région, entre 1630 et 1657. Selon le recensement de 2010, ils sont aujourd'hui plus de 100 mille Brésiliens, dont la majorité réside à Rio de Janeiro et São Paulo et contribuent au développement national brésilien dans les secteurs les plus divers. Les communautés judaïques sont organisées en institutions, clubs, écoles et hôpitaux qui maintiennent de saines relations avec Israël, ce qui amplifie l'intérêt du Brésil pour le Moyen-Orient.

Pendant les années 1940, le Brésilien Oswaldo Aranha a joué un rôle fondamental dans l'approbation du Plan de Partage des Nations Unies, qui prévoyait la division de la Palestine sous mandat britannique en deux Etats. De 1957 à 1967, le Brésil a envoyé plus de 3.300 soldats pour faire partie du "Bataillon de Suez", qui a intégré la Force d'Urgence des Nations Unies (UNEF, dans son acronyme anglais). Pendant les années 1970, avec une croissance accélérée de l'économie brésilienne (10% par an) et avec un besoin d'importation d'énergie pour maintenir ce taux de croissance, le Moyen-Orient est devenu un partenaire commercial important. Au début de cette décennie, 4,2% du total des importations brésiliennes étaient originaires du Moyen-Orient; à la fin de cette même décennie, 32,1%. A ce moment-là, le Moyen Orient est devenu la principale source des importations

brésiliennes. Il s'agit d'exemples des relations du Brésil avec le Moyen Orient tout au long du XXème siècle. Mais ces relations étaient, surtout, occasionnelles, sans grande régularité et substance.

Politique

L'activisme politique international croissant du Brésil lors de ces dernières années et la vocation universelle de notre politique étrangère ont eu un impact très favorable sur nos relations avec le Moyen Orient. On doit se rendre compte qu'entre la visite privée de Pedro II, pendant le XIXème siècle, et la première visite d'un Chef d'Etat brésilien dans la région, 120 années se sont écoulées. En 2003, pendant la première année de son premier mandat, le Président Luiz Inácio Lula da Silva a visité la Syrie, le Liban, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis et la Lybie. Le Président Lula retournera dans la région, lors de son second mandat, pour visiter l'Arabie Saoudite en 2009, Israël, la Palestine, la Jordanie et le Qatar en 2010. Ces visites ont été fondamentales pour donner un élan aux contacts politiques et commerciaux entre le Brésil et le Moyen-Orient.

Plus récemment, le Vice-président Michel Temer a visité la région à plusieurs reprises: pendant son premier mandat (2011-2015), il a été au Liban, au Qatar, à Oman, en Israël, en Palestine et aux Emirats Arabes Unis. Pour sa part, la Présidente Dilma Rousseff a visité officiellement le Qatar en 2014.

Des efforts ont été aussi faits, ensemble et de façon coordonnée, pour rapprocher le Brésil et nos voisins sud-américains de ses partenaires du Moyen-Orient. A Brasília, en 2005, le Sommet Amérique du Sud-Pays Arabes (ASP) s'est réuni pour la première fois. Deux autres Sommets se sont suivis: Doha (2009) et Lima (2012). L'ASP s'est consolidée comme projet de grand intérêt des deux côtés et a amplifié la coopération entre les deux régions dans les domaines de la santé, de la culture, du commerce, entre autres, avec des rencontres régulières de haut niveau. Cette année, à la fin de 2015, devra avoir lieu la IVème ASP, en Arabie Saoudite.

Nous avons un grand intérêt à tisser des liens plus étroits avec la Ligue des Etats Arabes (LEA). La Mission de la LEA à Brasília compte, actuellement, avec un Ambassadeur résident. Le Brésil, pour sa part, en désignant son ambassadeur au Caire comme Représentant spécial du Brésil auprès de la LEA, devient un des pionniers de ce type de représentation. Bientôt, le Brésil et la LEA vont signer un mémorandum de coopération et de consultations politiques dans le but d'intensifier encore plus le dialogue politique régulier et la coopération avec cette institution qui compte 22 pays arabes.

Pour que le Brésil soit davantage présent au Moyen-Orient, il est fondamental que notre réseau diplomatique corresponde à ces objectifs. Ce sont les ambassades qui ouvrent les portes des contacts politiques, commerciaux et de coopération dans les domaines les plus divers. Ainsi, l'expansion de la toile diplomatique brésilienne au Moyen-Orient a été d'une grande importance. Nous sommes représentés dans 17 des 22 pays de la LEA, exactement les mêmes qui ont des ambassades à Brasília, à l'exception du Bahreïn, qui vient d'ouvrir une ambassade à Brasília. Depuis 2003, des ambassades au Qatar, au Soudan et en Mauritanie ont été ouvertes, celle de Bagdad réouverte et un Bureau a été inauguré auprès de l'Autorité palestinienne, à Ramallah.

Au-delà des communautés arabes et judaïques mentionnées, qui composent la mosaïque brésilienne, nous devons souligner la récente arrivée des réfugiés du conflit syrien. En 2013 - et non pas seulement maintenant quand la crise des réfugiés a fait la Une de la presse écrite, audio-diffusée et par internet -, le Comité National des Réfugiés (CONARE) a adopté une Résolution qui autorise, pour des raisons humanitaires, l'obtention de visas par des «individus affectés par le conflit en Syrie qui manifestent l'intention de demander un havre de paix au Brésil». Plus de 8 mille visas ont déjà été délivrés, sans publicité dans les réseaux sociaux. Le gouvernement brésilien est très sensible à la situation de ces réfugiés et pense que beaucoup veulent immigrer au Brésil pour y rester et rendre notre pays plus divers et, donc, plus riche. Certains ont été victimes de persécutions et n'ont pas de perspectives de retour vers la Syrie ou vers les zones frontalières où le conflit c'est accentué. Ils méritent d'être bien accueillis au Brésil et de disposer d'opportunités qui leur permettent de recommencer leurs vies. Récemment, le navire de la Marine Nationale du Brésil qui est à la tête de la composante navale de la Mission des Nations Unies au Liban (UNI-FIL) a sauvé plus de 200 réfugiés en haute mer méditerranéenne, en les débarquant en sécurité en Italie.

Le gouvernement brésilien et l'Itamaraty (surnom donné au Ministère des Relations extérieures du Brésil) se rend compte que cette dynamique interne, avec la présence de diasporas originaires du Moyen Orient, a un impact sur les relations étrangères du Brésil.

Et ce sont des impacts positifs. C'est un soft power très précieux pour le Brésil. Nous sommes très conscients, toutefois, que nous ne devons pas «importer» les tensions du Moyen Orient. Le dialogue et le contact avec les différentes communautés est indispensable; et c'est ce que nous faisons. Par exemple, en 2012, à l'initiative du Ministre des Relations extérieures - nous préférons

cette dénomination à celle «d’Affaires Etrangères» - Antonio de Aguiar Patriota, l’Itamaraty a promu le séminaire «Côte à Côte - La Construction de la Paix au Moyen-Orient: Le Rôle des Diasporas», comme un effort de congrégation des diasporas judaïque et arabes pour débattre de leurs possibles rôles dans la résolution des conflits qui affligent le Moyen-Orient.

Nous cherchons aussi à combattre la désinformation, le préjugé et l’islamophobie. Comme l’a dit la Présidente de la République à la tribune des Nations Unies en 2012, «Comme Présidente d’un pays avec des milliers et des milliers de Brésiliens de confession islamique, je mets en évidence devant cette Assemblée notre plus véhément rejet de l’escalade du préjugé islamophobe dans les pays occidentaux». A l’Itamaraty, nous donnons, dans notre institut diplomatique, l’Institut Rio Branco, des cours annuels sur l’Islam, en invitant des fonctionnaires de toute l’administration publique.

Relations économiques et commerciales

Nous devons mettre en évidence, maintenant, la croissance exponentielle du courant de commerce entre le Brésil et le Moyen Orient, conséquence, aussi, de l’intensification des contacts politiques avec nos partenaires de cette région.

Le total de notre échange avec les pays arabes en 2014 a atteint près de US\$ 25 milliards, cinq fois plus qu’en 2002, quand il était seulement de 5 milliards. Le pétrole continue à représenter une partie significative de nos importations. Et nous vendons, entre autres produits, de la viande bovine et du poulet, du sucre, des minéraux et des avions, mais en quantités et valeurs bien supérieures ces dernières années.

L’Arabie Saoudite, l’Algérie et les Emirats Arabes Unis sont les principaux partenaires commerciaux du Brésil au Moyen-Orient.

Concernant les conflits du Moyen-Orient, le Brésil maintient les principes de son action externe et qui sont ancrés dans l’Article 4 de notre Constitution. Entre autres, je soulignerais: la primauté des droits de la personne humaine, l’autodétermination des peuples, la solution pacifique des conflits, la défense de la paix, la non-intervention et le rejet du terrorisme.

S’agissant du conflit en Syrie, et selon ces impératifs constitutionnels, nous avons défendu, depuis le début, qu’il n’y a pas de solution militaire. Nous avons même proposé un embargo absolu d’armes vers la Syrie - d’où qu’elles puissent venir. Nous croyons que c’est seule-

ment à travers une solution politique et inclusive négociée, avec l’accord des Nations Unies, que le peuple syrien pourra mettre fin à sa souffrance et réaliser ses légitimes aspirations nationales. Nous rejetons, d’une manière véhémente, le recours au terrorisme et nous avons condamné systématiquement les groupes radicaux comme l’auto-proclamé «Etat Islamique» et le Front Al- Nusra.

Quant au conflit israélo-palestinien, nous maintenons notre position traditionnelle de la défense d’une solution de deux Etats, vivant côte à côte, en paix et en sécurité, avec des frontières mutuellement accordées et internationalement reconnues. Nous défendons la consolidation d’un Etat palestinien viable, avec pour base les frontières de 1967 et Jérusalem orientale pour Capitale. En 2010, le Brésil a reconnu l’Etat de la Palestine et en 2012 nous avons soutenu et co-parrainé la résolution des Nations Unies qui a élevé le statut de la Palestine aux Nations Unies au rang d’Etat Observateur.

Plus que cela: nous avons fait une campagne très active, le Ministre des Relations Extérieures téléphonant à presque tous ses homologues des Amériques!

Les négociations entre Palestiniens et Israéliens doivent recommencer immédiatement avec pour objectif de permettre la construction d’un Etat palestinien économiquement viable et démocratique; pour cela nous avons intensifié notre coopération humanitaire avec l’Autorité Palestinienne, ainsi qu’avec l’Agence des Nations Unies pour les Réfugiés de la Palestine (UNRWA), dont le Brésil a intégré le Comité Consultatif en 2014.

Il ne reste aucun doute que le Moyen-Orient a été victime de rivalités, de tensions latentes et de conflits, quelques-uns anciens, d’autres plus récents et trop sanglants. Mais le Moyen-Orient est une région d’opportunités. Pour le Brésil aussi.

Avec le capital politique dont nous disposons, comme pays avec des principes respectés et une politique étrangère qui vise à rassembler - le Brésil fait frontière avec 10 pays (près de 15.800 km de frontière terrestre) et sa dernière guerre date de plus de 150 ans -, nous pouvons nous positionner de façon équilibrée relativement aux conflits de la région, sans antagonismes ni préjugés, en se faisant des amis, et non pas des ennemis. Etant une des plus grandes économies du monde, forte d’une grande diversité - qui traverse, certes, des difficultés passagères -, avec un énorme marché consommateur et d’innombrables entreprises exportatrices et importatrices, le Brésil ne peut pas ne pas investir, politiquement et économiquement, au Moyen Orient.

C’est ce que nous faisons et continuerons à faire.

The Brazil-Middle East relationships, by Carlos Martins Ceglia

As everybody knows, the Middle-East is a centerpiece of the geopolitical and economical international chessboard. Recently, the long period of instability in Irak, the phenomenon so called «Arab spring» (others prefer to call it «Islamic awakening»), the Syrian conflict, the rise of radical islamist groups and the recent refugees crisis put again the region in the international news headlines. The «Arab spring» resulted to regime changes in several countries, the first being Tunisia.

The continuing instability in the region led many political analysts to seriously question the perception, initially positive, of the mass movements bloomed in several countries. Syria suffers with a conflict already seen as the greatest humanitarian tragedy of the 21st century. In Syria, and in neighboring Irak, the radical groups, as the self-proclaimed «Islamic State» and Al-Nusra Front control big portions of territories, enhance the religious and sectarian relationships and question the frontiers of the States, as known today.

Within this complex and volatile framework, it is important that Brazil understands the Middle-East phenomena and take up a balanced position as regards the conflicts afflicting the region (...)

علاقات البرازيل بالشرق الاوسط بقلم كارلوس ماركوس سيجليا

كما يعلم الجميع، فإن العالم العربي يمثل قطعة محورية في رقعة الشطرنج الجيوسياسية و الاقتصادية العالمية. شهد العالم العربي مؤخرًا عدم استقرار في العراق، «الربيع العربي» الذي (يجبذ البعض تسميته ب «الصحو الإسلامية»)، الصراع في سوريا، صعود الجماعات الإسلامية الأصولية و أزمة المهاجرين. أدت هذه الأحداث و التغييرات إلى وجود العالم العربي في وسائل الإعلام. تسبب «الربيع العربي» في تغيير للأنظمة في عدة بلدان أولها تونس.

دعا استمرار حالة عدم الاستقرار التي تؤثر على المنطقة العديد من المحللين السياسيين إلى التساؤل جديدًا حول الإنطباع الإيجابي الأولي للحركات الشعبية التي انبثقت في العديد من البلدان. تعاني سوريا من صراع يعتبر بالفعل أكبر مأساة إنسانية شهدتها القرن الواحد و العشرون لحد الآن. في سوريا و جارها العراق، نصبت بعض الجماعات الإسلامية نفسها «دولة إسلامية». تقوم داعش و جبهة النصرة اليوم بالسيطرة على مساحات شاسعة من أراضي البلدين مما أدى إلى تآجج النزعات الطائفية و الدينية و تحدى الحدود الجغرافية التي نعرفها اليوم. من الضروري للبرازيل - و في خضم هذا السياق المعقد و المتقلب- أن يفهم ظواهر في الشرق الأوسط لأخذ مواقف متوازنة بالنسبة للطراعات المحتمدة في المنطقة (...)



Carlos Martins Ceglia, né en 1958 à Rio de Janeiro, Brésil. Diplômé par l’Institut d’Etudes Politiques de Toulouse, il entre au Ministère des Relations Extérieures (MRE) du Brésil en 1984. Il devient Directeur du Moyen-Orient du MRE de février 2011 à juillet 2015. Il est actuellement Ambassadeur du Brésil en Malaisie et auprès du Sultanat de Brunei Daressalam.



Ryan Rodrick Beiler / Shutterstock.com

Global Palestine. Organizing solidarity in the early 21st century

by Ilaria Giglioli

On July 27th 2015, in front of a Plenary of over 200 Palestinian and international scholars gathered in Ramallah for the International Conference of Critical Geographers, a Native American professor from a prominent US university delivered a talk entitled “We are not red indians’ (We might all be Red Indians): Anti-colonial Sovereignty Across the Borders of Time, Place and Sentiment”. Both the content of the talk, and the context in which occurred, represented the culmination of over a decade of Palestine solidarity organizing within the North American and European academy. With regards to the content, in her talk the professor reflected on the similarities and connections between the dispossession of Native Peoples through European colonization of the Americas, and dispossession of Palestinians through Zionist colonization of Historic Palestine. The occasion in which the talk took place was also singular, as it was the first time that an international academic association decided to hold its multi-annual meeting in the Occupied Palestinian Territories. In addition, the conference participants took an explicit stance towards

Palestinian solidarity by adopting a resolution to boycott Israeli academic institutions complicit in the violation of Palestinian human rights. In brief, over a decade of Palestinian solidarity organizing around the Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) movement, both within the academy and in civil society at large, had placed the question of Palestine squarely on the agenda of progressive academics, and - particularly in North America - broken long-standing taboos around criticism of Israel. But what was the origin of this movement, and how did it gain momentum?

The BDS movement was born in 2005, when, in the aftermath of Israeli practices of collective punishment during the Second Intifada, a coalition of Palestinian Civil Society groups (in the West Bank and the Gaza Strip, within Israel’s 1948 borders, and from the diaspora) issued an international call for Boycott, Divestment and Sanctions against Israeli institutions and Israeli and international companies complicit in the violation of Palestinian human rights. Drawing on the South African anti-Apartheid movement, the strategy assumes

that a combination of economic losses and political isolation would put pressure on Israel to comply with three demands, routed in international law: 1) ending the occupation of the Occupied Palestinian Territories, 2) full equality for the Arab Palestinian citizens of Israel, and 3) the right of Palestinian refugees to return to their homes. By framing the question in this way, the BDS call not only grounded Palestinian solidarity within the language of human rights, but also broadened the question of Palestinian rights beyond a narrow focus on ever-shrinking territorial concessions, which had been the international focus in the aftermath of Oslo. Instead, each of the three demands focused on the situation of different groups of Palestinians: those living in the Occupied Palestinian Territories (ending the occupation), Palestinian citizens of Israel (full equality), and those of the diaspora (right of return). The BDS call does not take an explicit position on the long-term territorial and political configuration of the area, but asks international supporters to guarantee the basic pre-conditions in which all Palestinians can have a say in their self-deter-

mination. In the aftermath of over a decade of US and European-sponsored efforts to promote ‘coexistence’, that framed the question of Palestine as one of ‘long-lasting hostility’ between two equal parties that could be resolved through ‘mutual understanding’, the BDS movement reframes the situation in Historic Palestine as one of colonization and apartheid, thus shedding light on the starkly uneven power relations at play.

Initially relatively unknown, the BDS movement has grown exponentially over the past few years. Key sites of organizing have been University Campuses, Academic Organizations, and Trade Unions. Particularly in the context of the United States, where at the national political level support for Israel brings together politicians at opposite ends of the political spectrum, over a dozen student bodies have passed divestment resolutions, while over ten academic professional organizations have signed on to the academic boycott. This has also been embraced by numerous public intellectuals, including philosopher Judith Butler and the political theorist of subaltern studies Partha Chatterjee. In the European

context, where public opinion is generally more sympathetic to the Palestinian cause, larger scale divestment has occurred. One example of this is Norway's Pension Fund divestment from various companies involved in the construction of West Bank settlements. Similarly, in 2014 the largest Danish bank, Danske Bank, pulled investments from two Israeli firms also involved in the settlements. In addition to these efforts, international pressure has led various international companies to terminate their activities in the West Bank. In April 2015, for instance, the French company Veolia, which provided infrastructure to various settlements, sold all its water, waste and energy activities in Israel. While the focus of BDS campaigning has been in North America and Europe, where national governments have particularly strong economic, political and military ties with Israel, the movement has also extended elsewhere. In Brazil, for instance, a substantial campaign has developed around the involvement of Israeli companies in the security for the 2016 Olympics. In essence, over the past ten years the BDS movement has grown from relative anonymity to attracting the political attention not only of the Israeli government, which considers BDS as a strategic threat, but also of candidates in the US presidential election (Hillary Clinton made explicit statements against the BDS movement in part of her fundraising campaign).

The spread of the BDS movement, and its appeal to a broad audience, can be explained through a variety of factors. The first one is contextual: the escalation of Israeli military violence in the past years - particularly the attacks on Gaza of 2009, 2012 and 2013, as well as the turn the right of the Israeli government, has sparked considerable indignation amongst a global public that had previously been less aware of on-going practices of Israeli colonization of the Occupied Territories, as well as the daily discrimination against Palestinian citizens of Israel. The second, and more important reason, has been the ability of the BDS movement to connect Palestine solidarity with broader global movements against racial and ethnic discrimination. The BDS movement itself, in fact, emerges out of Palestinian organizing for the 2001 World Conference Against Racism, held in Durban, South Africa. As was previously mentioned, the strategy of Boycott, Divestment and Sanctions draws on similar tactics adopted by the international solidarity movement to end Apartheid in South Africa, and has been endorsed by prominent figures of the anti-Apartheid movement, such as Archbishop Desmond Tutu. Within this context, the BDS movement has taken an explicit stand against any form of racial discrimination, including anti-semitism. In the North American

context, various Jewish organizations - most notably Jewish Voices for Peace - have in fact supported BDS. By so-doing, they contested the equation of Jewishness with the state of Israel. As a consequence, they also contested the framing of criticism of Israel being anti-semitic. This position is particularly important in the United States, where the Department of State's definition of anti-semitism includes certain types of criticism of Israel, allowing Palestine solidarity activists to be routinely accused of anti-semitism, sometimes with detrimental effects on their careers.

More broadly, framing Palestine solidarity as part of a broader struggle against racial discrimination has allowed Palestine solidarity organizers to build alliances with marginalized groups within North America, particularly the United States. These alliances are based on historic and contemporary experiences of oppression and discrimination that minorities share with Palestinians in the Occupied Palestinian Territories and within Israel's 1948 borders, as well as opposition to on-going military and security cooperation between the Israeli military and US police forces. One of the most recent examples of this type of solidarity took place on August 15th of this year, when over 1,000 Black US intellectuals signed onto a statement demanding justice for Palestinians and expressing their support for the BDS movement. In the context of Canada, where the indigenous question is more visible in the public sphere than in the United States, Palestine solidarity activists have repeatedly expressed their solidarity to First Nations', most recently in the context of the 'Idle No More' movement that gained visibility in 2013. These alliances and connections at the level of civil society have also spurred prolific academic work on the similarities and connections between the two spaces. Over the past decade, academic panels have been held and books have been published on the relation between the fortification of the US/Mexico border and the construction of the Israeli wall around the West Bank. Other work, instead, has analyzed the longer-term similarities between Israeli and North American settler colonialism, as well as the role of Palestine in shaping the US public discourse around race.

This history of organizing created the consensus for the steering committee of the Seventh International Conference of Critical Geographers (ICCG) to hold the meeting in the Occupied Palestinian Territories, despite the logistic difficulties involved (not least the impossibility of participants from many Arab and Muslim-majority countries to participate, as well as the obstacles that other international participants faced at the Israeli borders, where various scholars were denied entry). Along-

side its general political significance, the conference was also an important occasion with regards to the politics of knowledge production, and, specifically, its Eurocentricity. A common conversation at the ICCG, in fact, was the tendency of social science theory (particularly geography) to produce abstractions from the lived experience of Europe and North America, and to then apply these to other parts of the world. The organizers of the ICCG sought to shift this relationship by not focusing the topic of the conference specifically on Palestine, but by starting from the context of Palestine to think through a wide range of territorial and social justice issues. Thus, Palestine went from an object of study, to a critical site and lens of knowledge production. This allowed for this type of question to be debated: what does it mean to use the understanding of settler colonialism developed in Palestine to reframe the indigenous question in North or South America, Australia or New Zealand? How can an analysis of European colonial history allow us to rethink debates around 'migrant integration' and citizenship acquisition in Europe? Or, on a more practical level, how are understandings of urban warfare developed and tested on Palestinians making their way to other parts of the world? Alongside addressing these types of questions, the conference also provided a key meeting space for academics who were engaged in other social justice issues alongside Palestine, such as urban gentrification and displacement, or migrant and refugee rights.



Ilaria Giglioli is a PhD candidate in Geography at the University of California, Berkeley. Her research focuses on the relationship between the organization of space and the production and reproduction of inequality. More specifically, she has carried out research around struggles over access to water both in Sicily, Italy and in the West Bank, Occupied Palestinian Territories.

In essence, the conference represented a microcosm of the global nature of the Palestinian question. Rather than a regional issue, or one of identity, by the second decade of the 21st Century Palestine has become the social justice issue that is able to bring together coalitions of progressive academics and civil society organizations. Analyzing Palestine not as an exceptional situation, but focusing on the similarities of the Palestinian experience with that of other indigenous peoples and marginalized populations, and considering Palestine as a microcosm of broader global tendencies of militarization and surveillance, can also have an effect beyond Palestine. As this article has suggested, in fact, both the academic and political analyses and the networks created through Palestine solidarity can play a central role in contributing to social justice elsewhere in the world.

Palestine globale. Organiser la solidarité au début du XXIe siècle, par Ilaria Giglioli

Le 27 juillet 2015, face à une plénière de plus de 200 universitaires palestiniens et internationaux, réunis à Ramallah pour la Conférence internationale des géographes critiques, un professeur amérindien d'une importante université américaine a fait une intervention intitulée «Nous ne sommes pas des peaux-rouges (Nous pourrions tous être des peaux-rouges): Souveraineté anticoloniale à travers les frontières du temps, du lieu et du sentiment». A la fois le contenu de l'intervention et son contexte représentaient l'apogée de plus d'une décennie d'organisation de mouvements de solidarité dans les milieux universitaire américain et européen (...)

فلسطين الشاملة، تنظيم التضامن في أوائل القرن الواحد والعشرين بقلم إيلاريا جيجليوليا

في 27 جويلية 2015، و قبالة جلسة عامة مكونة من أكثر من جامعي و جامعة فلسطينيين و دوليين مجتمعين في رام الله بمناسبة الندوة الدولية للنقاد الجغرافيين، قام استاذ من السكان الاصليين لأمريكا يدرس في إحدى اهم الجامعات الأمريكية بإلقاء مداخلة بعنوان «نحن لسنا ذوي بشرة حمراء (يمكن للجميع ان يكون ذو بشرة حمراء): سيادة ضد الإحتلال عبر حدود الزمان، المكان والإحساس». كل من محتوى التدخل و سياقها يمثل تنويجا لأكثر من عقد من تنظيم لحركات التضامن في الأوساط الأكاديمية الأوروبية والأمريكية (...)



« ... on entrevoit deux «contiguités» qui s'entrecoupent et s'ignorent (...) pour qu'une frontière étanche existe, pour que les deux peuples ne se connaissent pas... »

Un voyage solidaire en Palestine Daniel Soil

Ecrivain et représentant de la Fédération Wallonie-Bruxelles honoraire

Un voyage a été organisé en Palestine - au cours de la dernière quinzaine de juillet 2015 - par une association belge de tourisme culturel. J'ai eu l'occasion de participer à ce voyage. Trois rencontres étaient prévues par les organisateurs : Adnen Husseini, Gouverneur de Jérusalem, Michel Warschawski, directeur du Centre (israélo-palestinien) d'Information Alternative, et Emile Shoufani, archimandrite de l'Eglise orthodoxe grecque. Voici quelques réflexions nées de ces passionnantes rencontres.

Adnen Husseini, Gouverneur de Jérusalem, nous a accueillis... au couvent des Franciscains, ouvert à sa demande, vu la tension qui régnait ce jour-là sur l'esplanade des Mosquées.

Chaque année en effet, au jour dit, des extrémistes juifs veulent affirmer leur souveraineté en déambulant dans la ville tout entière, y compris les lieux saints de l'Islam. On songe à la déambulation sinistre d'Ariel Sharon en 2000, mettant fin à une période où les sociétés civiles tentaient de battre en brèche la paralysie des politiques et renouaient les fils cassés entre les associations palestiniennes et israéliennes à la suite de l'assassinat de Ytzhak Rabin.

La faute aux « extrémistes juifs » ? Pas seulement. Au sein même du gouvernement israélien actuel, il se trouve des ministres, notamment celui de la communication, pour approuver les agissements des extrémistes. Mais ce gouvernement n'a pas le monopole des décisions déplorables. Il s'est trouvé, par le passé, des gouvernements travaillistes pour concevoir la colonisation de la Cisjordanie !

Michel Warschawski, animateur du Centre d'information alternative, se présente comme un militant pour les droits, davantage que comme un militant

pour la paix. Il se demande d'ailleurs s'il y a jamais eu un « processus de paix ». Les partenaires pour la paix étaient-ils de bonne foi quand ils négociaient ?

Aujourd'hui, la réalité, c'est le « processus de colonisation ». Depuis 1975, Israël n'a fait que s'étendre vers l'Est. La meilleure analogie, c'est celle qu'on peut faire avec la conquête réalisée par les colons blancs sur le territoire des Indiens d'Amérique du Nord. En Palestine, ce ne sont pas les voies de chemin de fer qui progressent, mais les « routes de contournement ». Au départ, il y a une route, puis, peu à peu, au fil des mois, une station-service, une supérette, un drapau... puis une colonie.

Car le but n'est pas une conquête guerrière classique, mais bien la création d'un Etat « démocratiquement » juif, par le peuplement progressif de la Cisjordanie utile.

Au 20ème siècle, le rêve sioniste, c'était l'émigration massive des Palestiniens vers la Jordanie. Depuis, cette perspective est devenue caduque, vu la conscience nationale palestinienne qui a émergé. Reste aujourd'hui aux sionistes, à établir une distinction nette entre ce qui est « eux » et ce qui est « nous ». L'objectif aujourd'hui, c'est de cantonner les Arabes. A « nous », Jérusalem et le plateau du Golan. A « eux », les îlots : Gaza, Jenine, Bethlehem et Hébron.

Dans ce projet, on entrevoit deux « contiguités » qui s'entrecoupent et s'ignorent : une filière sioniste est-ouest, une filière palestinienne nord-sud. Pour que cela fonctionne dans l'esprit de ses promoteurs, pour qu'une frontière étanche existe, pour que les deux peuples ne se connaissent pas, il faut imaginer un système complexe de ponts et de tunnels. C'est la perspective élaborée aux Etats-Unis sous la présidence Bush.

Mais aujourd'hui, une nouvelle donne apparaît, qui peut modifier à terme cette situation qui semble inextricable.

D'abord le rapport de forces évolue au niveau mondial. Les Etats-Unis déclinent ; la Russie, la Turquie, l'Iran s'affirment.

Ensuite, en dépit des reculs et des aléas, les révolutions arabes peuvent déboucher sur un déplacement du centre de gravité en faveur du monde arabe, devenu vecteur de dynamisme. Certains pays arabes peuvent envisager une autocritique sur leur propre responsabilité vis-à-vis de la Palestine. (De leur côté, les Israéliens veulent que continue la déraison arabe: « Un jour, nous négocierons avec le Hamas une paix de 15 ans ! »). C'est le père Emile Shoufani qui se met – un instant – à la place des responsables israéliens.

Et l'ecclésiastique ajoute une troisième raison d'espérer : on assiste au réveil des Palestiniens vivant en

Israël, décidés à en finir avec les humiliations datant de l'époque Ehud Barak, le travailliste. On le sait trop peu : après la création de l'Etat d'Israël, 800.000 Palestiniens se sont exilés, mais d'autres sont restés sur le territoire israélien. Environ 180.000, surtout en Galilée. Ils sont devenus « citoyens » israéliens... avec des déplacements intérieurs contrôlés par les militaires et l'obligation d'allégeance à l'Etat. Aujourd'hui, ils sont un million cent mille, si on compte les Bédouins ! Ces Palestiniens se sont unis, à l'occasion des récentes élections israéliennes, sous la bannière d'un progressiste moderne, Ayman Odeh.

Israël appartient de plus en plus aux Juifs. Israël aurait pu être le lieu de la dés-identité religieuse. Hélas, c'est l'évolution inverse. On assiste à une déstabilisation par la droite, les religieux. Pour ceux-là, pas de retour possible des réfugiés, car ils veulent la pureté juive de leur territoire. Au lieu de s'en rapprocher, on s'éloigne de la seule solution possible: mettre fin à la colonisation, mettre fin aux barrages, aux murs de béton et de barbelé. Que Jérusalem soit déclarée ville ouverte ! Sortir d'une conception ethnique de l'Etat. Imaginer une nouvelle Andalousie.

Solidarity trip in Palestine, testimony of Daniel Soil, writer and honorary representative of Wallonie Brussels Federation

A trip was organized in Palestine - during the last fortnight of July 2015 - by a non profit Belgium organization specialized in cultural tourism. I had the opportunity to participate to this journey. Three meetings were scheduled by the organizers (...)

رحلة تضامن إلى فلسطين، شهادة دانيال سوال، كاتب و ممثل شرفي عن فدرالية والوني-بروكسسال

نظمت جمعية بلجيكية للسياحة الثقافية رحلة إلى فلسطين خلال النصف الثاني من شهر جويلية 2015. كان لي شرف المشاركة في هذه الرحلة. تم التخطيط لثلاث لقاءات من قبل المنظمين (...)

MOT DE LA FIN

Besoin de justice et de dignité
par Tahar Benjelloun, écrivain

كلمة الختام

« Notre besoin de consolation est impossible à rassasier » écrivait le suédois Stig Dagerman, qui s'est suicidé en novembre 1954. Nous pourrions nous aussi revendiquer ce cri. Mais nous avons davantage besoin de justice et de dignité que de consolation. Car notre histoire est de plus en plus écrite dans la violence.

Avant toute chose, précisons les faits en étant francs avec nous-mêmes : le monde arabe en tant qu'entité globale, diverse et semblable n'existe pas. Il y a des Etats, des pays, des sociétés qui ont en commun une langue classique parlée par une élite, une religion commune pratiquée selon des rites différents, et une constante faite de déchirures et de divisions. Les Arabes ne sont ni unis, ni organisés entre eux et ne se présentent jamais face à leurs adversaires avec une seule voix, forte et déterminée. Cette situation de fait désespère les peuples dans leur majorité et arrange évidemment les ennemis de ce qui est arabe et par extension musulman.

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui dans la plupart des pays arabes, il faut remonter à 1952 lorsque des officiers égyptiens prirent le pouvoir par un coup d'Etat. Cette pratique deviendra fréquente. Kadhafi comme Hafez el Assad procéderont de la même manière pour s'emparer du pouvoir et écraser toute opposition de leur peuple et toute tentative d'instaurer un système démocratique. En outre l'individu en tant qu'entité unique et singulière n'est pas reconnu. Rien n'est fait pour son émergence. Car si l'individu n'est pas reconnu dans une société, l'exercice de la démocratie est impossible. Ce qui a surgi dans les manifestations de ce qu'on a appelé « le printemps arabe » c'est au fond la réclamation de cette reconnaissance avec l'attachement aux valeurs de dignité et de justice. Un individu est une voix, une liberté, ce qui ouvre le chemin à l'Etat de droit. Or aucun pays arabe n'est un Etat de droit même si certains comme le Maroc, la Tunisie et la Jordanie s'acheminent vers sa réalisation. C'est une question de temps et de maturité des mentalités. C'est aussi une volonté ou non des dirigeants. L'Etat de droit est la voie la plus sûre du système démocratique. C'est pour cela que la nouvelle constitution tunisienne est historique et unique dans la sphère arabe. Elle est unique parce qu'elle reconnaît « la

liberté de conscience » et l'égalité en droit de l'homme et de la femme. Ainsi, des Etats arabes évoluent mais pas ensemble ni en même temps. Ce progrès est cependant menacé par des groupes rétrogrades et fanatiques. Le terrorisme est l'arme fatale de l'ignorance et de l'obscurantisme. Il est à l'œuvre dans tout le monde arabe. C'est au nom d'un islam trahi et réinterprété de manière littéraliste et caricaturale que des ignorants accomplissent une tâche ignoble consistant à briser l'économie de ces pays et à endeuiller leurs peuples tout en tenant un discours miné de stupidités et de mensonges.

Nous ne vivons ni une malédiction ni une erreur de l'histoire. Nous sommes ce que nous avons toujours été. Alors n'accablons plus les autres et même si l'Occident n'est pas étranger à ce qui nous arrive, cela ne sert à rien de le culpabiliser. Balayons devant notre porte, et que cela se fasse au plus vite et sans état d'âme. Notre responsabilité est là, il faut la considérer, la peser, l'analyser et trouver éventuellement une issue à nos drames à répétition.

Je dis « nous » et puis je me ravise. Je suis arabe, c'est ainsi, je n'ai pas à en être désolé ni à en être fier non plus. Quand je parle de « notre » responsabilité, je veux dire que notre identité, notre appartenance ne nous laissent pas le choix. Evidemment quand Bachar el Assad tire sur son peuple ou quand des pays du Golfe claquent des milliards dans des futilités honteuses, j'observe et je me sens de l'extérieur tout en étant Marocain et Arabe sans oublier l'héritage berbère et andalou. C'est ce qui donne le droit de dénoncer les criminels et les délirants. Mais dénoncer ne change rien à l'affaire. Encore faut-il proposer des actions pour changer les choses.

Ecartons aussi la manie consistant à voir des complots se tramer contre les Arabes un peu partout. Ce n'est même pas le cas. Les Arabes n'ont pas eu besoin d'être dans l'engrenage d'un quelconque complot pour précipiter la décadence de l'entité arabo musulmane et laisser pourrir la situation des territoires occupés en Palestine. L'oubli du peuple palestinien est en train de s'installer dans les mentalités et les médias suivent. Pendant ce temps là, c'est la guerre en Syrie et Daech qui font l'actualité, ce qui n'a rien de positif pour l'image

des Arabes. Prenons le cas le plus étrange et le plus horrible : l'émergence et le développement de Daech. Sans des contributions importantes d'hommes d'affaires du Golfe et peut-être même de certains Etats, ce mouvement n'aurait pas pu se répandre et faire tant de massacres et de désastres. Sans la politique perverse et criminelle de Bachar al Assad, Daech n'aurait pas pu faire tant de malheur. N'oublions pas qu'il a encouragé le radicalisme religieux pour dire au monde : c'est moi ou le chaos islamiste !

Complètement engagé contre l'islam et la civilisation arabe, Daech s'est illustré dans l'horreur spectaculaire, avec des messages envoyés au monde civilisé pour salir et détruire le visage et l'âme arabes. Le discours est bien élaboré, les actions bien préparées, et la campagne de propagande est assez efficace.

L'émergence de ce mouvement n'a été possible que parce que des régimes totalitaires et corrompus n'ont jamais fait confiance à leurs peuples et les ont traités comme des mineurs sans droits. Le paradoxe est que cette barbarie est apparue dans le sillage du « printemps arabe » et a confisqué ce que des millions de femmes et d'hommes, épris de liberté et de justice, ont pu courageusement gagné dans les rues et places arabes.

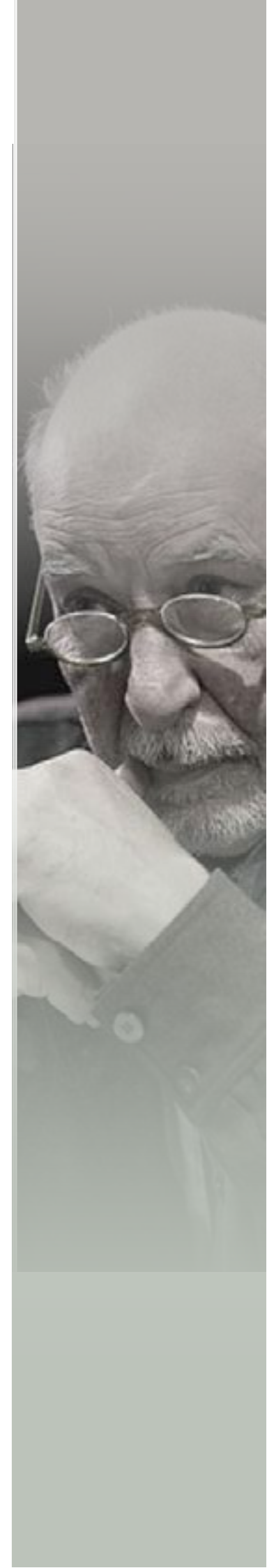
Si les Arabes avaient voulu mettre fin à ce scandale, il aurait suffi d'engager une guerre au sol contre ces soldats de malheur dont le but est de porter atteinte non seulement au présent des Arabes et musulmans, mais d'effacer toute trace d'un passé où la culture du monde arabe avait une belle présence dans le monde. Mais étant donné que la désunion est plus forte qu'une politique commune, Daech

va prospérer et poursuivre son travail de destruction et de barbarie. Ils auraient pu aussi armer, aider financièrement les Kurdes qui affrontent sur le terrain les soldats de Daech.

Mais on a compris qu'il ne faut pas trop attendre des Etats dont certains sont empiétrés dans des difficultés liées à la baisse du prix du pétrole. Seuls les peuples arabes pourraient précipiter l'échec de Daech. Hier les grandes places ont été envahies par des foules pour faire partir des dictateurs comme Moubarak et Ben Ali, aujourd'hui on espère voir ces foules sortir dans les rues pour dénoncer les crimes de plus en plus horribles de Daech et de ses commanditaires.

Il faut par ailleurs que les dirigeants occidentaux comprennent que ce sont les peuples qu'il faut soutenir et non des gouvernants très riches et allergiques à la démocratie. Il faut aussi soutenir les Etats qui luttent quotidiennement contre le terrorisme comme la Tunisie et le Maroc et qui subissent des menaces de plus en plus précises contre leur sécurité et leur économie.

La culture arabe ne jouit d'aucune reconnaissance sur le plan international. La voix arabe n'est pas entendue. On traduit très peu de textes arabes. Les produits culturels arabes ne circulent pas entre pays arabes ou si peu. Alors pourquoi voulez-vous que les autres s'intéressent à notre imaginaire, à nos espérances, à nos audaces créatrices ? Quelques individualités émergent ici ou là. Elles sont bien seules. Et quand elles s'expriment, c'est pour déplorer ou démontrer avec intelligence et talent combien le destin arabe est frappé de malheur. Jusqu'à quand?



Need of justice and dignity, by Tahar Benjelloun

«Our need for consolation is insatiable» wrote the Swedish Stig Dagerman, who committed suicide in November 1954. We could also claim that cry. But we need more justice and dignity than consolation. Because our history is increasingly written into violence.

First of all, let's clarify the facts by being honest with ourselves: the Arab world as a global entity, diverse and similar does not exist. There are states, countries, communities that share a traditional language spoken by an elite, a common religion practiced according to various rites, and a constant made of tears and divisions. The Arabs are not united or organized amongst themselves and never have faced their opponents with one voice, strong and determined. This situation desperates people in their majority and of course arrange the enemies of what is Arab, and by extension Muslim.

To understand what is happening today in most Arab countries, we must go back to 1952 when Egyptian officers seized power in a coup d'Etat. This practice became common. Hafez al-Assad as Gaddafi proceeded in the same way to seize power and crush all opposition of their people and any attempt to establish a democratic system (...)

الحاجة للعدالة و الكرامة بقلم الطاهر بن جُلُون

«لدينا حاجة للعزاء مستحيلة الإرضاء»، كتب هذه العبارة السويدي ستيف داغمان الذي إنتحر في نوفمبر 1954. يمكن لنا نحن أيضا البكاء، لكن حاجتنا إلى العدالة و الكرامة أكبر من حاجتنا إلى العزاء لأن تاريخنا يكتب، و على نحو متزايد، بالعنف. قبل أي شيء، فلندقق في الأحداث بكل صراحة تجاه أنفسنا: لا وجود لعالم عربي ككيان كوني، متنوع و متشابه. توجد دول، بلدان مجتمعات تتقاسم اللغة العربية الفصحى التي لا تتحدثها إلا نخبة قليلة و ديانة مشتركة تمارس بطقوس مختلفة كما تتقاسم إستمزقات و الإنقسامات. لا العرب متحدون و لا منظمون داخليًا و لم يسبق أبدا أن واجهوا خصومهم بصوت واحد قوي و حازم. هذه الحالة تحبط معظم الشعوب و تخدم بوضوح أعداء العرب و إستطرادا المسلمين.

لكي نتمكن من فهم ما يحدث اليوم في معظم البلاد العربية، يجب أن نعود إلى سنة 1952 حيث قام ضباط من الجيش المصري (الضباط الأحرار) بإنتقال لإفكتكاك السلطة في مصر. أصبحت الإنقلابات من بعدها متواترة. فنجد ان القذافي و حافظ الأسد مثلا قد وصلا إلى السلطة بنفس الطريقة و قاموا بسحق كل من يعارضهم من الشعب و كا مبادرة لإرساء نظام ديمقراطي (...)

CULTURE

ثقافة

Art plastique :

Abdalla, l'oeil de l'esprit (2014)

Présentation de Chiraz Gafsia, architecte

Pour l'amour de l'art,
le regard du révolté,
« Abdalla, l'œil de l'esprit ».

Liberté et indépendance raisonnent comme un cadre, comme un espace scénique où s'exprime l'oeuvre de toute une vie, celle d'un homme libre et indépendant, l'artiste égyptien Hamed Abdalla.

Né au Caire en 1917, il raconte l'Egypte de son enfance, l'Egypte politique, l'Egypte sociale. Son esprit critique et contestataire des régimes arabes lui a valu d'être marginalisé dans son pays natal.

A la soumission il préféra l'exil.

Trente longues années en Europe n'ont pas eu raison de son amour pour la patrie et la nation arabe.

Il a su par la force de son identité, maintenir une distance face aux dictats et refuser l'assimilation culturelle et politique avec l'Occident.

L'expression de son art a pourtant évolué durant cette période et, là-bas, il connu son apogée et fut enfin reconnu et respecté.

Un demi siècle d'abondante créativité et la singularité de son style, ont fait de cet artiste un maître de l'art moderne arabe, reconnu en Europe.

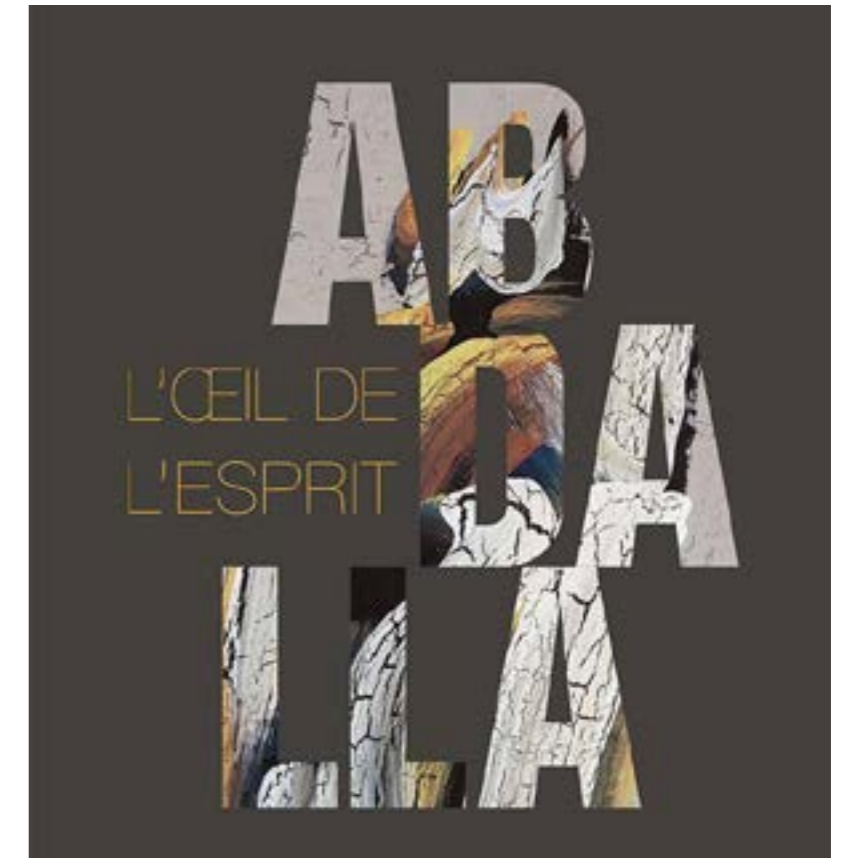
Peintre philosophe, il transcende la lettre arabe. Il la déconstruit, la fait matière craquelant sous le poids des mots et façonnant les formes de sa vision. Une vision engagée mystique et sensible, mise en relief par les images et apparences que la lettre évoquera.

De l'injustice à la révolte, en passant par l'amour de la femme ou de la patrie, ses puissantes oeuvres seront prochainement exposées au Tate Modern de Londres, le plus grand musée d'art moderne d'Europe.

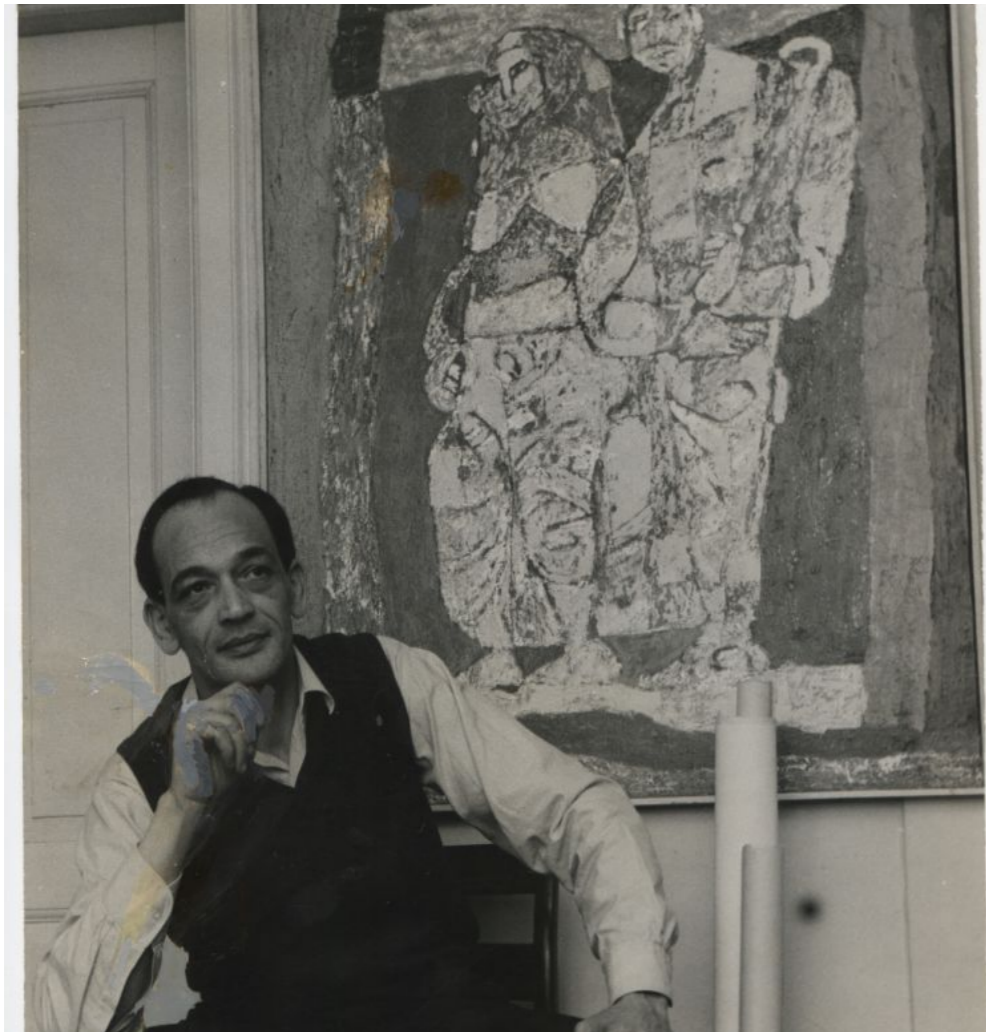
Une importante collection est déjà au Musée d'Art Moderne du

Caire ; et une exposition d'une centaine d'oeuvres est prévue à la galerie «Ofouq» en janvier 2016 à l'occasion des trente ans de sa disparition.

La vie et l'oeuvre de l'artiste-peintre Hamed Abdalla (1917-1985) est également à découvrir dans une magnifique monographie publiée en 2014 aux éditions Bachari sous le nom de « Abdalla, l'œil de l'esprit ».



Galerie d'oeuvres de Hamed Abdalla



Musique :

The Egyptian project



Film :

Une heure et demi (2012)

de Wael Ehsan

Présentation de Syrine Ismaili, enseignante-chercheuse en droit



Parmi les films égyptiens qui se distinguent par leur qualité artistique et par l'importance du message qu'ils véhiculent, se trouve le film « Saa ou nos » (Une heure et demi) de Wael Ehsan, sorti en 2012. Le scénario du film est inspiré d'une histoire vraie, celle de l'accident d'un train près de la ville de Ayat, dans le sud égyptien, en 2002. L'accident du train était dû à un fort déséquilibre causé par le manque de segments de fer sur la voie ferrée. Ces segments étaient une aubaine pour une bande organisée de jeunes voleurs, poussés au crime par... nécessité. S'ils ont réussi à accomplir leur crime, ce n'est pas par manque de vigilance du gardien de la voie ferrée, qui veille consciencieusement depuis des années à ce que tout soit dans l'ordre. Seulement, ce jour là, l'esprit envahi

de problèmes (la trahison de la femme qu'il croyait amoureuse de lui, l'incapacité grandissante de subvenir aux besoins de sa famille...), ont aveuglé ses yeux.

Dans le train, une multitude d'acteurs égyptiens reprenant chacun à sa manière l'histoire d'une tranche de la société égyptienne. Il y a la veuve qui essaye de continuer à avoir une vie de femme, qui a encore envie de se sentir belle et de se sentir aimée, face aux réticences de la société, surtout que sa propre fille était arrivée à l'âge du mariage. Il y a cet homme qui n'avoue qu'à moitié être jaloux de la réussite professionnelle de sa femme. Il y a également le jeune qui allait être incarcéré non pas parce qu'il avait causé du mal à quiconque ni parce qu'il avait endommagé le bien de quiconque, mais simplement parce qu'il n'avait vu aucun inconvénient à dessiner un baiser sur la joue de sa bien aimée dans la rue. Mais il y a surtout ces jeunes accaparés par la pauvreté, par mille et un obstacles sociaux, mais dont les rêves sont énormes et les envies grandissantes.

Le spectateur est plongé pendant une heure et demie au fond de la réalité des classes moyennes et pauvre de la société égyptienne : le poids des mœurs, les défaillances sociales et politiques sont les maîtres mots. Mais le contexte géographique du film, l'Égypte, n'occulte pas le fait que le message véhiculé par le film peut être transposé dans n'importe quel pays du monde arabe, même s'il est évident que la situation est plus ou moins différente selon les pays.

فيلم: ساعة ونص (2012) لوائل إحسان

تقديم سيرين اسماعيلي، أستاذة وباحثة في القانون

فيلم " ساعة ونص" من بين الأفلام المصرية الهادفة و المميّزة من حيث المستوى الفني خلال الفترة الأخيرة. هذا الفيلم الذي عرض للمرّة الأولى سنة 2012 مستوحى من قصة واقعية وهي حادثة القطار الشهيرة في الصعيد المصري قرب مدينة العياط سنة 2002 و التي راح ضحيتها كل الركاب. وقد كان سبب الحادثة حينها فقدان توازن القطار الناتج عن غياب بعض قطع السكة الحديدية أو بالأحرى عن سرقتها من طرف مجموعة من الشبان العاطلين عن العمل، دفعتهم الظروف الاجتماعية إلى طريق الاجرام. لم يكن نجاح هذه المجموعة من الشبان في سرقاتها ناجما عن تقصير من حارس السكة الحديدية، فقد كان الرجل مثالا للاخلاص في العمل و لكنه كان يوما حاضرا بجسده، غائبا بذهنه فقد أشبعته الحياة، هو أيضا، أعباء و هموما، فمن خيانة زوجته الثانية له، إلى الاحساس بالعجز عن توفير المستلزمات المادية لعائلته... داخل القطار مجموعة كبيرة من فئاني و نجوم مصر يتداولون، كل على طريقته، نماذج كثيرة و معبرة عن المجتمع المصري و بالأخص الطبقة المتوسطة و الفقيرة منه. فهناك أنموذج الأرملة التي رغم بلوغها عقدها الخامس مازالت مقبلة على الحياة و على المشاعر الجميلة، مازالت تحسن بأنوثتها و ترغب بالاستمتاع بأيامها رغم العوائق الاجتماعية التي تقف حاجزا أمام هذه الرغبات الطبيعية، خاصة إن كانت للأرملة ابنة بلغت سن الزواج. وهناك أنموذج الرجل الذي يغار من نجاح زوجته العلمي و العملي، و ما لذلك من تأثير على علاقته بها. كما هنالك أنموذج الشاب الذي وقع القبض عليه، لا لأنه سرق أموال غيره و لا لأنه استباح الدماء و لكن لأنه رسم قبلة على خد حبيبته في مكان عام. و هناك أيضا تشكيلة من الشبان يعيقهم الفقر و تعيقهم الظروف الاجتماعية و السياسية عن تحقيق أحلامهم و طموحاتهم. و هناك... وهناك... قصص و قصص ترمي بالمُشاهد لمدة ساعة و نصف في عمق الوجد المصري، أو لنقل الوجد العربي، فليست العادات و التقاليد في مصر و ليست الظروف الاجتماعية و المشاكل السياسية فيها

قناة يوتيوب -
Aflam - أفلام

آلاف من روائع السينما العربية , من فجر السينما الصامتة إلى العصر الحالي.

Des milliers de films arabes, du cinéma muet jusqu'à notre époque

<https://youtube.com/Aflam>

Film :
Syrianna (2005)
de Stephen Gaghan



Syrianna est un film américain qui traite de la géopolitique du Moyen-Orient. Thriller décrivant les jeux de pouvoirs et d'influences dans la région, il dénonce les agissements de l'industrie du pétrole et leurs relations avec les services secrets américains.

L'intrigue commence avec l'héritier du trône d'un émirat arabe, le Prince Nasir, réformiste et progressiste (il est pour une redistribution des richesses), qui décide d'accorder les droits de forage de gaz naturel à une compagnie chinoise, au détriment du géant texan Connex Oil.

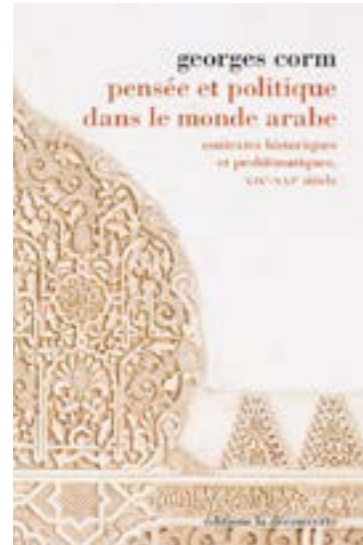
A partir de là, toute une machine de pression, allant jusqu'au complot, va se mettre en marche afin d'empêcher le Prince héritier de mener à bien ses projets.



Essai :

Pensée et politique dans le monde arabe

Georges Corm, Editions La découverte, 2015



Dans cet essai, Georges Corm nous offre une étude complète sur la pensée politique ainsi que les courants politiques dans le monde arabe et sur le monde arabe depuis le XIXe siècle. Il casse les idées reçues en montrant la richesse de cette pensée politique et le très grand nombre de penseurs arabes, dont il présente les oeuvres en détail.

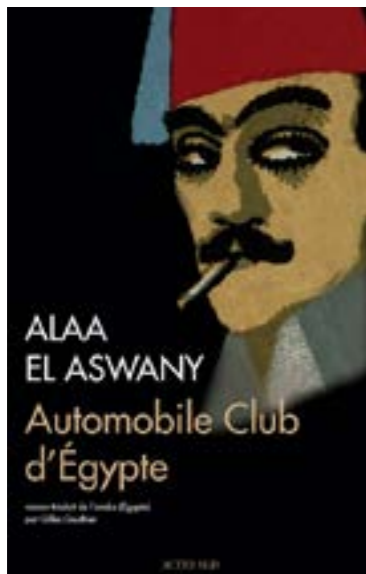
Son livre s'évertue à démontrer qu'il existe un monde arabe et une pensée arabe vivante et qu'il est urgent de la (re)découvrir et la faire prospérer davantage.

Pensée et politique dans le monde arabe est un livre de référence. que toute personne s'intéressant au monde arabe doit nécessairement avoir dans sa bibliothèque.

Roman :

Automobile Club d'Égypte

Aala El Aswany, Acte sud, 2014



Alaa El Aswany choisit l'automobile club, dans la monarchie désenchantée de l'Égypte des années 40, pour poser des questions d'une actualité brûlante: comment sortir de la servitude volontaire ? Quel destin pour ceux qui n'ont que leur corps à vendre ? De quel degré de liberté dispose chaque être pour se trouver en dehors des cadres qui lui ont été assignés?

Construit comme un feuilleton, dans lequel s'entremêlent chapitres à la troisième personne et témoignages directs des personnages, le roman ménage avec brio actions suspendues et rebondissements. Le choix de l'automobile club et des transfuges que sont les domestiques permet d'unir avec souplesse et efficacité les milieux et les figures les plus hétéroclites. De beaux portraits, des analyses fines, le plaisir de la lecture font volontiers excuser le manque d'aspérité de quelques personnages et certaines facilités de l'intrigue.

رواية:

الطلياني

لشكري مبخوت، دار التنوير، 2014



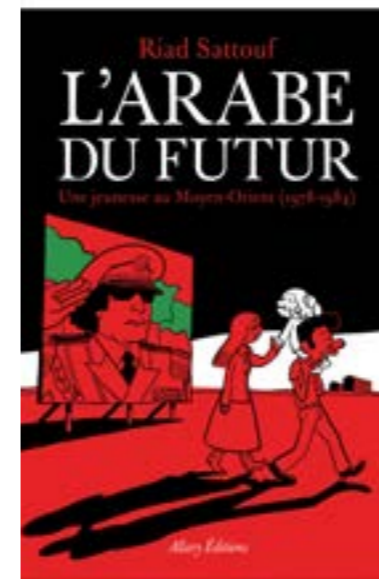
تدور احداث الرواية الحاصلة على جائزة البوكر العربية للرواية للعام 2015 حول عبد الناصر الطلياني، بين سنة 1960 و 1990 و تطرق الرواية أحداثا إجتماعية و سياسية واقعية في تلك الفترة من وجهة نظر البطل.

« رحلة في عوالم الجسد والبلد، الرغبة والمؤسسة، الانتهاك والانتهازية»، «من مشهدها الافتتاحي إلى نهايتها تشدك بحبكاتهما المتداخلة وشخصها المتنامية التي تتفاوض مع واقعها بانضباطية هلامية لا تتكرر لماضيها ولا تلتزم به كل الالتزام»، «اللغة العربية تنساب بطواعية عذبة على صفحات الطلياني»، كانت تلك بعض تعليقات أعضاء لجنة التحكيم في الجائزة العالمية للرواية العربية على رواية «الطلياني».

Bande dessinée :

L'Arabe du futur - Une jeunesse au Moyen-Orient (1978-1984)

Riad Sattouf, Allary Editions, 2014



Dans l'Arabe du futur, Riad Sattouf décrit, en bande dessinée, son enfance entre la France, la Lybie et la Syrie.

Fils d'un couple mixte, père syrien et mère française, il pointe les contradictions de son père, un progressiste laïc, plein de rêves de panarabisme, qui croit que le salut du monde arabe n'est possible qu'avec une politique autoritaire d'éducation nationale.

A travers son regard d'enfant, à la fois naïf et d'une franchise délicate, Riad dresse un tableau sans concession de la politique et des sociétés arabes du début des années 1980.

On rit, on rit mais souvent d'un rire bien triste.

DERNIÈRES ACTIVITÉS DU LABO'

Publications

ETUDE

Arrestation, garde à vue et détention préventive - Analyse du cadre juridique tunisien au regard des Lignes directrices Luanda

Me Salma Chaari et Me Béchir Ghachem - Etude du Labo' Démocratique (juin 2015)

A la suite d'un vaste processus de consultations avec les Etats parties à la Charte Africaine, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile dans toute l'Afrique, avec le support du Forum Africain pour le Contrôle Civil du Maintien de l'Ordre (APCOF), l'initiative pour la justice de l'Open Society Foundation et le PNUD, les Lignes directrices Luanda sur les standards applicables aux conditions d'arrestation, de garde à vue et de détention préventive en Afrique ont été adoptées par la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples au cours de la 55ème session ordinaire à Luanda, Angola du 28 avril au 12 mai 2014.

L'étude traite de huit questions en relation avec la législation en vigueur, en particulier le droit pénal tunisien:

- L'arrestation
- La garde à vue
- La détention préventive
- L'assistance juridique
- Le traitement et l'accès à l'information
- Les normes de conduite et la formation des agents
- Les groupes vulnérables
- La reddition des comptes et la réparation

Elle analyse la conformité du droit et de la pratique en Tunisie par rapport aux standards proposés par les Lignes directrices Luanda et présentent des recommandations en vue de l'amélioration de la situation.

Disponible en libre accès sur le site du Labo' Démocratique en français et en arabe.

NOTE

OGP : Note critique sur la démarche tunisienne

Samah Krichah – Note du Labo' Démocratique (2005)

Le plan d'action de la Tunisie dans le cadre de l'*Open Government Partnership*, qui s'étend de 2014 à 2016, contient 20 engagements dans divers secteurs dont 30% ont été réalisés. Les plus grandes difficultés touchent la numérisation et la transparence de l'administration publique, notamment en ce qui concerne le secteur des hydrocarbures.

Dans la perspective du « Sommet Global sur le gouvernement ouvert 2015 » à Mexico, Le Labo' Démocratique a élaboré une note critique rappelant les points forts (consultation de la société civile, élaboration dans les délais du plan d'action OGP, les deux engagements honorés, etc) et les points faibles (non transparence de la procédure de sélection des organisations siégeant au comité mixte, un nombre d'engagements non ou peu commencés, le manque de priorisation des engagements, etc) de la démarche tunisienne en matière de transparence et d'*open government*.

Disponible en libre accès, en français, sur le site du Labo' Démocratique.

آخر نشاطات المخبر

منشورات

دراسة

الإعتقال، الإحتفاظ، الإيقاف التحفظي – تحليل للإطار القانوني التونسي بالمقارنة مع المبادئ التوجيهية لواندا
الأستاذة سلمى الشعري والأستاذ بشير غشّام – دراسة لمخبر الديمقراطية (جوان 2015)

بعد القيام بمشاورات واسعة مع الدول الموقعة على «الميثاق الأفريقي»، والمؤسسات الوطنية لحقوق الإنسان والمجتمع المدني في جميع أنحاء أفريقيا، وذلك بدعم من المنتدى الأفريقي للرقابة والشرطة المدنية (APCOF)، المبادرة من أجل العدالة لمؤسسة المجتمع المفتوح Open Society وبرنامج الأمم المتحدة الإنمائي PNUD، تمت المصادقة على المبادئ التوجيهية لواندا التي تنطبق للمعايير التي يجب إلتزامها في ظروف الإعتقال والإحتفاظ والإيقاف التحفظي في أفريقيا من قبل اللجنة الأفريقية لحقوق الإنسان والشعوب خلال دورتها العادية الـ 55 في لواندا، أنغولا من 28 ابريل إلى 12 ماي 2014.

تطرح الدراسة ثمانية قضايا مرتبطة مع الإطار القانوني التونسي الحالي، خصوصا القانون الجنائي:

- الإعتقال
- الإحتفاظ
- الإيقاف التحفظي
- المساعدة القانونية
- معالجة المعلومة و النفاذ إليها.
- معايير السلوك وتدريب قوات الامن
- الفئات الهشة
- المسائلة وتحديد المسؤوليات و جبر الأضرار

ويحلل الامتثال للقانون والممارسة في تونس مقارنة مع المبادئ التوجيهية القياسية التي اقترحتها لواندا والتوصيات لتحسين الوضع.

الدراسة متاحة مجانا على الموقع الإلكتروني للمخبر الديمقراطية باللغتين الفرنسية والعربية.

مذكرة

شراكة الحكومة المفتوحة: مذكرة نقدية حول التمشي التونسي
سماح كريشاح- مذكرة مخبر الديمقراطية (2015)

تحتوي خطة العمل لتونس في إطار شراكة الحكومة المفتوحة، الذي تمتد من 2014-2016، على 20 إلتزاما في مختلف القطاعات، وتم إنجاز 30% منها. سجلت أكبر الصعوبات على مستوى الرقمنة وشفافية الإدارة العمومية، وخاصة فيما يتعلق بقطاع المحروقات.

قام مخبر الديمقراطية في إطار «القمة العالمية لشراكة الحكومة 2015» في مكسيكو سيتي، بمذكرة نقدية يسترجع فيها نقاط القوة (المشاورات مع المجتمع المدني وإنجاز خطة العمل OGP في الوقت المحدد، إنجاز الإلتزامين بنسبة 100%... الخ) ونقاط الضعف (عدم الشفافية في إجراءات اختيار منظمات المجتمع المدني الأعضاء في اللجنة المشتركة، عدم إنجاز (أو نسبة إنجاز جد ضعيفة) لعدد من الإلتزامات، عدم وجود أولويات لإنجاز الإلتزامات... الخ) للتمشي التونسي للشفافية و الحكومة المفتوحة.

المذكرة متاحة باللغة الفرنسية، على موقع مخبر الديمقراطية.

Evénements

REUNION INSTITUTIONNELLE

Réunion avec le ministre de la Défense (13 octobre 2015)

Le Labo' Démocratique, représenté par Farah Hached (Présidente), Salma Chaari (Secrétaire générale) et Samah Krichah (membre du Conseil d'orientation), a tenu une réunion de travail avec le ministre de la Défense nationale, SE Farhat Horchani, afin de discuter du programme «Sécurité et justice» de l'organisation et plus particulièrement du projet de mise en place d'un Institut pour la gouvernance du secteur de la sécurité qui proposera des formations en matière de gouvernance démocratique du secteur.

Les axes de collaboration proposés par le Labo' Démocratique sont de trois sortes:

- 1) Organisation d'entretiens avec des personnes-clés du ministère de la Défense nationale afin d'identifier les besoins en formation en matière de gouvernance démocratique du secteur de la sécurité.
- 2) Participation du ministère à des groupes de travail pour l'élaboration du programme de formation de l'«Institut pour la gouvernance du secteur de la sécurité»
- 3) Participation du directeur de l'Institut de Défense nationale au conseil scientifique de l'«Institut pour la gouvernance du secteur de la sécurité»

Projets

FORMATION

Institut pour la gouvernance du secteur de la sécurité

Partenariat Labo' Démocratique/DCAF

Le Labo' Démocratique et le DCAF ont lancé en juin 2015 la phase préliminaire à l'établissement de l'Institut pour la gouvernance du secteur de la sécurité qui proposera aux décideurs civils de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient des formations pointues et des outils conceptuels et pratiques en matière de gouvernance du secteur de la sécurité dans un contexte démocratique.

La phase préliminaire permettra d'évaluer les besoins, créer les programmes et tisser les liens avec les institutions susceptibles d'envoyer des participants aux formations.

SERIE VIDEO

Le monde sous microscope - Al-'âlam taht el-min dh ar

A l'automne 2015, le Labo' Démocratique a lancé, dans le cadre de son programme «Relations internationales» le tournage d'une série de débats vidéo, en langue arabe, sur les questions d'actualité internationale.

Il s'agit d'explorer des questions internationales sensibles et les rendre plus intelligibles à travers une dissection des concepts et le débat d'idées.

Le premier débat a eu lieu sur le site de la Madersa Slimaniya, à Tunis, et portait sur le thème «Monde arabe: défis et perspectives».

المشاريع

المستجدات

سلسلة فيديو

العالم تحت المنظار

في خريف سنة 2015، أطلق مخبر الديمقراطية، في إطار برنامجه «العلاقات الدولية» تصوير سلسلة حوارات مسجلة باللغة العربية حول المستجدات الدولية. يتعلّق الأمر باستكشاف قضايا دولية حسّاسة و توضيحها من خلال شرح للمفاهيم و نقاش للأفكار.

تم أول حوار في المدرسة السليمانية بمدينة تونس و ركّز على موضوع «العالم العربي: التحديات و الأفاق»

تدريب

معهد الحوكمة لقطاع الأمن بالشراكة بين مخبر الديمقراطية و مركز جنيف للرقابة الديمقراطية للقوات المسلحة

أطلق مخبر الديمقراطية بالشراكة مع مركز جنيف للرقابة الديمقراطية للقوات المسلحة DCAF، المرحلة الأولى ل«معهد الحوكمة لقطاع الأمن» الذي سيقدّم لصانعي القرار المدنيين في شمال إفريقيا و الشرق الأوسط دورات تدريبية متخصصة و معمّقة و أدوات مفاهيمية و تطبيقية في مجال حوكمة قطاع الامن في سياق ديمقراطي.

هذه المرحلة الأولى ستتمكن من تقييم الحاجة، وضع البرامج و تكوين العلاقات مع المؤسسات التي يمكن لها تقديم مشاركين للدورات التدريبية.

إجتماع

إجتماع عمل مع وزير الدفاع (13 أكتوبر 2015)

قام مخبر الديمقراطية ممثلاً برئيسه فرح حشّاد و بأمينته العامة سلمى الشعري و بعضوة المجلس التوجيهي سماح كريشح بإجتماع عمل مع وزير الدفاع الوطني، السيد فرحات الحرشاني بهدف مناقشة برنامج «الأمن و العدالة» للجمعية و خصوصاً مشروع «معهد الحوكمة لقطاع الأمن» الذي سيقدّم دورات تدريبية في مجال الحوكمة الديمقراطية للقطاع.

تتوزع محاور الشراكة على ثلاث مستويات: القيام بلقاءات مع شخصيات من وزارة الدفاع بهدف تحديد الحاجة للتكوين في مجال الحوكمة الديمقراطية لقطاع الامن

مشاركة الوزارة في مجموعات العمل بهدف وضع برنامج التكوين ل«معهد الحوكمة الرشيدة لقطاع الأمن»

مشاركة مدير معهد الدفاع الوطني في المجلس العلمي ل«معهد الحوكمة الرشيدة لقطاع الأمن»



مختبر الديمقراطية
جمعية غير ربحية - م.ج: 1273617/B
إقامة النرجس، شارع اليابان، مكتب عدد 2-7، منبليزير،
تونس.
الهاتف: (+216) 29424334
البريد الإلكتروني: contact@labodemocratique.org
الموقع الإلكتروني: www.labodemocratique.org

Le Labo' Démocratique
Matricule fiscal : 1273617/B
Immeuble Narcisse, avenue du Japon, Bureau 2.7,
Montplaisir, Tunis, Tunisie
Tel : (+216) 29424334
Email: contact@labodemocratique.org
Site web: www.labodemocratique.org